

L'Azerbaïdjan acculé par l'Arménie

L'AZERBAÏDJAN n'en finit pas de s'enfoncer sous les coups de boutoir arméniens. Les uns après les autres, les hommes au pouvoir à Bakou se retrouvent confrontés au même problème : l'incapacité à faire face militairement aux troupes arméniennes, qui accumulent les victoires et les conquêtes territoriales. Cette faiblesse militaire accentue les divisions politiques et aggrave le danger de désintégration du pays, tandis que l'on soupçonne la Russie, voire parfois l'Iran, des pires intentions, et que l'allié naturel, la Turquie, semble incapable de jouer son rôle.

Gueïdar Aliev, l'ancien dignitaire des années Brejnev revenu au pouvoir au printemps dernier, en fait l'expérience après son prédécesseur « nationaliste », Aboulfaz Eltchibey, qui a fui Bakou mais se considère toujours comme le président « légitime ». La même mésaventure était arrivée un an plus tôt au président Ayaz Moutalibov, pour sa part réfugié à Moscou et dont on commence d'ailleurs à évoquer un possible retour.

EN dépit de toute son habileté et de sa très longue pratique des relations avec la Russie, M. Aliev apparaît en effet comme un homme seul. Après avoir profité, pour revenir aux affaires, de la rébellion armée d'un commandant local, Sourat Housseïnov, récompensé par le poste de premier ministre, Gueïdar Aliev se trouve confronté aux menées séparatistes d'un autre responsable local, le colonel Goumbatov, qui s'est constitué dans les régions proches de l'Iran une « république autonome ». On parle d'ailleurs beaucoup à Bakou d'une collusion entre ces deux hommes, qui bénéficieraient d'un soutien de certains responsables russes mécontents de la ligne jugée trop « indépendante » adoptée par M. Aliev, tandis que d'autres préfèrent y voir la main du Hezbollah pro-iranien.

Officiellement, pourtant, aussi bien la Russie que l'Iran s'efforcent par les voies diplomatiques d'écarter le danger principal qui pèse sur l'Azerbaïdjan, c'est-à-dire d'appeler les Arméniens à mettre un terme à leur constante progression militaire. Accompagnée de destructions des villes et des villages conquis, cette avancée semble destinée à la fois à créer une sorte de « zone de sécurité » à l'azérienne autour du Haut-Karabakh et à contraindre Bakou à négocier directement avec les dirigeants de cette enclave séparatiste, c'est-à-dire à reconnaître son existence.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, M. Velayati, s'est ainsi rendu mardi à Bakou après que Téhéran eut exigé le retrait immédiat et inconditionnel des troupes azérbaidjanaises occupées. De son côté, le premier ministre turc, Mme Çiller, a fait publier une déclaration au ton très ferme avertissant l'Arménie qu'elle devra « subir les conséquences de son attitude agressive ».

La Turquie est en mesure d'exercer des pressions économiques sur Erevan, mais il lui serait difficile d'aller au-delà sans susciter un tollé international. Dans la situation actuelle et faute d'une sérieuse mise en garde de la Russie et de l'Occident, les Arméniens, tout particulièrement ceux du Haut-Karabakh, peuvent donc être tentés de poursuivre sur leur lancée avec l'espoir de mettre les Azéris à genoux.

Page 3

M0147 - 0819 0 - 7.00 F



Tout en promettant de préserver les « acquis sociaux »

Le gouvernement propose d'aménager le temps de travail

Michel Giraud, ministre du travail, a déclaré mardi 17 août que le plan quinquennal en faveur de l'emploi assurera le « strict respect des acquis sociaux », au terme d'une réunion qui a rassemblé, autour du premier ministre, neuf membres du gouvernement. Ce dispositif, qui sera rendu public le 19 août et qui sera soumis début octobre au Parlement, incite les partenaires sociaux à aménager le

temps de travail. Il en prévoit le calcul sur une base annuelle et non plus hebdomadaire et l'organisation de négociations sur ce thème, des aides en faveur du chômage partiel de longue durée, ainsi que l'augmentation de la contribution des organismes recourant aux contrats emploi-solidarité. En revanche, le mécanisme du SMIC ne sera pas modifié.

Esquivé par la droite durant la campagne des élections législatives, le débat sur les acquis sociaux est en train de rattraper Edouard Balladur. Les propos rassurants du premier ministre, qui estimait le 12 août sur France 2 que « dans la période actuelle, ce n'est pas de moins de démunis, ce n'est pas de démunis de protection », comme ceux de Michel Giraud, qui assurait mardi 17 août que le projet de loi quinquennal sur l'emploi assurerait « le strict respect des acquis sociaux », rien n'y fera : aiguillonnée par la dérive des comptes sociaux et par la nécessité d'agir pour l'emploi, l'équipe d'Edouard Balladur est amenée à entamer un toilettage de ces fameux « acquis ». Depuis mars, la liste est déjà conséquente : un plan de 30 mil-

liards de francs d'économies sur les dépenses de santé comprenant une baisse de cinq points du taux de remboursement, une réforme des retraites (allongement de la durée de cotisation et modification du calcul de la pension), un gel du traitement des fonctionnaires pour 1993 et l'application à minima - pour la première fois depuis 1988 - du mode d'indexation du SMIC.

La gestion sociale de la crise économique met à mal plusieurs dispositifs que l'on considérait, il y a peu, comme des piliers du progrès social. La principale conséquence de l'allongement de la durée de cotisation n'est-elle pas de réserver progressivement le droit à la retraite à soixante ans aux seuls salariés ayant commencé à travailler jeunes ? Ces mesures, accompagnées d'une

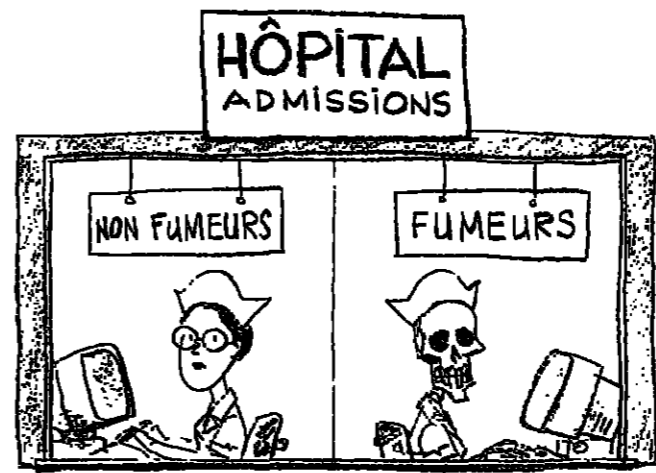
hausse de la CSG, n'ont cependant guère entamé la popularité du premier ministre... alors qu'elles ne figuraient pas dans la prudente plate-forme pré-électorale de l'Union pour la France.

Certaines dispositions du projet de loi quinquennal sur l'emploi, que le gouvernement a mis au point mardi 17 août, vont dans le même sens. Elles instaurent, bien que le terme soit presque devenu tabou dans le langage balladurien, davantage de flexibilité dans le Code du travail. Ainsi, l'annulation du temps de travail peut s'appliquer à une remise en question de certains avantages car elle implique que les horaires des salariés se plient aux contraintes de l'entreprise et réduisent le recours aux heures supplémentaires.

JEAN-MICHEL NORMAND
Lire la suite page 14

Fumeur interdit d'hôpital

La mort d'un malade qu'un établissement avait refusé de soigner provoque une vive émotion en Grande-Bretagne



PANCHO

Harry Elphick, quarante-sept ans, fumait plus d'une vingtaine de cigarettes par jour depuis près de trente ans. Cet habitant de Moston (Manchester) avait eu une première attaque cardiaque en février dernier. Le service de cardiologie de l'hôpital de Wythenshawe de Manchester lui avait alors indiqué qu'on ne pourrait le soigner que s'il cessait de fumer. Il y a six semaines, l'homme arrêtait sa consom-

mation de tabac et obtenait ainsi un rendez-vous à l'hôpital pour le 19 août. Ce jour-là, on devait lui faire un pontage coronarien. Ce sera le jour de ses obsèques : il est mort des suites d'une nouvelle crise cardiaque. « S'il avait été soigné immédiatement en février dernier, il serait encore en vie aujourd'hui », a déclaré, mardi 17 août, son épouse.

JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 8

Le ministre égyptien de l'intérieur blessé dans un attentat

Le général Hassan Al Afi, ministre égyptien de l'intérieur, a été blessé le mercredi 18 août dans un attentat commis dans le centre du Caire. Les agresseurs ont fait exploser une bombe et ouvert ensuite le feu sur les voitures qui sortaient du ministère. Il y avait trois morts et quinze blessés.

Page 20

Bosnie : la FORPRONU mécontente de l'OTAN

Deux hauts responsables de la FORPRONU, le général belge, Francis Briquemont, et son adjoint britannique, Vera Hayes, ont mis en doute, mardi 17 août, dans des déclarations à la presse américaine, l'efficacité d'éventuelles frappes aériennes de l'OTAN contre des positions serbes en Bosnie-Herzégovine. Ces commentaires ont immédiatement suscité des protestations à Washington et le Conseil de sécurité, présidé actuellement par les Etats-Unis, a réaffirmé la nécessité de « mettre fin à l'étranglement de Sarajevo ».

Page 3

Chine : le culte du patriarche

Deng Xiaoping fête son quatre-vingt-neuvième anniversaire sur fond de crise sociale et d'incertitude politique

BEIDAHE

de notre envoyé spécial
La scène se passe à la caisse de l'hôtel du corps diplomatique étranger, le plus réputé des établissements de cette station balnéaire où viennent, tous les ans, se reposer et se consulter de manière informelle les hommes qui ont entre leurs mains l'avenir du pays le plus peuplé du monde, un pays qui fait rêver

aujourd'hui l'Occident par son brusque décollage économique. Le client, pour régler sa facture, produit une carte de crédit internationale.
L'employé : « Non, nous n'acceptons pas les cartes.
Le client : Et pourquoi ?
- Nous ne fournissons pas ce service.
- Ce n'est pas un service, c'est une méthode de paiement acceptée dans le monde entier.

- Ici, c'est la Chine, et nous ne l'avons pas.
- Vous n'êtes pas concernés sur les pratiques internationales ?
- Non, cela ne nous intéresse pas...
L'employé finit quand même par accepter des dollars américains bien que ce soit dimanche et que la banque soit fermée.

FRANCIS DERON
Lire la suite page 4

Championnats du monde d'athlétisme L'Afrique souveraine en demi-fond

Les athlètes participant aux championnats du monde de Stuttgart devaient observer, mercredi 18 août, une journée de repos. De nouvelles performances ont été enregistrées mardi 17, notamment celle de l'Américain Michael Johnson, vainqueur du 400 m en 43 secondes 65, troisième meilleur temps mondial. L'Afrique s'est de nouveau distinguée dans le demi-fond avec les victoires du Kenyan Paul Ruto et de la Mozambicaine Maria Mutola sur 800 m.

Page 13

ARTS SPECTACLES

■ Isabelle Huppert tourne à New-York avec Hal Hartley
■ Voyage discographique aux sources de la musique américaine ■ Le mouvement instantané de Degas.

Pages 9 à 11

LE MONDE diplomatique

Août 1993

- SOCIÉTÉ : Politiques hallucinées, par Claude Julien. - Marignane, anatomie d'un fief du Front national, par Gilbert Kochu.
- EX-URSS : La Lettonie et l'Estonie entre nationalisme et pragmatisme, par Karel Barak. - Instable indépendance de l'Azerbaïdjan, par Nur Delav.
- CHINE : Le retour des triades, par Philippe Le Corre. - Taiwan et les sirènes du continent, par Bernard Cassen.
- BRÉSIL : Les nouveaux forçats du travail-esclavage, par Maurice Lemoine.
- ÉCONOMIE : Les boissons non alcoolisées à la conquête du monde, par Frédéric-F. Clairmont.
- DROITS DE L'HOMME : Pour en finir avec la barbarie, par Rodolfo Mattarollo. - Difficile et utile apprentissage pour les ONG, par Béatrice Pouligny.
- CULTURE : La province turque des lettres allemandes, par Timour Muhidine.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

La madone des HLM

« Un, deux, trois, soleil », de Bertrand Blier est un film heureux sur le malheur

par Danièle Heymann

D'abord on est gêné, jamais on n'a vu une petite fille manger sa tartine d'aussi près. Elle la trempe en plus, sa tartine, dans le chocolat chaud qui coule, forcément, sur le menton. C'est trop intime, soudain, ce gros plan de gloutonnerie sucrée. D'autant que la petite fille, elle la voudrait pas tant que ça, sa tartine, et que c'est sa mère toute déguinée d'affection, comme la mouillette de chocolat, qui la force - hein ! qu'elle est bonne ma tartine ? Oui maman, elle est bonne la tartine.

Une fois encore, Bertrand Blier a réussi son ouverture. C'est toujours comme ça, il vous harponne carrément, ses débuts ont la force, l'évidence des « long-temps, je me suis couché de bonne heure ». Près de quinze ans après *Buffet froid*, on ne peut toujours pas descendre dans la station Les Halles du RER à

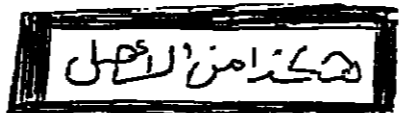
Paris sans revoir Michel Serrault exsangue, un couteau dans le ventre, dire poliment à Gérard Depardieu : « Je vous en prie, cher ami, reprenez votre instrument. » Ni écouter un pianiste de bar sans entendre Patrick Dewaere aux premières minutes de *Beau-père*, déchirant : « Je pouvais leur jouer n'importe quoi, Gershwin, Chopin, Art Tatum, ils ne m'écoutaient pas. »

Un, deux, trois, soleil démarre en trombe sous la lumière blanche de la banlieue nord de Marseille. La petite fille à la tartine, c'est Victorine, c'est Anouk Grinberg, princesse malmenée des terrains vagues, madone des HLM, cheur antique à elle toute seule.

Elle a six ans, elle a mille ans, elle a tous les âges d'une vie qui va pas droit, elle est la révolte et l'espérance.

Lire la suite page 12

ALÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 800 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRb ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



ÉTRANGER

Les négociations de Genève et les menaces d'intervention de l'OTAN

Les responsables de la FORPRONU réaffirment leur hostilité à d'éventuelles frappes aériennes en Bosnie

La comité politique de l'OTAN s'est réuni, mardi 17 août, au siège de l'Alliance, à Bruxelles, pour faire le point sur l'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine dans le contexte d'éventuelles frappes aériennes. Selon les milieux diplomatiques, « la situation n'a pas vraiment changé à Sarajevo, l'étranglement de la capitale bosniaque continue et, si nécessaire, des frappes aériennes sont toujours possibles ».

Les responsables de la FORPRONU, qui ont toujours été hostiles à ces opérations en raison de la présence au sol de milliers de « casques bleus », émettent également des doutes sur l'efficacité de tels raids. Ces déclarations ont suscité de vives réactions à Washington.

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Les menaces américaines de frappes aériennes ont-elles été le facteur déterminant qui a poussé les forces serbes à se retirer des positions stratégiques autour de Sarajevo? Les avis sur cette question sont partagés et les désaccords deviennent publics. Deux officiers de la FORPRONU ont même exprimé leur opinion, en des termes fort peu diplomatiques, à la presse américaine: « Il s'agit d'un avertissement de l'OTAN, alors c'est un problème de l'OTAN, mais l'OTAN n'est pas l'ONU », a déclaré le général belge, Francis Briquemont, qui a succédé à Philippe Morillon à la tête de la Force de protection des Nations unies en Bosnie-Herzégovine. Son adjoint, le général britannique Vere Hayes, est allé encore plus loin en demandant à un journaliste américain: « A quoi le président Clinton veut-il en venir? »

Selon lui, « la force aérienne ne mettra pas en échec les Serbes ». Selon les deux généraux européens, le retrait des forces serbes est « un exemple de ce que l'on peut accomplir par la négociation ».

« Il est absolument inacceptable que deux officiers de l'ONU se permettent de remettre en question la politique du président des États-Unis », a déclaré aux journalistes l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU, Madeleine Albright, visiblement très énervée. Déclaration surprenante étant donné que durant les consultations à huis clos au sein du Conseil - dont M^{me} Albright assure la présidence pour le mois d'août - sa demande d'une déclaration publique contre les généraux de la FORPRONU « lui a été interdite ». Insistant sur le fait qu'elle parlait au nom de son pays et non en sa qualité de présidente du Conseil, M^{me} Albright ne s'est pas retenue: « C'est un comportement intolérable. Ces officiers ne sont pas là pour

remettre en cause la motivation des États membres ».

Dans un communiqué adressé au secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, les États-Unis se sont officiellement plaints des déclarations des généraux Briquemont et Hayes, qui, selon eux, « dénigrent l'efficacité de raids aériens en Bosnie ». Selon Washington, ces déclarations remettent en cause « l'étrange coopération entre l'OTAN et l'ONU, indispensable au succès de toute opération aérienne ». « Dire publiquement aux Serbes que les frappes aériennes ne se produiront jamais ou qu'elles seront inefficaces, va à l'encontre de l'effet de dissuasion et rend plus probable la nécessité pour nous de devoir recourir à ces frappes », estime encore Washington.

Au cours des consultations qui se sont déroulées à huis clos, mardi 17 août au soir, les Européens et les Russes auraient refusé que le Conseil exprime publiquement sa désapprobation à l'égard de la FORPRONU, et les non-alignés, en particulier le Maroc et le Venezuela, auraient soutenu la position de M^{me} Albright. L'ambassadeur du Venezuela, Diego Arria, que les journalistes ont surnommé « Don Diego de Sarajevo » en raison de ses prises de position passionnées sur la guerre en Bosnie et ses voyages dans la capitale bosniaque, a espéré que les deux généraux « ne parlent pas au nom de leur gouvernement ». L'ambassadeur

Arria, qui avait rencontré le général Hayes lors de son dernier déplacement à Sarajevo, s'est dit « non surpris par ses déclarations » car « le général britannique n'a absolument aucun respect pour le Conseil de sécurité ».

Les propos du général britannique ont provoqué également la colère de l'ambassadeur de la Bosnie-Herzégovine auprès de l'ONU. Lors d'une conférence de presse à New-York, M. Muhamed Sacirbey a traité Vere Hayes d'homme « insensible » et ses propos de « mensonges et insultes ». Le représentant bosniaque a été particulièrement fâché par le refus du général Hayes d'utiliser le mot « siège » pour parler de l'encerclement de Sarajevo par les Serbes. M. Sacirbey a aussi annoncé que le président bosniaque, Alija Izetbegovic, se rendrait à New-York dans les deux semaines à venir pour parler aux membres du Conseil de sécurité des « principes qui devraient être à la base des négociations à Genève ».

Par ailleurs, alors que les médiateurs à Genève tentent de convaincre les Musulmans d'accepter le découpage de leur pays, le Conseil de sécurité devait adopter, le mercredi 18 août, une déclaration de sa présidence (américaine) réaffirmant la « souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République de Bosnie-Herzégovine ».

AFSANE BASSIR POUR

« L'opération Irma » condamnée par des médecins britanniques

Selon une équipe médicale britannique, le programme d'évacuation des blessés bosniaques vers la Grande-Bretagne, baptisé « opération Irma » du nom d'un des enfants évacués, est une action « hautement cynique », du « théâtre politique ». « Cela soulève les consciences de voir des enfants sortis de l'enfer de la guerre mais cela ne résout pas le problème des 300 000 personnes affectées dans Sarajevo », a affirmé, mercredi 18 août au *Daily Telegraph*, Andrew McEwen, l'anesthésiste de cette équipe médicale, de retour d'une mission d'une semaine à Tuzla, dans le nord de la Bosnie.

« L'opération Irma détourne l'attention du vrai problème qui est le manque de nourriture en Bosnie, comme à Tuzla, ville qui est effectivement coupée du reste du monde. Si cela continue, les gens vont commencer à mourir », a ajouté son collègue chirurgien, le docteur Friedlander.

De son côté, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé, mardi, avoir reçu mille deux cent cinquante offres d'évacuations de blessés bosniaques en provenance de dix-sept pays depuis le début de « l'opération Irma » la semaine dernière. - (AFP, AP.)

Rompant avec sa politique de prudence

Le Danemark accepte de déployer des soldats pour protéger les « zones de sécurité »

COPENHAGUE

correspondance

Pour la première fois depuis 1864, le Danemark pourrait participer activement à un conflit armé, en dehors de ses frontières, en l'occurrence dans l'ex-Yugoslavie. En autorisant, mardi 17 août, le déploiement de cent vingt-quatre soldats et dix chars d'assaut pour protéger les « zones de sécurité » musulmanes en Bosnie-Herzégovine, le Parlement danois a pris une décision qualifiée d'« historique ». Les députés ont également accepté de participer à d'éventuelles frappes aériennes de l'OTAN sur les positions serbes avec l'aide de pilotes danois basés au sol pour diriger les bombardiers de l'Alliance sur leurs cibles.

Le Danemark, qui était il n'y a pas si longtemps l'élève rebelle de l'Alliance atlantique, s'est assagi,

devenant même au cours des derniers mois, un partisan fidèle et obéissant de l'OTAN. Fini le temps des notes en « bas de page » dans les années 80 où Copenhague (et notamment l'opposition de centre gauche) s'opposait avec éclat à toutes les initiatives de l'Alliance, jugées trop agressives envers l'ancien pacte de Varsovie et susceptibles de relancer la guerre froide.

Le « non » au déploiement des fusées Pershing en Europe et le refus de laisser entrer des bâtiments nucléaires, même ceux de l'Alliance, dans les eaux territoriales danoises, furent les exemples les plus frappants de la « résistance » du Danemark à certaines décisions de l'OTAN. Mais la guerre en Bosnie a poussé le Parlement de Copenhague, réuni en session extraordinaire lundi et mardi, à tourner une page dans la politique de sécurité danoise.

« Ce n'était pas une décision facile », constate le premier ministre social-démocrate, Poul Nyrup Rasmussen. La décision a été encore plus douloureuse pour le ministre des affaires étrangères, Niels Helveg Petersen, du Parti libéral radical, connu pour ses positions antimilitaristes: « C'est la crédibilité de l'ONU qui est en jeu avec ses conséquences incalculables pour la communauté mondiale », a-t-il estimé.

Seuls le Parti du progrès (extrême droite) et les socialistes populaires (extrême gauche) ont voté contre l'entrée du Danemark dans le conflit. Copenhague, en soutenant les Nations unies, a cherché avant tout à préserver la réputation de cette organisation car, comme l'a souligné Ritt Bjerregaard, porte-parole des socialistes-démocrates, « si nous n'avons plus l'ONU, que nous restera-t-il? ».

ALEXANDRE SARIN

RUSSIE : selon le premier ministre

Moscou ne « restituera jamais » les Kouriles au Japon

Le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine a affirmé, mardi 17 août, que Moscou ne « restituera jamais » au Japon les quatre îles Kouriles méridionales qu'il revendique, selon l'agence russe Interfax. « C'est notre terre, notre peuple y vit. Pourquoi devrions-nous la rendre à autrui? » a déclaré M. Tchernomyrdine au cours d'une visite à Itourop (Etorofu en japonais), une des quatre îles du sud de l'archipel occupées depuis la fin de

la guerre par Moscou et revendiquées par le Japon. « Nous n'avons aucun besoin d'une terre qui n'est pas à nous. Mais la terre qui nous appartient, nous ne la rendrons jamais. Nous n'avons jamais évoqué cela avec qui que ce soit », a-t-il ajouté. Un responsable du ministère japonais des affaires étrangères a indiqué mercredi que Tokyo était « en train de demander des clarifications au gouvernement russe ». - (AFP)

La guerre en Azerbaïdjan

La Turquie met en garde l'Arménie

Alors que les forces arméniennes accentuent leur avance vers Fizouli et Djébrail, dans le sud du territoire azérbaidjanais, le premier ministre turc, Tansu Ciller, a solennellement appelé, mardi 18 août, l'Arménie à « réviser son attitude » dans ce conflit ou à s'approprier à en « subir les conséquences ». « En tant que gouvernement de la République de Turquie, nous appelons l'Arménie à repenser et réviser son attitude radicalement. Nous rappelons qu'elle sera responsable de son attitude agressive et devra en subir les conséquences », a affirmé M^{me} Ciller dans une déclaration écrite communiquée par l'agence semi-officielle Anatolie. M^{me} Ciller a également demandé au Conseil de sécurité des Nations unies de « faire preuve de fermeté pour que ses décisions précédentes soient appliquées ».

Les autorités de Bakou se trouvent dans une situation de plus en plus difficile, car la perte de Fizouli et de Djébrail aboutirait à couper le sud-ouest de l'Azerbaïdjan du reste du territoire de la République. Outre ses

défaites militaires, le pouvoir à Bakou doit faire face à une rébellion qui s'aggrave dans le sud-est du pays. Le ministre de l'intérieur a déclaré mardi que « dans sept régions méridionales (d'Azerbaïdjan), des actions criminelles ont abouti au limogement des responsables du pouvoir exécutif. Les employés des organes judiciaires ont été pris en otages, battus et humiliés ».

Le gouvernement accuse l'ex-colonel Alikram Goumbatov, basé à Lenkoran à la tête d'un groupe de « 3 000 hommes et de quatre-vingt blindés », de menées séparatistes. - (AFP, Reuters, Iar-Tass.)

■ GÉORGIE : plusieurs arrestations après la mort du diplomate américain. - Plusieurs suspects ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur la mort du diplomate américain Fred Woodruff, tué par balle le 9 août près de Tbilissi. Le parquet géorgien privilégie la thèse d'un meurtre de droit commun. - (AFP)

OCÉANIE

AUSTRALIE : la polémique sur les droits fonciers

Le gouvernement est pris en tenailles entre les revendications des aborigènes et les intérêts des compagnies minières

« Black power, bleak future » (pouvoir noir, avenir sombre), proclame en couverture le dernier numéro de l'*Australian Business Monthly*. Tandis que Canberra prépare un projet de loi sur les droits fonciers des aborigènes, la compagnie CRA fait pression pour protéger l'exploitation de l'un des plus riches gisements de bauxite au monde.

SYDNEY

de notre correspondant

En revendiquant auprès de la cour fédérale 35 000 kilomètres carrés autour de Weipa, dans la péninsule du cap York, dans le nord au Queensland, la tribu Wik s'est attaquée au géant CRA, société mère de Comalco, qui détient depuis 1958 un bail d'exploitation de cent dix ans sur les terres aujourd'hui en litige. Mais le PDG de CRA a lancé un ultimatum au gouvernement fédéral: si celui-ci n'intervient pas d'ici le 20 août pour lever l'incertitude pesant sur le bail, les banques internationales refuseront le financement qui doit permettre à Comalco d'investir 1,75 milliard de dollars australiens pour agrandir son usine d'aluminium. La création de 2 000 emplois se trouve ainsi menacée.

Cet argument pèse apparemment davantage que la plaidoirie des

défenseurs des aborigènes. « La manière dont les Wik ont été traités par le gouvernement du Queensland et les compagnies minières est l'un des épisodes les plus honteux de notre histoire », écrit l'historien Henry Reynolds, rappelant comment la tribu avait été reléguée de force dans un tout petit bout de territoire, sans compensations foncières (voir le *Monde* du 2 avril 1993). « Nous ne pouvons pas nous réfugier derrière l'excuse habituelle qui consiste à dire que les aborigènes ont été dépassés il y a longtemps par des gens qui n'avaient pas les mêmes notions du bien et du mal que nous » (*The Australian* du 16 août 93).

« Un tournant de l'histoire »?

Réparer les torts causés aux aborigènes ou agir en fonction de l'intérêt national? La question embarrasse les membres du gouvernement fédéral qui se sont contredits plusieurs fois. Le 16 août, le premier ministre Paul Keating a opéré lui aussi un revirement, annonçant que Canberra pouvait valider les baux existants tout en respectant les droits des Wik. Il reste à définir comment. Si tant d'incertitudes planent sur la validité des baux existants et si le litige opposant les Wik à CRA a déclenché une controverse nationale, c'est parce que le jugement Mabo, rendu le 2 juin 1992, a bou-

léversé les fondements historiques de l'Australie.

A cette date, au terme d'un procès de dix ans, la Haute Cour donnait gain de cause à Eddie Mabo qui s'était battu au nom de la tribu Meriam pour qu'elle soit reconnue seule propriétaire des îles Murray, au nord de la grande barrière de corail. Ce jugement avait d'importantes conséquences: d'une part, la plus haute juridiction du pays mettait fin à la doctrine de *terra nullius* - selon laquelle l'Australie était inoccupée avant l'arrivée des Britanniques - d'autre part elle créait un nouveau titre de propriété spécifique aux autochtones, dit « native title ».

Combien d'aborigènes peuvent dorénavant se réclamer de ce titre pour revendiquer leurs terres? Quelles portions du pays pourraient être affectées? Depuis lors, le lobby minier demande à coups de pages de publicité dans les grands quotidiens que le vide juridique soit comblé au mieux de ses intérêts et de ceux de la nation, faisant valoir que l'industrie minière fournit plus de 50 % des exportations.

En déclarant que la décision de la Haute Cour pouvait être « un tournant de l'histoire, la base d'une nouvelle relation entre les aborigènes et les autres Australiens », M. Keating avait soulevé beaucoup d'espoir chez les autochtones. Mais, las d'entendre les travaillistes

Pas de progrès aux pourparlers de paix

Les dirigeants des trois communautés en guerre de Bosnie-Herzégovine ont entamé, mardi 17 août à Genève, leurs discussions sur le découpage territorial des trois futures Républiques de Bosnie-Herzégovine, sans apparemment réaliser le moindre progrès, a-t-on appris auprès de leurs délégations.

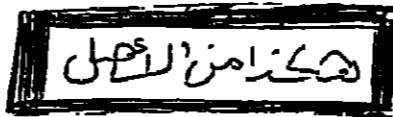
Dans l'entourage du président musulman, Alija Izetbegovic, les négociateurs se sont montrés très pessimistes en indiquant que la délégation serbe de Radovan Karadzic maintenait des positions « très intransigeantes » tant sur le découpage territorial en Bosnie orientale que sur le statut futur de Sarajevo. De son côté M. Karadzic a qualifié les exigences territoriales du président Izetbegovic de « très irréalistes ».

La capitale bosniaque, selon un accord de principe obtenu, lundi, par les coprésidents de la Conférence, David Owen (CEG) et Thorvald Stoltenberg (ONU), devrait être divisée en neuf municipalités (contre dix actuellement) et placée sous administration des Nations unies durant une période indéterminée.

Le porte-parole des médiateurs, John Mills, s'est toutefois efforcé de donner une image positive des discussions en affirmant que l'atmosphère entre les dirigeants des parties belligères était « généralement bonne » et qu'ils avaient entamé « une recherche sérieuse d'une solution ». Mais il s'est refusé à employer le mot de « progrès » et a admis que sur la Bosnie orientale « il était clair qu'une certaine distance existait entre les positions des deux parties (Musulmans et Serbes) et que celles-ci devaient faire preuve de plus de souplesse pour qu'une solution puisse apparaître ». Selon un négociateur musulman, M. Karadzic a accepté le principe du maintien en territoire serbe des enclaves de Gorazde, Srebrenica et Zepa mais a refusé tout lien entre elles. Evoquant les discussions sur la Bosnie centrale entre MM. Izetbegovic et Boban, M. Mills a indiqué que les médiateurs avaient souligné devant les deux dirigeants la gravité des combats dans cette région où les forces en conflit s'efforçaient d'en redessiner la carte, ainsi que la nécessité d'en ouvrir l'accès aux convois humanitaires.

Selon la délégation de M. Izetbegovic, les forces croates dans la région de Mostar se livrent « à l'une des pires campagnes de purification ethnique » qu'ait connues l'ensemble du pays. - (AFP)

SYLVIE LEPAGE



AFRIQUE

NIGÉRIA

Le président Babangida annonce qu'il quitte la scène politique

Le président Ibrahim Babangida, qui a promis de laisser le pouvoir aux civils le 27 août, a choisi le jour de son cinquante-deuxième anniversaire pour annoncer, mardi 17 août, son intention de quitter la scène politique, sans toutefois préciser quand il abandonnerait le pouvoir.

Le président Ibrahim Babangida a annoncé, mardi à Abuja, qu'il se retirait « volontairement » de la scène politique et qu'il quitterait ses fonctions de président de l'Etat nigérian et de commandant en chef des forces armées. « A la suite de longues délibérations avec les chefs des forces armées, j'ai offert de me retirer volontairement (de mes fonctions) de président et de commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigeria », a déclaré, sous les applaudissements des membres du Sénat et de la Chambre des représentants, le général Babangida.

On ignorait toutefois, après son discours, si cette démission avait été acceptée par le Conseil national de sécurité et de défense, la plus haute instance du régime militaire, que le général avait rencontré avant de faire son annonce. Le général a présenté son départ comme un sacrifice personnel. « Je serai prêt, à la fin (de la mission) du gouvernement intérimaire, à transmettre mon expérience en matière de défense et de sécurité et toute autre information d'importance, à l'Etat et au futur président élu », a souligné le chef de l'Etat, laissant entendre que son intention de quitter la scène politique était définitive, mais sans préciser quand il abandonnerait le pouvoir.

Le gouvernement intérimaire devrait être constitué « dès mercredi ou dans les jours qui suivent », a indiqué par ailleurs le porte-parole du gouvernement, Uche Chukwura. Ce gouvernement intérimaire devrait achever sa mission le 31 décembre 1994 et transférer le pouvoir à un président démocratiquement

élu. Le général Babangida a ajouté qu'il était prêt également à « rendre compte de ses actes et de ceux de son gouvernement » pour en finir avec les « calomnies et les mensonges » dont lui et son gouvernement ont été l'objet. « Il est malheureux que ceux qui se targuent d'en savoir plus que moi m'aient présenté comme un obstacle à l'avènement d'un régime démocratique », a-t-il déclaré, en évoquant les attaques personnelles dont lui et sa famille ont été la cible au cours des dernières semaines.

« Consensus national ? »

« Les forces armées nigérianes se tiendront résolument aux côtés du gouvernement intérimaire pour le défendre », a assuré le général Babangida avant de demander le soutien de tous les Nigériens au gouvernement intérimaire d'union nationale dont la constitution répond, selon lui, « à un consensus national ».

Les diplomates occidentaux accrédités au Nigeria ont réagi avec méfiance à l'annonce du retrait d'Ibrahim Babangida de la scène politique. Celui que l'on a souvent appelé le « Maradona » de la politique nigérienne, en raison de son habileté à se tirer de son avantage des situations les plus compliquées, à l'image du footballeur argentin - il a échappé à deux tentatives de coup d'Etat, - pourrait encore surprendre. On en veut pour

preuve le terme « offeri » qu'il a utilisé. « Il a offert de se retirer, mais rien ne dit que son offre ait été acceptée, et on ne sait toujours pas à quelle date son retrait sera effectif », constatent les diplomates.

Le corps diplomatique a été convoqué mercredi à Lagos pour une entrevue avec le ministre des affaires étrangères, Matthew Mbu. Il se pourrait que les zones d'ombre planant encore sur les véritables intentions du général Babangida soient éclaircies au cours de cette rencontre.

La crise politique qui secoue le pays depuis l'annulation de l'élection présidentielle du 12 juin par le régime militaire a sérieusement affecté les relations du Nigeria avec les pays occidentaux. Les Etats-Unis, notamment, ont mis en doute leurs relations avec le Nigeria seraient réexaminées si les militaires ne respectaient pas leur engagement de transmettre le pouvoir à un régime civil le 27 août.

De son côté, Moshod Abiola, le candidat du Parti social démocratique (SDP), arrivé en tête lors de l'élection du 12 juin, qui se trouve à l'étranger, en quête d'un soutien international, continue de rejeter catégoriquement l'éventualité d'un gouvernement intérimaire qui, selon lui, ne serait « qu'un jouet entre les mains des militaires ». - (AFP, AP, Reuter.)

Assassinat du fils de l'ancien président Murtala Mohammed. - Zakari Mohammed, le fils de l'ancien président Murtala Mohammed, a été assassiné le 13 août sur la route d'Abuja à Lagos, a rapporté, mardi 17 août, le quotidien local *The Guardian*, citant des sources policières. Zakari Mohammed, âgé de vingt-huit ans et qui n'avait aucune activité politique connue, serait tombé dans une embuscade tendue par des gangsters, qui ont ouvert le feu alors qu'il tentait de prendre la fuite. Le jeune homme est décédé des suites de ses blessures, dans un hôpital d'Abuja. - (AFP.)

LIBÉRIA

Bismarck Kuyon dirigera le gouvernement de transition

Les représentants des parties au conflit libérien ont élu, mardi 17 août à Cotonou (Bénin), le président et les deux vice-présidents du Conseil d'Etat, l'organe exécutif collégial de transition qui doit diriger le pays jusqu'aux élections générales, prévues pour février 1994. Cette désignation permet au Libéria d'être doté, pour la première fois depuis le déclenchement de la guerre civile, il y a plus de trois ans et demi, d'un exécutif en principe reconnu par tous sur l'ensemble du territoire national.

La présidence du Conseil sera exercée par Bismarck Kuyon, ancien président de l'Assemblée législative intérimaire, dont la candidature était présentée par le gouvernement intérimaire d'union nationale (IGNU) qui administre Monrovia et sa région depuis 1990. Les deux vice-présidences se répartissent entre les candidats des deux autres parties au

conflit : Dorothy Musungu-Cooper, ex-« ministre » de l'éducation du Front national patriotique (NPFL), principale faction armée, dirigée par Charles Taylor, et Mohamed Sherif, médecin, fonctionnaire à l'UNESCO, soutenu par le Mouvement uni de libération (ULIMO), rival du NPFL. Au terme de l'accord de paix signé le 25 juillet dernier, à Cotonou, le Conseil d'Etat devrait entrer officiellement en fonctions le 24 août.

D'autre part, la France va effectuer une démarche auprès du secrétaire général de l'ONU afin d'obtenir la réouverture de la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire pour permettre aux organisations humanitaires de se porter au secours des populations libériennes qui vivent dans des conditions d'extrême précarité, a annoncé mardi le ministre français de l'action humanitaire. - (AFP, Reuter.)

TCHAD

Le dissident Abbas Koty est rentré à N'Djamena

Abbas Koty, ancien ministre tchadien entré en dissidence armée contre le régime du président Idriss Déby, est rentré, mardi 17 août, à N'Djamena, à la suite d'un accord signé dimanche en Libye avec des émissaires du chef de l'Etat tchadien, sous les auspices des autorités libyennes et soudanaises.

M. Koty est arrivé « du nord du pays » à bord d'un avion militaire tchadien. Il a indiqué que son retour faisait suite à l'appel à la réconciliation lancé par le président Déby, le gouvernement et le Conseil supérieur de la transition. Il a démenti toute implication dans le massacre de 82 personnes dans la localité de Chokoyam, dans l'est du pays, le 4 août dernier. Ce massacre avait été attribué, selon plusieurs sources, à ses partisans. Abbas Koty n'a pas voulu

préciser les termes de l'accord conclu avec les représentants du président Déby et a refusé de préciser si son retour « signifiait un acte d'allégeance aux autorités de la transition ». En revanche, selon le ministre de la fonction publique, Wadal Abdelkader Kamougue, qui s'est rendu dans le nord du pays pour accueillir le dissident, il s'agit d'une « reddition sans condition ».

Le calme régnait mardi à N'Djamena au lendemain de l'accord de Tripoli et une semaine après la sanglante répression d'une manifestation qui, selon des sources officielles, a fait près d'une centaine de morts, le 8 août. Le bilan officiel de cette répression fait état de 41 morts et de 152 blessés graves. Le couvre-feu est toujours en vigueur, la nuit, dans la capitale. - (AFP, Reuter.)

Retraite sur la Côte d'Azur ?

NICE

de notre correspondant régional

Le général Babangida se retirera-t-il sur la Côte d'Azur ? Selon des rumeurs insistantes, le président de la République fédérale du Nigeria aurait acquis, dès la fin de 1990, une propriété à Grasse (Alpes-Maritimes), par le biais d'une société civile immobilière, Interazur, ayant pour gérant un avocat conseil genevois, Stéphane Piletta-Zanin.

Située dans un quartier résidentiel, à l'est de la ville, cette magnifique propriété comprend une bâtisse de 600 mètres carrés, dénommée villa Saint-Georges, construite, dans le style mauresque, vers 1850, dans un parc de 3 hectares, par l'une des dynasties de parfumeurs grasse, la famille Chris. Fleuron du patrimoine architectural local, elle a notamment accueilli la reine Victoria à la grande époque du tourisme aristocratique sur la Côte d'Azur.

Son dernier propriétaire l'aurait revendue pour une somme de 10 millions de francs à la SCI Interazur, qui avait été immatriculée le 5 novembre 1990, au registre de commerce de Nice. Cette société, au capital de 1 000 francs, réparti entre M. Piletta-Zanin (99 parts) et un expert-comptable de Grasse, Roger Revillet (1 part), a obtenu, le 10 novembre 1992, un permis de construire portant sur la rénovation complète de la villa ainsi que l'aménagement de ses accès

et la création d'une piscine. Les travaux, réalisés sur les plans d'un architecte grasse, Pierre Richard, ont commencé au début de l'été et devraient s'achever dans un délai d'un an.

Quel en est le véritable commanditaire ? Actuellement absent de Grasse, M. Piletta-Zanin n'a pu être joint. Interrogé, il y a quelques jours, par notre confrère *Nice-Matin*, il s'est borné à déclarer que la société dont il est le gérant « ne saurait être propriétaire au nom de qui que ce soit ».

Indices troublants

D'autre part, tant l'avocat nicois, M. Patrick Lapiere, représentant de la SCI Interazur, à Nice, que M. Richard ou encore M. Revillet - qui précise être simplement intervenu « à titre fiduciaire » - contestent également la présence de M. Babangida dans l'opération tout en évoquant, néanmoins, celle d'un homme d'affaires « européen » ayant un domicile en Suisse.

Un lien existerait, toutefois, entre M. Piletta-Zanin et le Nigeria à travers une société helvétique, Hospitex Diagnostic SA, qui a son siège à Meyrin, dans le canton de Genève, et dont l'avocat-conseil aurait été l'un des administrateurs. Cette société, spécialisée dans l'installation d'hôpitaux « clés en main » ainsi que dans la fourniture de matériel médico-chirurgical et de pro-

duits pharmaceutiques, possède, notamment, deux agences au Nigeria, à Lagos et Caduna.

Hospitex serait susceptible d'avoir participé au financement d'Interazur. Mais cette information n'a pas pu être vérifiée, car la SCI, après deux ans et demi d'existence, n'a déposé, à ce jour, aucun bilan au greffe du tribunal de commerce de Nice. Autre indice troublant : M. Lapiere était, mardi 17 août, dans l'après-midi, parfaitement au fait des tout derniers développements de la situation politique au Nigeria, qui n'avaient pourtant pas encore été traités par la plupart des grands médias et qui, a priori, n'étaient pas de nature à polariser l'attention en France, sauf motif d'intérêt personnel...

Interrogée, enfin, par *le Monde*, la préfecture des Alpes-Maritimes nous a indiqué qu'aucun renseignement ne lui était parvenu sur une éventuelle installation du président Babangida sur la Côte d'Azur. « La question ne pourrait se poser, nous a cependant précisé Stéphane Bouillon, directeur de cabinet du préfet, qu'en cas où M. Babangida serait autorisé à séjourner en France et pour assurer, si nécessaire, sa protection rapprochée. Nous ne saurions, alors, saisir que vingt-quatre ou quarante-huit heures, au mieux, avant son arrivée dans le département. »

GUY PORTE

ASIE

Chine : le culte du patriarche

Suite de la première page

A sa manière détendue sous le soleil de l'été, Beidaihe, plage sélecte entre toutes par sa population principalement gouvernementale, illustre les pesanteurs qui freinent encore la mutation sociale de la Chine de Deng Xiaoping. Ce n'est pas tant ici le club des « nouveaux riches » dont, fait nouveau, la propagande destinée à l'étranger vante aujourd'hui les mérites, les goûts de luxe, voire la frime. Ceux-là, qui roulent carrosse importé - ou volé à Hongkong - passent ici quelques jours pour affaires personnelles, de consultation avec le *pater familias* ou l'oncle bien placé. Leurs cortèges encadrés de voitures de police font l'aller et retour à toute vitesse, sirènes hurlantes, sur la route de Pékin. Mais ils ne s'attachent pas. Des lieux plus grisants existent en Chine pour qui a de l'argent.

Ici, c'est plutôt le bastion d'une certaine permanence bureaucratique ou quantifié d'habitudes remontant à l'ère maoïste demeurant en vigueur. Le « mépris » de l'argent est encore affiché par certains. La ville où viennent se reposer les caciques du régime communiste, dans le secret de leurs villas masquées au peuple - les routes menant à leurs quartiers sont barrées au commun des mortels, et plus encore aux étrangers - a certes été nettoyée, fleurie, rendue plus pimpante et, dans une bonne mesure, ouverte au petit commerce privé. Mais l'essentiel de la population estival est composé de retraités de la révolution, de fonctionnaires et travailleurs méritants, de diplomates de retour de l'étranger.

Ce qui ne veut pas dire que cette caste bureaucratique soit insensible aux délices de la consommation et d'une certaine occidentalisation. Sur la plage, dames et messieurs en maillot de bain se photographient ou se filment au Caméscope. Au restaurant, le fison est prié d'apprécier « le petit déjeuner à la manière internationale ». Au piano, ce soir, un autre rejou s'essayera à l'hymne à la joie de Beethoven, jadis honni des maoïstes.

Les fonctionnaires qui ont désormais accès à l'hôtel autrefois réservé aux étrangers engloutissent comme ceux-ci un barbeque de fruits de mer, le samedi soir uniquement. Dans la rue, les trottoirs sont envahis de jeux électroniques et de microphones couplés à des magnétoscopes, *karaoke* de campagne où l'on s'essaie à chanter en play-back sur la télévision.

Mais tout cela sent le gâchis plaqué sur des comportements codifiés indémodables qui donnent, pour quiconque a connu la Chine d'avant les réformes, une saveur désuète à un

séjour ici. L'air souvent renfrogné, et rarement motivé, des prestataires de service. L'a-peu-près érigé en système : le filet antiequinox, sur ces plages infestées, dont personne ne s'est aperçu qu'il n'est plus en place. La marchandise qui déconseille à la mère d'acheter à son enfant les chewing-gums exposés en vitrine « parce qu'ils sont avariés ».

L'insistance des garçons de plage à planter le parasol de Messieurs les Ambassadeurs sur la partie en théorie réservée aux étrangers, il est vrai qu'elle est plus propre, le nettoyage régulier des lieux n'étant pas inscrit dans les priorités. En bref, l'atmo-

qu'à démentir qu'il ait été opéré d'un cancer des testicules. On ne l'a pourtant pas revu depuis le 22 janvier, lors du Nouvel An lunaire, et il n'était pas particulièrement fringant. Depuis, plusieurs généraux ayant servi sous ses ordres sont morts.

M. Deng a d'ores et déjà largement battu le record de longévité de Mao, décédé en 1976 à quatre-vingt-trois ans. Il aura le 22 août le même âge de Chiang Kai-shek à sa mort en 1975, et laissera dans l'Histoire, somme toute, un meilleur souvenir que l'un et que l'autre.

Mais le culte dont il est officiellement l'objet rappelle trop celui de Mao pour ne pas réveiller les fantômes des crises de succession. Une étape vient d'être franchie dans cette permanente glorification du petit Sichuanais par un membre de sa propre famille. Sa fille cadette Deng Hong, qui est sa confidente et sa conseillère, publie ces jours-ci un

convaincant. L'ambiance de crise larvée est accentuée par l'absence prolongée du premier ministre Li Peng, souffrant, qui ne se signale que très rarement par un mot écrit depuis son lit de convalescence. Certes, ses pairs répètent qu'il récupère bien de ses troubles cardiaques. Mais on ne peut s'empêcher d'imaginer comme une hypothèse également plausible que M. Li - « survivant » confirmé - s'abstient de participer à la vie politique afin de ne pas être associé à la gestion d'une situation socio-économique particulièrement délicate.

Son remplaçant de facto, le vice-premier ministre Zhu Rongji, a beau affirmer qu'il a commencé à reprendre en mains l'économie, on voit se multiplier dans les médias des appels au pays à ne pas se laisser tenter par l'ultra régionalisme. On voit également, malgré les premiers effets des mesures contre la surchauffe, une situation malsaine avec 146,8 millions de sans-emploi - la plupart privés de toute couverture sociale ou allocation de chômage - dont 36 millions dans les villes.

On entend parler également de fonctionnaires non payés depuis deux mois, faute d'argent dans les caisses. L'insouciance estivale de Beidaihe ne parvient enfin plus à faire taire les rumeurs d'insécurité du pays profond, telle celle qui veut qu'en un an quelque trois cents préfetures aient été attaquées lors de manifestations de mécontentement, particulièrement paysans. Des Chinois ne cachent pas leur appréhension pour les risques de troubles sociaux d'ici à la fin de l'année. Tant que M. Deng est en vie, « l'équipe » qu'il est censé avoir mise en place pour lui succéder ne peut pas se permettre de se diviser publiquement une nouvelle fois malgré tant d'incertitudes. Les appels permanents à l'unité sont toutefois la preuve que celle-ci est artificielle, et fortement sujette à questions pour l'après-Deng.

FRANCIS DERON



sphère un peu rance, comme le beurre du restaurant, d'une villégiature à la manière communiste d'antan. Pour qui l'oublierait, les patrouilles militaires, parfois armées de fusils d'assaut, le rappellent jusque sur la route qui longe la plage.

Un livre de souvenirs personnels

Impossible bien sûr, dans cette ambiance, de savoir lesquels des hauts dirigeants de la Longue Marche encore en vie ont fait le déplacement estival, si même ils sont toujours en état de le faire. Les rumeurs concernant l'état de santé de M. Deng - qui célèbre son quatre-vingt-neuvième anniversaire le 22 août - agitent les dirigeants actifs. Mais elles ne peuvent qu'être entretenues par le goût du secret du régime. Le ministre des affaires étrangères a été jus-

livre de souvenirs personnels sur la vie de son père, recueil de petites phrases destinées à dresser un portrait à la fois humain et plus grand que nature du patriarche. Mao était parvenu à interdire cela à ses proches.

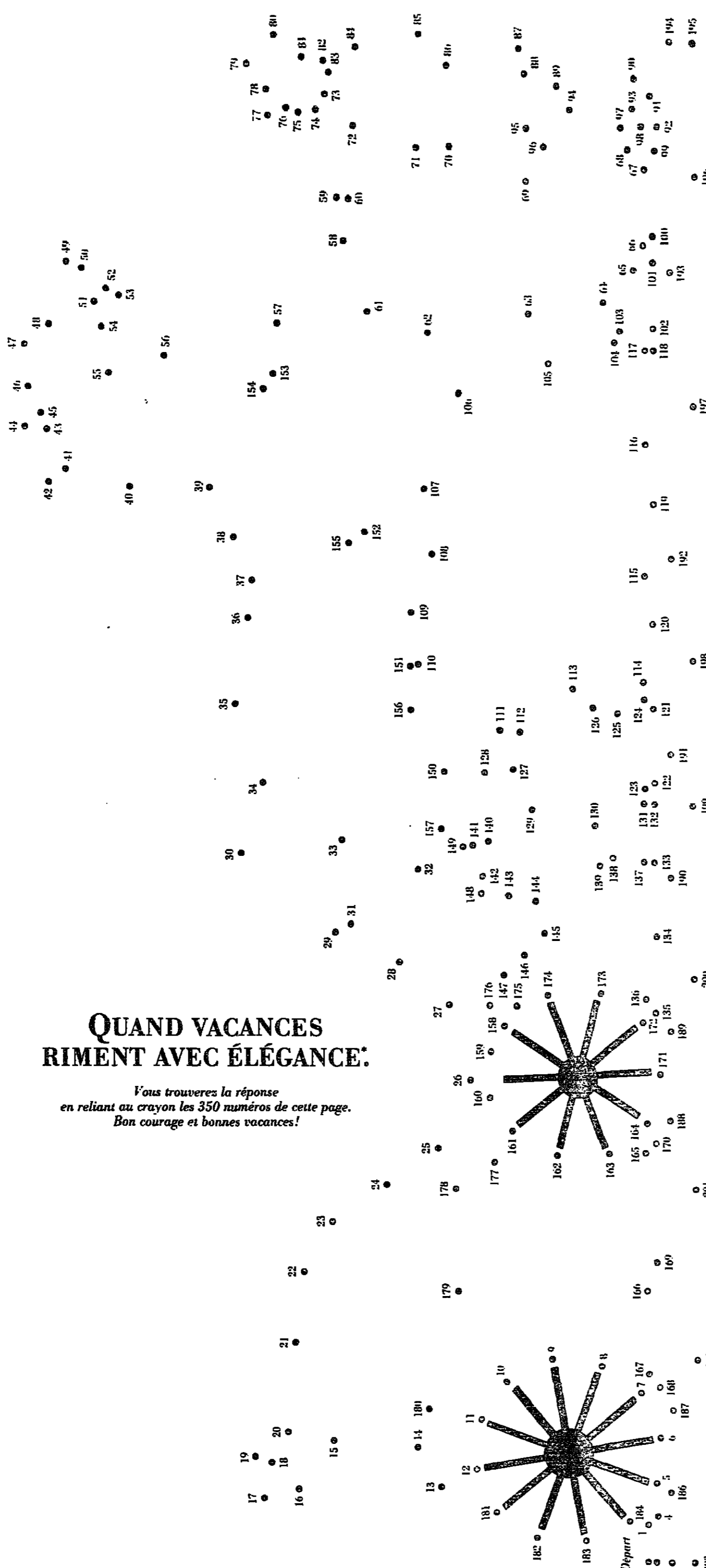
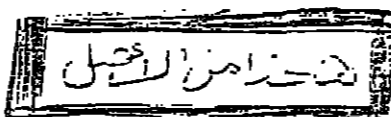
Comme pour rendre l'affaire plus préoccupante, des extraits de *Mon père*, Deng Xiaoping, ont déjà été publiés en bonnes feuilles par le *Quotidien de l'Armée*, la veille de la fête militaire du 1^{er} août. Chacun sait qu'après M. Deng il n'existe plus en Chine populaire un seul homme capable de commander le respect absolu de l'armée autour d'un programme politique quelconque, encore moins celui, non orthodoxe, qu'il a fixé. L'effort de la propagande pour montrer dans son successeur désigné, Jiang Zemin, un homme familier des militaires bien qu'il n'ait jamais commandé de troupes, n'est guère

Un dissident condamné, un autre expulsé. - Un étudiant de l'Université populaire de Pékin, Liao Jian, a été condamné à trois ans de prison pour activités en faveur du mouvement démocratique, a-t-on appris, mardi 17 août. L'ambassade américaine à Pékin a par ailleurs « déploré » l'expulsion de l'activiste Han Dongfeng. Dirigeant syndicaliste indépendant pendant le printemps de Pékin, ce dernier a été déporté au cours du week-end dernier alors qu'il tentait d'entrer en Chine, venant de Hongkong. Washington a rappelé que « cette action viole l'article 13 de la Déclaration internationale des droits de l'homme » et que le maintien du statut de la nation la plus favorisée à la Chine était lié à son respect de ce texte. - (AP, Reuter.)

QUAND VACANCES RIMENT AVEC ÉLÉGANCE.

Vous trouverez la réponse
en reliant au crayon les 350 numéros de cette page.
Bon courage et bonnes vacances!

C'EST HERMÈS, ÉVIDEMMENT.



213	212	205	201	232	231	251	252	263	261	279	280	303	302	301	307	326	350	349	347
214	211	206	210	233	230	248	253	254	264	270	281	292	306	299	308	323	327	313	318
215	216	207	217	234	237	247	254	265	271	276	282	293	305	298	309	324	328	311	314
216	213	208	211	235	232	249	255	266	272	277	283	294	307	297	308	325	342	312	315
217	214	209	212	236	233	250	256	267	273	278	284	295	308	298	309	326	343	313	316
218	215	210	213	237	234	251	257	268	274	279	285	296	309	299	310	327	344	314	317
219	216	211	214	238	235	252	258	269	275	280	286	297	310	300	311	328	345	315	318
220	217	212	215	239	236	253	259	270	276	281	287	300	311	301	312	329	346	316	319
221	218	213	216	240	237	254	260	271	277	282	288	301	312	302	313	330	347	317	320
222	219	214	217	241	238	255	261	272	278	283	289	302	313	303	314	331	348	318	321
223	220	215	218	242	239	256	262	273	279	284	290	303	314	304	315	332	349	319	322
224	221	216	219	243	240	257	263	274	280	285	291	304	315	305	316	333	350	320	323
225	222	217	220	244	241	258	264	275	281	286	292	305	316	306	317	334	351	321	324
226	223	218	221	245	242	259	265	276	282	287	293	306	317	307	318	335	352	322	325
227	224	219	222	246	243	260	266	277	283	288	294	307	318	308	319	336	353	323	326
228	225	220	223	247	244	261	267	278	284	289	295	308	319	309	320	337	354	324	327
229	226	221	224	248	245	262	268	279	285	290	296	309	320	310	321	338	355	325	328
230	227	222	225	249	246	263	269	280	286	291	297	310	321	311	322	339	356	326	329
231	228	223	226	250	247	264	270	281	287	292	298	311	322	312	323	340	357	327	330
232	229	224	227	251	248	265	271	282	288	293	299	312	323	313	324	341	358	328	331
233	230	225	228	252	249	266	272	283	289	294	300	313	324	314	325	342	359	329	332
234	231	226	229	253	250	267	273	284	290	295	301	314	325	315	326	343	360	330	333
235	232	227	230	254	251	268	274	285	291	296	302	315	326	316	327	344	361	331	334
236	233	228	231	255	252	269	275	286	292	297	303	316	327	317	328	345	362	332	335
237	234	229	232	256	253	270	276	287	293	298	304	317	328	318	329	346	363	333	336
238	235	230	233	257	254	271	277	288	294	299	305	318	329	319	330	347	364	334	337
239	236	231	234	258	255	272	278	289	295	300	306	319	330	320	331	348	365	335	338
240	237	232	235	259	256	273	279	290	296	301	307	320	331	321	332	349	366	336	339
241	238	233	236	260	257	274	280	291	297	302	308	321	332	322	333	350	367	337	340
242	239	234	237	261	258	275	281	292	298	303	309	322	333	323	334	351	368	338	341
243	240	235	238	262	259	276	282	293	299	304	310	323	334	324	335	352	369	339	342
244	241	236	239	263	260	277	283	294	300	305	311	324	335	325	336	353	370	340	343
245	242	237	240	264	261	278	284	295	301	306	312	325	336	326	337	354	371	341	344
246	243	238	241	265	262	279	285	296	302	307	313	326	337	327	338	355	372	342	345
247	244	239	242	266	263	280	286	297	303	308	314	327	338	328	339	356	373	343	346
248	245	240	243	267	264	281	287	298	304	309	315	328	339	329	340	357	374	344	347
249	246	241	244	268	265	282	288	299	305	310	316	329	340	330	341	358	375	345	348
250	247	242	245	269	266	283	289	300	306	311	317	330	341	331	342	359	376	346	349
251	248	243	246	270	267	284	290	301	307	312	318	331	342	332	343	360	377	347	350
252	249	244	247	271	268	285	291	302	308	313	319	332	343	333	344	361	378	348	351
253	250	245	248	272	269	286	292	303	309	314	320	333	344	334	345	362	379	349	352
254	251	246	249	273	270	287	293	304	310	315	321	334	345	335	346	363	380	350	353
255	252	247	250	274	271	288	294	305	311	316	322	335	346	336	347	364	381	351	354
256	253	248	251	275	272	289	295	306	312	317	323	336	347	337	348	365	382	352	355
257	254	249	252	276	273	290	296	307	313	318	324	337	348	338	349	366	383	353	356
258	255	250	253	277	274	291	297	308	314	319	325	338	349	339	350	367	384	354	357
259	256	251	254	278	275	292	298	309	315	320	326	339	350	340	351	368	385	355	358
260	257	252	255	279	276	293	299	310	316	321	327	340	351	341	352	369	386	356	359
261	258	253	256	280	277	294	300	311	317	322	328	341	352	342	353	370	387	357	360
262	259	254	257	281	278	295	301	312	318	323	329	342	353	343	354	371	388	358	361
263	260	255	258	282	279	296	302	313	319	324	330	343	354	344	355	372	389	359	362
264	261	256	259	283	280	297	303	314	320	325	331	344	355	345	356	373	390	360	363
265	262	257	260	284	281	298	304	315	321	326	332	345	356	346	357	374	391	361	364
266	263	258	261	285	282	299	305	316	322	327	333	346	357	347	358	375	392	362	365
267	264	259	262	286	283	300	306	317	323	328	334	347	358	348	359	376	393	363	366
268	265	260	263	287	284	301	307	318	324	329	335	348	359	349	360	377	394	364	367
269	266	261	264	288	285	302	308	319	325	330	336	349	360	350	361	378	395	365	368
270	267	262	265	289	286	303	309	320	326	331	337	350	361	351	362	379	396	366	369
271	268	263	266	290	287	304	310	321	327	332	338	351	362	352	363	380	397	367	370
272	269	264	267	291	288	305	311	322	328	333	339	352	363	353	364	381	398	368	371
273	270	265	268	292	289	306	312	323	329	334	340	353	364	354	365	382	399	369	372
274	271	266	269	293	290	307	313	324	330	335	341	354	365	355	366	383	400	370	373
275	272	267	270	294	291	308	314	325	331	336	342	355	366	356	367	384	401	371	374
276	273	268	271	295	292	309	315	326	332	337	343	356	367	357	368	385	402	372	375
277	274	269	272	296	293	310	316	327	333	338	344	357	368	358	369	386	403	373	376
278	275	270	273	297	294	311	317	328	334	339	345	358	369	359	370	387	404	374	377
279	276	271	274	298	295	312	318	329	335	340	346	359	370	360	371	388	405	375	378
280	277	272	275	299	296	313	319	330	336	341	347	360	371	361	372	389	406	376	379
281	278	273	276	300	297	314	320	331	337	342	348	361	372	362	373	390	407	377	380
282	279	274	277	301	298	315	321	332	338	343	349	362	373	363	374	391	408	378	381
283	280	275	278	302	299	316	322	333	339	344	350	363	374	364	375	392	409	379	382
284	281	276	279	303	300	317	323	334	340	345	351	364	375	365	376	393	410	380	383
285	282	277	280	304	301	318	324	335	341	346	352	365	376	366	377	394	411	381	384
286	283	278	281	305	302	319	325	336	342	347	353	366	377	367	378	395	412	382	385
287	284	279	282	306	303	320	326	337	343	348	354	367	378	368	379	396	413	383	386
288	285	280	283	307	304	321	327	338	344										

PROCHE-ORIENT

JORDANIE : la modification de la loi électorale

Le roi Hussein veut limiter la présence des islamistes au Parlement

A moins de trois mois des prochaines élections législatives, le gouvernement jordanien a, mardi 17 août, modifié la loi électorale, dans le souci évident d'essayer de limiter un nouveau succès des islamistes qui contrôlaient déjà un tiers des quatre-vingts sièges de la chambre sortante.

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

En prévision des élections fixées le 8 novembre, le roi Hussein avait dissous la Chambre des députés le 4 août. Dans un discours télévisé, il a annoncé, mardi, que le conseil des ministres avait émis « une loi temporaire » pour passer du scrutin de liste, en vigueur lors des élections de 1989, à un scrutin uninominal à un tour. Cette modification qui supprime toute possibilité d'alliance pour pousser une liste contre une autre, devrait limiter le nombre potentiel des islamistes qui constituent la principale force politique en Jordanie. Selon des études non officielles, avec ce nouveau système, les Frères musulmans qui avaient obtenu vingt-deux sièges dans la Chambre dissoute n'en auraient eu que quinze.

Plus que la réforme en elle-même, c'est la manière de la décider qui risque de semer le trouble dans la classe politique jordanienne. Près des deux tiers des députés avaient récemment mis en garde le gouvernement contre un amendement de la loi « sans consultation » du Parlement. Le roi avait alors assuré qu'aucune modification n'interviendrait sans « consensus national ». Celui-ci fait visiblement défaut et le large dialogue promis n'a pas eu lieu. Dès l'annonce du roi, mardi, le porte-parole du Front d'action islamique, parti politique émanant des Frères

musulmans, Ibrahim Khreisat, a fait savoir que les instances dirigeantes de ce parti se réuniraient sous les quarante-huit heures pour se prononcer sur un éventuel boycottage du scrutin. Opposés à toute modification de la loi, les islamistes, à l'instar de nombreux autres partis ou personnalités politiques, réclamaient qu'au moins la Chambre puisse se prononcer sur cette question.

La principale justification avancée par le roi — « donner à chaque électeur, homme ou femme, l'occasion d'être un seul candidat, ce qui est le meilleur choix pour lui pour se faire représenter et exprimer son opinion » — était contestée a priori, dans la mesure où la modification de la loi ne s'accompagne pas d'un redécoupage des circonscriptions électorales. Celles-ci sont en effet fonction de la géographie plutôt que de la démographie, donnant un net avantage aux zones rurales et tribales (traditionnellement plus favorables au roi). La formule d'un homme-une voix, sans diviser le royaume en circonscriptions également peuplées, annule l'objectif de donner à chaque Jordanien un pouvoir égal », écrivait jeudi dernier le *Jordan Times* qu'on ne peut soupçonner de violence opposée. En plus de cette inégalité de base, le journal faisait remarquer que le maintien des quotas de sièges réservés aux minorités (chrétiennes et circassiennes) et aux bédouins n'assurait pas non plus une parfaite représentation.

« Complot » déjoué ?

Conscient du mécontentement des islamistes, le roi a tenu, mardi, à souligner que son « gouvernement ne prend pas le parti des uns contre les autres ». En appelant « ceux qui ont choisi d'adhérer à un front qui ont appelé le Front islamique à assumer leur responsabilité historique et suivre la voie de l'islam

véritable », le roi cherchait visiblement à éviter un boycottage des islamistes qui ôterait aux élections une grande partie de leur valeur. La décision de boycotter ou non les élections risque en tout cas d'accroître les divergences au sein des islamistes jordanien, entre modérés et extrémistes, les derniers, en majorité d'origine palestinienne, reprochant aux premiers leur timidité vis-à-vis du pouvoir, en particulier dans l'expression de leur opposition au processus de paix israélo-arabe.

Cette nouvelle tentative pour réduire l'emprise des islamistes intervient après l'interdiction, signifiée le mois dernier, d'utiliser les mosquées — plus de 2000 en Jordanie — à des fins politiques. Elle intervient aussi après la soudaine révélation d'un complot qu'aurait organisé le Parti de la libération islamique (illégal, puisqu'il n'a pas présenté de demandes de légalisation) pour assassiner le roi en juin dernier. Cette annonce a surpris, dans la mesure où, selon les autorités, ce complot a été « déjoué en avril dernier par les services de sécurité qui ont arrêté dix personnes ».

Pour nombreux d'observateurs, l'amendement de la loi électorale, voulu par le roi, répond aux craintes de ce dernier à propos d'un scrutin qui risque de se dérouler en l'absence de tout progrès dans le processus de paix et alors que le marasme économique s'aggrave. Deux phénomènes qui jouent en faveur des islamistes, opposés aux négociations d'un côté, et qui trouvent leur meilleur terrain dans une pauvreté croissante. Certains policiers redoutent que la manière peu démocratique employée pour cet amendement n'entraîne un courant de sympathie pour les islamistes et qu'ils en apparaissent comme les principales victimes.

FRANÇOISE CHIPAUX

IRAK : en appelant à l'intervention de l'ONU et de la France

Médecins du monde demande l'arrêt des bombardements iraniens au Kurdistan

Médecins du monde a récemment lancé un appel à « la communauté internationale, aux Nations unies et au gouvernement français », pour qu'ils interviennent afin de mettre fin aux bombardements, par l'Irak, de divers objectifs dans le Kurdistan irakien. Dans un communiqué, cette organisation non gouvernementale affirme que l'armée irakienne a pénétré, au début du mois d'août, à 20 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, et bombardé les régions de Ranyah, Qalaa Diza et les villages environnants.

Ce n'est pas la première fois que de tels pillonnages ont lieu, l'Irak cherchant à déloger une bonne fois pour toutes du Kurdistan irakien, les opposants kurdes iraniens qui y ont trouvé refuge, souvent avec leurs familles. Au mois de mars dernier déjà, Médecins du monde et Aide médicale internationale avaient protesté contre un bombardement du nord de l'Irak par l'aviation irakienne. La cible du raid était le siège du bureau politique du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak. Un hôpital tenu par les deux organisations humanitaires avait été touché. Des Kurdes irakiens et iraniens habitant à

proximité de l'hôpital avaient été tués ou blessés.

De passage récemment à Paris, où ils étaient venus demander l'assistance de Médecins sans frontières et de la fondation Franco-Liberty de Danielle Mitterrand, deux responsables du parti marxiste iranien Komalah nous ont affirmé que depuis trois ou quatre mois l'Irak avait concentré des forces à sa frontière avec l'Irak et maintenant la pression par les bombardements dans un double but : « Pousser à bout le « gouvernement » kurde irakien pour qu'il demande aux Kurdes iraniens de partir, et intimider l'opposition kurde irakienne à l'encontre même du Kurdistan irakien ».

Passivité occidentale

Vers la mi-juillet, Téhéran avait dépeché dans le Kurdistan irakien une délégation officielle avec pour mission de demander aux autorités locales de bannir les Kurdes iraniens (le *Monde* du 21 juillet). Selon les deux représentants kurdes, les demandes de Téhéran sont allées décroissant. Au départ, l'Irak voulait que lui soient purement et simplement livrés tous les

opposants kurdes iraniens. Face au refus de ses interlocuteurs, la délégation a ensuite demandé l'expulsion de ces opposants « vers les parties « arabes » du territoire irakien » — c'est-à-dire celles qui sont sous le contrôle du gouvernement de Bagdad, — puis l'arrêt de toutes les activités de propagande, et enfin l'abandon de la lutte armée contre le régime de Téhéran. « Toutes ces demandes ont été rejetées », ont assuré nos interlocuteurs.

Selon ces derniers, conscients que leur présence embarrassait leurs hôtes et compliquait la situation du Kurdistan irakien, les opposants kurdes iraniens s'étaient repliés de leur propre chef, loin de la frontière, et avaient décidé de cesser leurs activités à partir du territoire irakien pour les reprendre à l'intérieur du Kurdistan irakien. Cela n'avait pas empêché l'artillerie irakienne de continuer ses bombardements.

Le 22 juillet, soit quelques jours seulement après le retour de la délégation à Téhéran, une nouvelle attaque irakienne avait été lancée contre un village au nord de l'Irak. Quatre soldats iraniens avaient été faits prisonniers. La situation est telle que le « ministre » des peshmergas (combattants kurdes irakiens), Djabbar Ferman, avait alors menacé de riposter aux attaques irakiennes.

Bagdad a dénoncé, à plusieurs reprises, les pillonnages irakiens. Hormis une protestation verbale, les pays de la coalition occidentale se contentent, quant à eux, d'observer les attaques irakiennes. Les Kurdes irakiens et iraniens sont scandalisés par cette passivité alors que, depuis le mois d'avril 1991, le Kurdistan d'Irak est placé sous la protection des forces aériennes de la coalition occidentale, basées en Turquie.

MOUNA NAÏM

Les négociations israélo-arabes reprendront le 31 août à Washington. — La onzième session des négociations bilatérales israélo-arabes s'ouvrira le 31 août, à Washington, au lieu du 30 août, en raison de la fête musulmane marquant la naissance du prophète Mahomet. Les pays arabes concernés devraient coordonner leurs positions lors d'une réunion de leurs ministères des affaires étrangères, entre le 25 et le 28 août, à Beyrouth. — (AFP)

Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. Tripoli désire un « jugement juste et honnête » pour les deux hommes, a-t-il souligné, en rappelant cependant que « les lois libyennes interdisent aux autorités d'extraire leurs citoyens ».

Cette déclaration a été faite quelques heures avant l'arrivée, à Tripoli, du président égyptien Hosni Moubarak. Cette visite doit marquer « la solidarité de l'Egypte avec la Libye à la suite de la reconduction, vendredi, de l'embargo aérien et militaire imposé à la Libye depuis avril 1992 », a indiqué un responsable du ministère égyptien des affaires étrangères. — (AFP)

LIBYE : les suites de l'attentat de Lockerbie

Tripoli se dit prêt à discuter du jugement à l'étranger de deux de ses ressortissants

La Libye n'exclut pas que ses deux ressortissants accusés d'être impliqués dans l'attentat commis, en 1988, contre un Boeing 747 de la Pan Am (270 morts), soient jugés aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, a déclaré, mardi 17 août, le ministre libyen des affaires étrangères. Les deux accusés « ont le droit de se livrer à qui ils veulent, et la Libye est disposée à discuter de ce sujet avec un délégué du Conseil de sécurité de l'ONU ou du secrétaire général de l'ONU », a affirmé Omar Al Moutasser.

Le ministre a précisé que son gouvernement n'écarterait de ces discussions « aucun pays, même pas la

Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. Tripoli désire un « jugement juste et honnête » pour les deux hommes, a-t-il souligné, en rappelant cependant que « les lois libyennes interdisent aux autorités d'extraire leurs citoyens ».

Cette déclaration a été faite quelques heures avant l'arrivée, à Tripoli, du président égyptien Hosni Moubarak. Cette visite doit marquer « la solidarité de l'Egypte avec la Libye à la suite de la reconduction, vendredi, de l'embargo aérien et militaire imposé à la Libye depuis avril 1992 », a indiqué un responsable du ministère égyptien des affaires étrangères. — (AFP)

AMÉRIQUES

MEXIQUE : dialogue à 10 000 mètres d'altitude

L'involontaire contribution du pape à une première rencontre entre le président Salinas et le chef de l'opposition de gauche

MEXICO

de notre correspondant

Jean-Paul II aura-t-il contribué à l'impossible réconciliation des frères ennemis de la scène politique mexicaine au cours du bref voyage qu'il a effectué la semaine dernière dans le Yucatan ? C'est en effet à l'occasion de la visite du pape que le président de la République, Carlos Salinas, a reçu le dirigeant de l'opposition de gauche, qui refuse toujours, cinq ans après les élections, de reconnaître la légitimité du chef de l'Etat, estimant que celui-ci est arrivé au pouvoir grâce à une gigantesque fraude.

La rencontre avec Porfirio Muñoz-Lado, élu le mois dernier à la tête du Parti de la révolution démocratique (PRD), s'est déroulée... à 10 000 mètres d'altitude, dans l'avion présidentiel qui emmenait, le 11 août, M. Salinas à Mérida, où il a reçu le souverain pontife. Pour éviter de donner trop d'importance à l'événement, qui a malgré tout suscité un cer-

tain étonnement, le président avait invité les dirigeants de tous les partis politiques à l'accompagner.

L'entretien, qualifié de « cordial » par les participants, a porté sur des généralités, y compris sur la normalisation des relations entre l'Eglise et l'Etat mexicain, consacrée par le rétablissement des liens diplomatiques avec le Vatican après une rupture de 130 ans. Davantage que le contenu des conversations, le simple fait que cette réunion ait eu lieu pourrait contribuer à réduire les tensions entre le pouvoir et l'opposition de gauche, au moment où le pays s'apprête de nouveau à entrer en campagne pour les élections d'août 1994.

Le changement d'attitude du PRD, jusqu'alors opposé à tout contact avec M. Salinas, s'explique par l'arrivée à la tête du parti d'un homme plus souple que son prédécesseur, Cuauhtémoc Cárdenas, qui fut le candidat de la gauche à l'élection présidentielle de 1988 et souhaite se présenter de nouveau l'an prochain. Sans

s'opposer ouvertement à la rencontre, ce dernier a cependant souligné que « cela ne changeait rien à la relation entre le PRD et le gouvernement », ajoutant que le pouvoir n'était pas disposé à ouvrir un « dialogue sérieux » ni à autoriser « une réforme électorale en profondeur » pour permettre à toutes les formations politiques de participer à armes égales aux élections.

Cette analyse est partagée par M. Muñoz-Lado, qui voit cependant au moins une bonne raison de poursuivre le dialogue : « Salinas, dit-il, reconnaît enfin que le PRD est un interlocuteur valable. Mais nous ne nous faisons pas d'illusion sur la réforme constitutionnelle actuellement discutée au Parlement, car nous savons que tout a déjà été négocié avec le PAN » (Parti d'action nationale, opposition conservatrice). Le président du PRD, qui est également sénateur, reproche à M. Salinas son « double langage : ouvert en public et intrinsèque en privé ».

BERTRAND DE LA GRANGE

CHILI : « Les confessions d'un assassin » à la télévision

Nouveaux rebondissements dans l'affaire Letelier

SANTIAGO

de notre correspondant

« Les confessions d'un assassin » : c'est sous ce titre que la télévision a diffusé, lundi 16 août, un entretien exclusif avec Michael Townley, citoyen américain, ancien informateur de la CIA passé au service de la DINA, la police secrète des cinq premières années de la dictature du général Pinochet (1973-1990). Lors d'un long témoignage accordé depuis la Floride, M. Townley a confirmé avoir posé la bombe qui a tué l'ex-ministre de

Salvador Allende Orlando Letelier, le 21 septembre 1976 à Washington, pour le compte de la DINA. Cet assassinat lui avait valu en 1978 une condamnation à dix ans de prison par la justice américaine. Ayant purgé une partie de sa peine, Michael Townley bénéficie depuis 1983 d'une protection rapprochée réservée aux repentis.

L'ancien agent a déclaré avoir agi sur ordre direct du colonel Pedro Espinoza et sous la direction du général Manuel Contreras, ancien chef de la DINA : « Personne dans l'histoire du Chili n'a été plus néfaste que le général Contreras. Je parle aujourd'hui parce qu'il refuse d'assumer sa responsabilité personnelle ».

Le président Aylwin, qui a refusé de commenter ces confessions, avait demandé le report de la diffusion du reportage. Celle-ci était initialement programmée pour début août, au moment où le chef de l'Etat a tenté de mettre un terme aux tensions entre le pouvoir civil et l'armée du général Pinochet, dues notamment aux poursuites engagées à l'encontre de militaires responsables de violations des droits de l'homme durant

la dictature (le *Monde* du 5 août). L'émission a été reprogrammée après que des journalistes et certains socialistes membres de la coalition au pouvoir eurent dénoncé la censure.

Les propos de M. Townley devraient influencer sur le cours du procès du général Contreras, qui se déroule depuis plusieurs mois dans le cadre de l'affaire Letelier. On voit mal désormais comment l'ancien chef de la DINA pourrait échapper à une condamnation.

Les nombreux détails donnés par M. Townley sur l'appareil répressif de la dictature pourraient également contribuer à envenimer de nouvelles relations entre civils et militaires. Reste qu'en faisant de Manuel Contreras le « responsable » des crimes commis par la DINA à l'étranger et en le décrivant comme un homme « incontrôlable et mû par un orgueil démesuré », Michael Townley a épargné l'institution militaire et son commandant en chef, le général Pinochet, dont le général Contreras était pourtant l'homme de confiance.

BRUNO ADRIAN

A TRAVERS LE MONDE

SOUDAN

Washington va inscrire Khartoum sur la liste des pays soutenant le terrorisme

Les Etats-Unis ont décidé d'inscrire le Soudan sur la liste des pays soutenant le terrorisme. Le département d'Etat doit annoncer cette mesure, mercredi 18 août, après en avoir informé le Congrès par écrit, a indiqué un responsable américain parlant sous le couvert de l'anonymat. Selon ce même responsable, c'est « une enquête de six mois qui a débouché sur cette détermination ».

D'autre part, un diplomate soudanais en poste à l'ONU, Siraj El-Din Hamid Yousif, impliqué selon la chaîne de télévision américaine ABC dans un complot portant sur la préparation d'attentats à New York, a démenti tout lien avec cette affaire, affirmant qu'il s'agissait d'une « campagne médiatique visant à ternir l'image du Soudan, peut-être en raison de sa tendance islamique ». — (AFP)

AFRIQUE DU SUD

Colère des Blancs à l'annonce de la restitution de Walvis-Bay à la Namibie

Au lendemain de la prise de position des négociateurs sud-africains en faveur de la restitution à la Namibie de Walvis-Bay, le ressentiment et la colère exprimés, mardi 17 août, par des habitants blancs de cette enclave disputée de la côte centrale namibienne a fait écho à la satisfaction d'habi-

tants noirs. Le maire blanc de Walvis-Bay, Koot Blaauw, a déclaré qu'il ne comprenait pas l'attitude du gouvernement sud-africain, qui, après avoir proposé que l'enclave soit rattachée à la province du Cap occidental dans l'Afrique du Sud post-apartheid, vient d'accepter le principe de sa remise à la Namibie. Pour M. Blaauw, les Blancs de Walvis-Bay ont été traités « comme des moins que rien » puisque Pretoria ne les a pas consultés.

A Johannesburg, le Parti conservateur (CP, extrême droite) a déclaré dans un communiqué que la résolution était une « trahison » et montrait que le gouvernement « s'est transformé en glaise aux mains d'organisations telles que le Congrès national africain (ANC) et le Parti communiste sud-africain (SACP) ». — (AFP, Reuters)

ROUMANIE

Fin de la grève des chemins de fer

Après avoir paralysé le pays pendant une semaine, les cheminots roumains ont arrêté leur grève, mercredi 18 août, a indiqué le dirigeant syndical Ion Viad. Dans une déclaration à l'agence Reuters, il a affirmé que cette décision a été prise à la suite des avertissements du gouvernement, qui a menacé de licencier les grévistes et de faire intervenir la police dans les gares. A l'issue d'une réunion extraordinaire du gouvernement, mardi, le premier ministre avait sommé les cheminots de mettre fin à leur mouvement sous peine de sanctions. Les grévistes réclamaient une augmentation de salaire de 20 à 30 %.

Après la décision du Conseil constitutionnel sur l'immigration

Syndicats et associations reprennent leurs critiques contre la loi Pasqua

Plusieurs organisations ont maintenu leurs critiques contre la loi sur la maîtrise de l'immigration après l'annulation par le Conseil constitutionnel de huit des cinquante et un articles de ce texte présenté par Charles Pasqua (le Monde du 17 et du 18 août). La CFTD a ainsi rappelé qu'elle avait jugé en son temps le projet de loi sur l'immigration discriminatoire, tout en déplorant les critiques formulées par le ministre de l'Intérieur à l'encontre du Conseil. Réitérant son rejet d'une loi Pasqua qu'elle considère « totalement inacceptable par son caractère ségrégatif », la CGT a reproché au « juge constitutionnel [d'avoir] adopté une attitude ambiguë en se limitant à quelques articles et en avalisant certaines dispositions ».

Estimant que le Conseil n'a « fait que rogner celles des mesures des lois Pasqua qui n'auraient pas manqué de voir la France condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme », le Syndicat des avocats de France (SAF) a dénoncé l'ensemble des « mesures sécuritaires de remise en cause des droits des citoyens », figurant dans le dispositif législatif mis en œuvre par le gouvernement.

Le MRAP a regretté que la décision du Conseil « laisse subsister nombre de mesures discriminatoires favorisant l'exclusion des étrangers dans un climat social qui leur est

déjà fort peu favorable ». La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) a appelé « à redoubler de vigilance pour aboutir à l'abrogation pure et simple du train de mesures anti-immigrés ». Enfin,

Le RPR redonne « l'apparition d'une jurisprudence d'opportunité ». Le RPR indique, dans un communiqué publié mardi 17 août, qu'il « prend acte » de la décision du Conseil constitutionnel d'invalidation de huit dispositions de la loi sur l'immigration. Il « rappelle que la maîtrise du flux migratoire et la lutte contre l'immigration clandestine font partie des préoccupations essentielles de nos concitoyens et que la majorité a reçu mandat du peuple pour prendre les mesures nécessaires en ces domaines ». Il « souhaite que l'équilibre entre le nécessaire contrôle de légalité et le respect de la volonté populaire démocratiquement exprimée ne soit pas rompu par l'apparition d'une jurisprudence d'opportunité émanant du Conseil constitutionnel ».

La LCR (extrême gauche) condamne les « principes de discrimination » des lois Pasqua-Méhaignerie. La Ligue communiste révolutionnaire estime, dans un

France Plus a condamné le principe de la « double peine » (condamnation assortie de l'expulsion), qui n'a pas été censurée par le Conseil, tout en réclamant une « amplification de la lutte contre les mariages de complaisance ».

communiqué publié mardi 17 août, que « le Conseil constitutionnel n'a fait qu'effleurer certaines dispositions les plus choquantes des lois Pasqua-Méhaignerie tout en donnant son blanc-seing aux principes de discrimination qu'elles contiennent ». L'organisation trotskiste « exige l'abolition de toutes les lois Pasqua et l'arrêt immédiat du harcèlement policier contre les immigrés et les demandeurs d'asile ».

Génération Ecologie appelle à respecter le « socle du consensus républicain ». Dans un communiqué publié mardi 17 août, Génération Ecologie « appelle à respecter les décisions du Conseil constitutionnel » qui sont le « socle du consensus républicain ». Le mouvement écologiste estime que « la censure par le Conseil constitutionnel de quelques dispositions législatives ne porte pas atteinte aux droits du Parlement et encore moins à la souveraineté nationale ».

M. Vedel répond à M. Barreau

Nous avons reçu de Georges Vedel, ancien membre du Conseil constitutionnel, la lettre suivante, en réponse au point de vue de Jean-Claude Barreau, conseiller de Charles Pasqua, sur la décision du Conseil constitutionnel relative à la loi sur l'immigration, publiée dans le Monde du 17 août sous le titre « Le droit de veto est de retour » :

Je suis peiné de ce que l'improvisation de Jean-Claude Barreau appelle une rectification en forme de cours d'instruction civique.

Le peuple est souverain. Sa souveraineté s'exerce à deux niveaux. Le plus élevé est celui de la Constitution qui définit les pouvoirs des organes de l'Etat et les droits de l'homme et du citoyen. Au second niveau se situent les organes de l'Etat dont la Constitution définit et limite les compétences. Pas plus que le président de la République, élu cependant par la nation tout entière, le Parlement n'est libre de décider d'importer quoi. La volonté de l'un ou de l'autre n'est réputée exprimer la volonté nationale que dans le respect de la Constitution, parce que celle-ci est l'expression suprême du Souverain. Le Conseil constitutionnel est lui aussi un pouvoir subordonné à la Constitution.

Mais il n'exerce aucun droit de veto. Si l'interprétation de la Constitution qu'il donne est contraire à la volonté des Français, son erreur peut être brisée très sim-

plement par une révision de la Constitution devant laquelle il s'inclinera sans hésitation.

Et que l'on ne nous raconte pas que c'est une procédure compliquée, à la merci du président de la République, etc.

Je me permets de poursuivre ce cours d'instruction civique à l'usage des petits enfants. Selon l'article 89, l'initiative de la révision n'est pas réservée au chef de l'Etat. Chaque membre du Parlement en dispose. Il suffit que le même texte soit voté, à la majorité ordinaire, par l'Assemblée nationale et par le Sénat, pour qu'il soit obligatoirement soumis au référendum sans que le président de la

République puisse s'y opposer. Alors... Si la volonté nationale est bafouée par le Conseil constitutionnel, que les chefs des imposantes majorités de l'Assemblée nationale et du Sénat, en union avec le gouvernement, mettent vite la main à une révision constitutionnelle levant les obstacles que le Conseil constitutionnel avait cru s'opposer à une partie de la loi censurée. La République étant en péril, l'accord sera facile. Demain, députés et sénateurs voteront massivement. Et le peuple français acclamera par référendum les défenseurs de sa volonté. Adieu veto !

Chiche !...

Une lettre du Syndicat de la magistrature

D'autre part, Béatrice Patrie, présidente du Syndicat de la magistrature, répondant également à Jean-Claude Barreau, nous écrit :

Il n'y a guère lieu d'être dupe des imprécisions de Jean-Claude Barreau lorsqu'il fustige le rôle joué par le Conseil constitutionnel. En criant à la violation de la souveraineté populaire, à l'expression d'un droit de veto digne du dernier despote de l'ancien régime, M. Barreau feint de méconnaître quelques vérités tirées de l'expérience historique pourtant récente : que, souveraine ou pas,

« la volonté déclarée de l'électorat » a commis, de Mussolini à Pétain, plus d'une décision liberticide et que ce n'est sans doute pas seulement le fruit du hasard si l'Italie et l'Allemagne fédérale, dès leur liberté retrouvée, prirent la précaution de se doter d'une Cour constitutionnelle capable de s'ériger en rempart d'un ordre juridique démocratique.

On ne peut donc que se féliciter que le Conseil constitutionnel français, rejoignant ses homologues européens, se consacre à sa mission de gardien des libertés, faute de quoi les droits de l'homme, tout comme les « principes fondamentaux reconnus par les lois de la République » comme étant « particulièrement nécessaires à notre temps » ne seraient plus que des appoggiatures tout juste bonnes à enjoliver les leçons d'éducation civique chères au conseiller de M. Pasqua. C'est également affirmer une contre-vérité que de prétendre qu'en agissant ainsi qu'il vient de le faire, le Conseil constitutionnel empêche le gouvernement de mettre en œuvre son programme politique. Depuis la réforme de 1974 ayant institué un droit de saisine pour la minorité politique, le Conseil constitutionnel a eu maintes fois l'occasion de sanctionner des textes politiquement sensibles, sans que son contrôle se traduise par un blocage des réformes voulues par les gouvernements en place, de droite ou de gauche : les lois de nationalisation et de privatisation ne se sont-elles pas succédées depuis 1981 nonobstant l'intervention des juges constitutionnels ?

A l'inverse de M. Barreau, on peut plutôt déplorer que le Conseil constitutionnel ne soit pas en mesure de jouer pleinement son rôle de contrepoids à la concentration des pouvoirs aux mains de l'exécutif et qu'en se contentant d'annuler les dispositions les plus manifestement contraires à la règle constitutionnelle sans toucher, de l'aveu même de M. Pasqua, à la « philosophie de la loi » ni « au cœur du dispositif », il ait fait preuve d'une frilosité indigne de la mission de « gouvernement de la Constitution » que décrivait le doyen Vedel.

Bien entendu, ni M. Barreau ni surtout M. Pasqua n'ignorent tout cela. Mais le ministre de l'Intérieur entrevoit trop les limites de la politique qu'il mène, basée essentiellement sur la manipulation idéologique de la haine de l'étranger, alimentée par de vieux fantasmes sécuritaires et par la « peur de manquer » si vivace en ces temps de récession économique, pour ne pas profiter de l'opportunité politique que lui offre la décision du Conseil constitutionnel : elle permet à M. Pasqua de faire, par avance, porter le chapeau de son incapacité à maîtriser, comme il le prétendait, les flux migratoires aux juges qui l'empêchent de gouverner et, par ricochet, à la minorité parlementaire de gauche qui les a saisis.

Nouvelle-Calédonie : Gaston Flosse censuré par les élus du RPR. — Gaston Flosse, député RPR de Polynésie, président du gouvernement territorial, a été censuré, mercredi 18 août, à Nouméa, par les élus RPR du congrès de Nouvelle-Calédonie, à l'issue d'un entretien avec Jacques Lafleur, président de la province sud, également député RPR. Bloqué pendant plusieurs minutes par une quarantaine d'élus du parti de Jacques Lafleur, M. Flosse a dû écouter leurs critiques concernant sa visite sur le territoire, déjà qualifiée d'« inopportune », la semaine dernière, par Pierre Frogier, premier vice-président (RPR) de la province sud. Les élus du RPR reprochent à M. Flosse, arrivé en Nouvelle-Calédonie en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances de l'Assemblée nationale pour le budget des territoires d'outre-mer, de profiter de sa visite pour tenter de transférer certains moyens financiers de la Nouvelle-Calédonie vers la Polynésie.

CORRESPONDANCE

Jacques Attali et Euréka

Nous avons reçu la lettre suivante de M. J.-P. Rozet, astronome au CERGA, ancien président du Comité des hautes fonctions scientifiques et techniques (COST) en réponse au point de vue d'Erik Orsenna, « Pour Jacques Attali », publié dans le Monde du 12 août.

Erik Orsenna écrit que Jacques Attali aurait créé le mécanisme Euréka, « qui a donné un élan décisif à la coopération scientifique entre Européens ». On ne prête évidemment qu'aux riches, mais la vérité oblige à dire que le concept d'Euréka est né d'une action concertée entre Yves Stourdeze (aujourd'hui décédé), Daniel Bernard (aujourd'hui ambassadeur de France) et le président du Comité des hautes fonctions scientifiques et techniques auprès du conseil des ministres à Bruxelles.

C'est à force de propager des inexactitudes que l'on bâtit des légendes. Cela étant, il revient à Jacques Attali d'avoir « vendu » l'idée d'Euréka au président de la République, avec le brio que l'on sait, ce qu'aucun de nous trois n'aurait pu faire à l'époque.

Le Monde EDITIONS

LE FINANCEMENT DES RETRAITES

La gestion du partage et des risques

REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE

N° 23

264 pages, 160 F

en vente en librairie ou, à défaut, sur commande au Monde-Editions 15, rue Falguière 75015 Paris

DE L'AUBE DES CIVILISATIONS AU MOTEUR IONIQUE

Syrie, berceau des civilisations

L'homme est passé de la préhistoire à la civilisation. Mais où et quand ? Les spécialistes ont peut-être enfin trouvé la réponse à cette question : dans une région de Syrie appelée la Djéziré, il y a quelque huit mille ans. Depuis les années 70, plus de 25 missions ont révélé les traces de palais, de temples, de réseaux d'irrigation et de nombreuses preuves d'une vraie civilisation. À l'occasion de l'exposition organisée par l'Institut du Monde Arabe, Sciences et Avenir vous présente ce véritable paradis des archéologues.



Vers un moteur sans combustible ?

Non, ce n'est pas un scénario de science-fiction : un nouveau type de propulsion existe bien, basé sur l'ionisation des particules. Aujourd'hui, la seule application concerne le changement d'orbite des satellites, car le rendement de ce « moteur ionique » est extrêmement faible. En revanche, il n'est pas nécessaire d'emporter du combustible, c'est un gain appréciable de plusieurs centaines de kilos. Le russe Marossov, inventeur du procédé, espère bien améliorer la technologie pour la rendre applicable aux trains ou aux avions.

Dans ce numéro également CFC : alerte au gaz

Supposons que la vente d'essence soit interdite au 1^{er} janvier 1995. On imagine la panique parmi les constructeurs automobiles. C'est exactement ce qui guette les professionnels du froid, dernier secteur industriel à utiliser les CFC : ils sont toujours à la recherche d'une alternative. Une victoire des écologistes sur les industriels.

Numéro de septembre

SCIENCES ET AVENIR

25 F vient de paraître

هكازمن الوطن

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Neuf décès dus à la maladie de Creutzfeldt-Jakob

La polémique sur les hormones de croissance mortelles touche à son tour la Grande-Bretagne

Neuf personnes sont décédées, en Grande-Bretagne, de la maladie de Creutzfeldt-Jakob après avoir été traitées par une hormone de croissance humaine fabriquée, dans le cadre d'un protocole du Conseil médical de la recherche, à partir d'hypophyses prélevées sur des cadavres, dont certains appartenaient à des personnes elles-mêmes victimes de cette maladie.

LONDRES

de notre correspondant

Après la France (1), la Grande-Bretagne va-t-elle connaître à son tour le scandale des hormones de croissance mortelles ? Les révélations d'un journal londonien sur le décès de neuf personnes, traitées dans les années 60-70 par une hormone de croissance fabriquée à partir de glandes hypophysaires prélevées sur des cadavres, ont soulevé une vive polémique outre-Manche.

Comment des hormones extraites d'hypophyses de cadavres ayant pu être victimes de la mala-

die de Creutzfeldt-Jakob ont-elles été injectées à mille neuf cent dix enfants, dans le cadre d'un programme de recherche qui s'est déroulé entre 1959 et 1985 ? La question est posée aujourd'hui, après que le quotidien *The Independent* a révélé, dans ses éditions des lundi 16 et mardi 17 août, la mort de neuf d'entre eux, victimes d'une affection mortelle rare, la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

Les faits remontent à une vingtaine d'années, quand le Conseil de la recherche médicale de Grande-Bretagne (Medical Research Council) avait voulu expérimenter une nouvelle technique sur des enfants qui ne grandissaient pas, en raison d'une anomalie de la glande hypophysaire. L'hypophyse servant à la confection des hormones était alors prélevée sur des cadavres, dont ceux de victimes de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Plongés dans l'acétone, ces échantillons étaient ensuite envoyés au département de biochimie de l'université de Cambridge, qui mit au point la préparation administrée aux enfants.

Ce traitement fut interrompu en Grande-Bretagne en 1985, après la révélation aux États-Unis de la

mort de trois enfants atteints de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Cette affection dégénérative du système nerveux central peut s'apparenter que des années après le traitement qui a entraîné la contamination, mais elle est d'évolution toujours mortelle.

Bataille pour l'indemnisation

A en croire *The Independent*, neuf personnes qui avaient participé à l'expérience sont décédées en Grande-Bretagne. Le dernier en date, un technicien de la Royal Navy, a disparu le mois dernier. « Il a d'abord eu des troubles visuels, puis une instabilité de la marche alors que jusque-là il était en parfaite santé », a déclaré sa mère. Ensuite, notre fils a eu des troubles de la mémoire et la déshydratation intestinale est allée en s'accroissant ».

La polémique couve depuis l'an dernier, quand l'Institut national de pédiatrie avait averti ceux qui avaient été soumis à un tel traitement qu'ils formaient un « groupe à risque ». Une longue bataille juridique se prépare désormais pour obtenir une indemnisation. Une cinquantaine de familles ont

déjà obtenu l'aide judiciaire gratuite, afin de pouvoir poursuivre le ministre de la santé devant les tribunaux. Ce dernier est accusé de négligence pour n'avoir pas prévenu les parents des risques de contamination de cette hormone, remplacée depuis par des produits plus sûrs, fabriqués grâce aux techniques du génie génétique.

Un ancien employé de la morgue de l'hôpital de Barnet, dans le sud de Londres, vient d'affirmer avoir prélevé des hypophyses sur des cadavres dont certains étaient identifiés comme des victimes de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, morts en hôpital psychiatrique.

MARC ROCHE

(1) A la suite d'une plainte déposée par les parents d'un enfant décédé de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), les professeurs Jean-Claude Job, président de l'association France Hypophyse, et Fernand Drey, ancien responsable de la fabrication de l'hormone de croissance humaine à l'Institut Pasteur, avaient été mis en examen pour homicide involontaire (le *Monde* du 21 juillet). Plus d'un millier d'enfants ont été traités en France avec ce type d'hormone entre 1964 et juin 1985 - période où le risque de contamination a été le plus élevé - et on compte aujourd'hui vingt-cinq cas de MCJ survenus après ce traitement.

ques cirrhotiques, tant qu'ils n'auraient pas atteint l'abstinence.

L'affaire britannique est profondément inquiétante en ce qu'elle montre aussi que des médecins peuvent oublier que nombre de consommateurs de tabac sont, au même titre que les toxicomanes ou alcooliques, dans une situation de pharmacodépendance absolue vis-à-vis de leur toxique.

Cette affaire ne peut être comprise que dans le contexte britannique du contrôle drastique des dépenses de santé. Ainsi, sous la pression de ce contrôle et du rationnement des soins imposés à la collectivité, on voit, outre-Manche, des médecins en venir à modifier leur déontologie et à invoquer la « pragmatisme » là où, hier, on ne parlait que de morale.

Cette dangereuse dérive n'est pas observée en France. Pour autant, si l'on ne parvenait pas à plus vite à contrôler harmonieusement l'évolution des dépenses de santé et à définir de manière démocratique la part que la collectivité entend, de manière solidaire, consacrer aux soins de ses membres souffrants, on assisterait bientôt à l'installation, plus ou moins insidieuse, de cette logique où le médecin perd l'essentiel de sa raison d'être.

JEAN-YVES NAU

JUSTICE

La tentative de subornation de témoin après le match Valenciennes-OM

M. Mellick réfute les « faits nouveaux » révélés par l'enquête judiciaire

Rompant le silence qu'il avait observé la veille devant le juge d'instruction Bernard Tapie, Jacques Mellick s'est expliqué, mardi 17 août, dans des déclarations à l'AFP et à France-Info, sur les derniers développements de l'enquête - les « faits nouveaux », avait dit le juge - relative à la tentative de subornation de témoin dans l'affaire du match Valenciennes-OM (le *Monde* du 18 août).

A propos des déplacements qu'il affirme avoir effectués entre Béthune et Paris, le 17 juin, afin de rencontrer Bernard Tapie, le député du Pas-de-Calais a ainsi précisé que, « ce jour-là, il s'agissait d'un déplacement politique, donc privé, et pas dans le cadre de la mairie. Pour ce type de déplacement, je ne prends pas la carte de téléphone ni la carte d'essence, je paye moi-même, car c'est dans mon intérêt ».

S'agissant du plein d'essence payé par son chauffeur dans une station-service de Béthune, le 17 juin à une heure où M. Mellick assure avoir été absent de la ville, le député a indiqué que la « carte » utilisée pour effectuer ces achats de carburant est « à la disposition des membres de mon cabinet, des collaborateurs et de moi-même ». L'adjoint au maire de Béthune a démenti que le plein du 17 juin ait été effectué pour sa voiture de fonction, une Renault Safrane.

Ce jour-là, « un de mes collaborateurs (...) a utilisé cette carte », a déclaré le député. Si c'est bien le chauffeur de M. Mellick, Alain Davigny, qui a signé le document correspondant au plein d'essence controversé, c'est parce que M. Davigny est chargé de « régulariser » de tels achats de carburant effectués avec la carte, a encore affirmé le député. Ces

explications permettent à M. Mellick de réaffirmer que son chauffeur et lui-même se trouvaient bel et bien hors de Béthune, à l'heure du plein d'essence, en route vers le siège de Bernard Tapie Finance. Aux yeux du député, les éléments à charge retenus contre lui ne constituent, au total, même « pas des débats de preuve ».

Le chef de cabinet de M. Mellick a néanmoins été placé en garde à vue, mardi 17 août, par les enquêteurs de la police judiciaire. Christophe Lapeyre est le cinquième membre de l'entourage du député à être concerné par une telle mesure judiciaire. A la suite de cette nouvelle garde à vue, l'avocat de M. Mellick, M. Charles Libmann, a demandé à être reçu de toute urgence à la Chancellerie, afin de protester contre les méthodes utilisées dans le cours de l'enquête judiciaire. « Il y a aujourd'hui des citoyens suspects parce qu'ils sont de l'entourage d'un ancien ministre, a déclaré l'avocat. Des gens qui n'ont pas commis d'infractions, qui ne peuvent faire l'objet d'aucune suspicion, sont interpellés, menottés et placés en garde à vue pendant plusieurs heures ».

Le ministère de la justice, où M. Libmann a été reçu au cabinet du garde des sceaux, a rappelé à l'avocat que « les actes de procédure qu'il critique s'inscrivent dans le cadre d'une procédure judiciaire menée par un juge d'instruction, magistrat indépendant ». Il a ajouté que « le placement en garde à vue d'un simple témoin demeure légalement possible, en particulier lorsque l'officier de police judiciaire agit sur commission rogatoire d'un juge d'instruction ».

« Je n'ai pas besoin de me créer un alibi » déclare Bernard Tapie

Rendant hommage à Jacques Mellick - « Un député formidable (...) qu'on essaie de déshonorer », Bernard Tapie s'est exprimé, mardi 17 août lors du journal télévisé de TF1, sur l'affaire du match Valenciennes-OM. « N'étant accusé de rien, je n'ai pas besoin de me créer un alibi », a-t-il répondu à un journaliste de la chaîne privée qui, venu interroger M. Tapie à bord du yacht *Phoca*, évoquait l'alibi fourni par M. Mellick au président de l'OM.

Une fois encore, M. Tapie a affirmé avoir rencontré le député du Pas-de-Calais, « le 17 juin en début d'après-midi », au siège parisien de Bernard Tapie Finance. Une fois de plus, il a répété n'avoir « jamais vu » l'ex-entraîneur de Valenciennes, Boro Primorac, qui affirme l'avoir rencontré, au même endroit et dans le

même créneau horaire, pour « arranger » le match Valenciennes-OM.

L'ancien ministre a critiqué les méthodes de la police et de la justice, qui, selon lui, « ne correspondent pas à celles d'un Etat de droit », évoquant le cas de personnes gardées à vue et « menottées à un radiateur ». M. Tapie s'est enfin demandé pourquoi les journalistes voudraient « à ce point-là ma tête », estimant qu'il s'agissait de « tuer Tapie ».

Se disant victime d'une campagne de presse sans précédent - « A part la guerre du Golfe, ça fait quarante ans qu'aucun événement n'a été couvert comme celui-ci », il a donné un dernier conseil aux journalistes : « Attendez que la justice ait fait son boulot. Cessez de détruire les gens (...) Arrêtez ce cinéma ».

REPÈRES

Les enquêteurs cherchent à établir l'origine des tirs qui ont tué l'otage à Neufchâteau

L'autopsie pratiquée lundi soir 16 août, à l'Institut médico-légal de Nancy, sur le corps de Philippe Sarcay, l'agent EDF haut-potenciel pris en otage par deux toxicomanes en cavale neutralisés à Neufchâteau (Vosges) le jeudi 12 août (le *Monde* du 14 août), a décelé cinq impacts sur la victime. Officiellement, le parquet d'Epinal ne se prononce pas sur l'origine des projectiles, mais une source judiciaire déclare « qu'aucune des balles qui a atteint l'otage n'a été tirée par l'arme des ravisseurs ». On s'achemine donc vers la thèse de l'accident : l'otage, qui se trouvait à l'arrière du véhicule, aurait vraisemblablement été atteint par les balles tirées par les gendarmes. Des expertises balistiques, ordonnées par le magistrat instructeur, Mireille Dupont, seront effectuées prochainement, afin de déterminer avec certitude l'origine des projectiles. Dès la découverte du corps de Philippe Sarcay, la gendarmerie a affirmé qu'à aucun moment les gendarmes qui poursuivaient les fuyards n'avaient eu connaissance de la présence d'un otage à bord de la voiture. Une position

reprise aujourd'hui par le parquet d'Epinal, embarrassé toutefois, puisque certains témoins de la fusillade ont affirmé avoir aperçu trois personnes dans l'habitacle. (Corresp.)

ANTISÉMITISME Charles Pasqua veut retrouver les auteurs d'un tract raciste

Après la distribution dans les boîtes aux lettres de tracts antisémites à Paris et dans les Hauts-de-Seine, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, a demandé aux forces de police d'identifier et d'interpellier les auteurs de ces tracts, ainsi que ceux qui en ont assuré la diffusion, et de les présenter à la justice. M. Pasqua, qui est président du conseil général des Hauts-de-Seine, « condamne avec vigueur les propos antisémites » contenus dans ces tracts intitulés « Le péri juif », diffusés notamment le 16 juillet, jour de la commémoration nationale des persécutions anti-juives de la rafle du Vel'd'Hiv', ce qui avait conduit Gilles Catore, maître socialiste de Clichy-la-Garenne, à porter plainte contre X... (le *Monde* du 12 août). M. Catore « se félicite » que M. Pasqua « ait donné des instructions précises à la police pour rechercher les auteurs et distributeurs de ce tract ».

Fumeur interdit d'hôpital

Suite de la première page

« C'est écoeurant ! Fumeur ou pas, il aurait dû être soigné », ajoute cette femme de quarante-trois ans.

L'affaire soulève une très vive émotion en Grande-Bretagne. « Nous ne faisons pas de changement en demandant aux gens d'arrêter de fumer. Nous le faisons dans leur intérêt, car les chances de guérison sont nettement plus grandes pour les non-fumeurs », a expliqué un porte-parole de l'hôpital. « Arrêter de fumer est le meilleur soin qui soit pour réduire les risques de ces maladies », a déclaré le docteur Colin Bray, cardiologue au Wythenshawe Hospital. Il ne s'agit pas ici d'une question de morale, mais de quelque chose de pragmatique ».

Le cas de Harry Elphick n'est pas isolé. Différentes équipes médicales des hôpitaux de Leicester, de Leeds et de Newcastle ont adopté ce type de politique. En mai dernier déjà, plusieurs chirurgiens britanniques chez qui s'était rendu M. Elphick avaient déclaré qu'ils refuseraient de pratiquer des interventions cardiaques sur certains de leurs malades qui ne voulaient pas arrêter de fumer.

« Une caricature du contrat qui lie le médecin au malade »

nous déclare le président de l'Ordre français des médecins « Il s'agit là d'une véritable caricature du contrat qui lie le médecin au malade. Les médecins français ne doivent en aucune manière adopter ce type d'attitude et de raisonnement », a déclaré au *Monde* le professeur Bernard Glorion, président du Conseil national de l'Ordre des médecins.

« Outre les conséquences mortelles qui peuvent découler, ce type de comportement conduit à modifier complètement la relation entre le praticien et son patient. Ce n'est en aucune façon la meilleure manière d'aborder la question de la maîtrise des dépenses de santé. En matière de consommation de tabac et d'alcool, l'action doit se situer bien en amont ».

« Cela étant, j'estime qu'il n'est pas mauvais d'accompagner le thérapeutique de ces malades de conseils et de mises en garde. Nous ne devons en aucune manière culpabiliser nos patients, mais les inciter et les encourager à modifier certains comportements nuisibles à leur santé ».

Il s'expliquaient alors en substance que ce type de malades occupent plus longtemps que d'autres les lits hospitaliers et que, par rapport aux non-fumeurs, ils ont des chances nettement inférieures de guérison.

Le docteur Graham Jackson, rédacteur en chef du *British Journal of Clinical Practice*, cite une vaste étude américaine concernant les taux de succès de la chirurgie coronarienne. Ces taux sont de 68 % chez les fumeurs et de 84 % chez les non-fumeurs. Selon ce médecin, cette différence n'est pas suffisante pour justifier l'exclusion des non-fumeurs. D'autres praticiens britanniques critiquent violemment la conduite de leurs confrères de Manchester et déclarent refuser pour leur part toute forme de discrimination.

Le gouvernement britannique a, par la voix de Baroness Cumberlege, sous-secrétaire d'Etat à la santé, prudemment décidé de ne pas intervenir dans cette affaire, estimant qu'il appartient aux médecins de juger de l'opportunité de soigner ou non les fumeurs.

Autoritarisme médical et sanitaire

Cette affaire est exemplaire, qui repose la question des limites du pouvoir médical. A l'époque de l'impossible mariage entre les prouesses techniques médiatisées et la nécessité sans cesse réaffirmée de la « maîtrise des dépenses de santé », la mort indue du fumeur de Manchester déclenche brutalement la hantise d'un rationnement des soins fondé sur une forme moderne d'autoritarisme médical et sanitaire.

Si l'on excepte certains représentants, parmi les plus extrémistes, du lobby du tabac, personne ne songe plus aujourd'hui à contester le rôle éminent de la consommation de ce produit. Sa toxicité est à l'origine directe de nombreuses pathologies, cancéreuses ou non, de l'appareil respiratoire. C'est aussi un facteur de risque majeur dans l'apparition et l'évolution de nombreuses affections cardio-vasculaires.

La démonstration de cette nocivité, la prise de conscience du

pois considérable du tabagisme (actif ou passif) sur les dépenses de santé et l'inquiétante évolution de la consommation chez les femmes et les jeunes ont conduit, dans la plupart des pays industrialisés, à l'édiction de réglementations visant à interdire ou à contrôler l'incitation publicitaire à cette consommation.

Parallèlement, on assiste dans ces mêmes pays au développement d'un lobby anti-tabac, qui parvient à obtenir des autorités l'interdiction croissante de fumer dans de nombreux espaces publics, collectivités de travail, restaurants ou transports collectifs.

Une forme de chantage

Différents représentants du monde médical ont été souvent les artisans de cette évolution. Ce fut notamment le cas en France où un groupe de pression de taille limitée - cinq professeurs de médecine, spécialistes ou passionnés de santé publique - a, sous le gouvernement Rocard, œuvré efficacement en faveur de la promulgation de la loi Evvin. Celle-ci a réussi à imposer à la SEITA et aux cigarettiers internationaux une interdiction d'incitation publicitaire à la consommation, que la loi Veil de 1976 n'avait pu obtenir.

Jusqu'ici les médecins pouvaient conduire leur action au service de la santé publique ? On a fréquemment critiqué en France l'emprise de ces cinq « sages », qui, il faut le rappeler, furent régulièrement soutenus par les Prix Nobel français de médecine, ainsi que par différentes autorités du monde médical.

Qualifiés d'« ayatollahs », ils furent violemment critiqués. On les a notamment accusés d'être, sous couvert d'impératifs sanitaires et hygiénistes, aux libertés individuelles.

La décision de leurs confrères britanniques s'inscrit-elle dans la même logique ? Assurément pas. Il s'agit là d'une restriction individuelle de l'offre de soins, doublée d'une inadmissible forme de chantage qui peut prendre une dimension criminelle. Modifiez votre comportement et nous acceptons alors de vous traiter, disent en substance les praticiens britanniques.

Au-delà des arguments d'ordre médical qui pourraient, dans le cas de l'affaire de Manchester, être invoqués, une telle démarche apparaît, en France, totalement contraire à la morale et à la déontologie médicales.

Si, en dehors de situations d'urgence, un médecin peut refuser de prendre en charge un malade, il ne peut modifier en aucune manière la relation contractuelle qui le lie à celui qui vient en confiance chercher auprès de lui une écoute, un savoir et une compétence.

Au-delà de la consommation de tabac et de la pathologie cardio-vasculaire, une telle démarche pourrait conduire à refuser la prescription de médicaments anti-cholestérol à ceux qui ne modifieraient pas leur comportement alimentaire ou à refuser une transplantation hépatique aux alcool-

□ L'épidémie de diphtérie en Russie atteint l'armée. - Les dernières victimes en date de l'épidémie de diphtérie qui sévit en Russie (le *Monde* du 17 août) sont cinquante soldats de Sibérie, a annoncé, mardi 17 août, le Comité d'Etat pour les urgences. Sept soldats de l'unité militaire de la ville d'Abakan présentent les symptômes cliniques de la maladie, quarante-trois autres sont porteurs du virus, et le contingent a été placé en quarantaine, précise le comité d'Etat. (Reuters)

ARTS • SPECTACLES

ISABELLE HUPPERT TOURNE A NEW-YORK AVEC HAL HARTLEY

La nonne des bas-fonds

Sur un plateau où plane l'ombre de Godard, Isabelle Huppert joue un personnage qui se prénomme Isabelle, et se dit « nonne, nymphomane et vierge ». C'est beaucoup pour une seule femme, mais juste suffisant pour « Amateur », quatrième film du metteur en scène le plus corrosif du jeune cinéma américain.



Ci-contre : au premier plan, Isabelle Huppert. Au second plan, de gauche à droite, Damian Young, Martin Donovan et Elina Lowensohn.

Ci-dessous : Hal Hartley

NEW-YORK
correspondance

NEW-YORK, vendredi nuit, dans TriBeCa, un quartier d'immeubles industriels, d'ateliers et de lofts au bas de Manhattan, proche de ce que fut sans doute jadis le Faubourg Saint-Antoine. La petite rue tranquille aux façades peintes de graffiti est envahie par une horde de camions. Sirotant un berlingot de jus d'orange et vêtu d'un bermuda entre armée des Indes et torchon à vaisselle, un badaud observe l'agitation. Imperturbable (New-York en a vu bien d'autres), il suit du regard une jeune femme rousse, bas résille, talons de 20 centimètres, jupe moulante en vinyle noir à peine plus longue, blouson assorti, bustier de dentelle lui balconnant les chairs presque jusqu'au menton – un fantasme pour vidéo sado-maso. Les talons claquant sur le grand escalier en bois, la rousse grimpe jusqu'au deuxième étage. D'un pas aussi décidé que lui permettent ses échasses, elle s'approche d'un jeune homme de trente-trois ans, regard bleu et tête d'oiseau, effilé comme un Michel Deville qui n'aurait pas encore blanchi.

« Isabelle...
- Hal... »

En ce vendredi 13 août – le treizième jour de tournage, selon la feuille de service – le cinéaste Hal Hartley (*Trust me, Simple Men*) met en place la séquence 37 d'*Amateur*, avec Isabelle Huppert. Quatrième film (pour lui), quarante-septième (pour elle), c'est la première fois que je travaille avec quelqu'un dont la réputation et l'expérience dépassent la mienne, dit Hartley, pince-sans-rire comme d'autres respirent.

C'est elle qui est venue le chercher. Elle, dont la carrière aux États-Unis a été jusqu'ici capricieuse et hollywoodienne, qui n'a pas craint les super-productions et les réalisateurs à la réputation de tyrans (*Rosebud*, d'Otto Preminger; *Heaven's Gate*, de Michael Cimino), choisit pour revenir dans le cinéma américain un jeune cinéaste, connu presque uniquement des habitués de festivals, farouchement indépendant, farouchement new-yorkais. Mieux, du faubourg de Long Island.

Flashback : « Je lui ai écrit tout de suite après avoir vu *Trust me*, dit Isabelle Huppert. C'était une lettre d'enthousiasme, celle, aussi, d'une actrice qui avait envie de travailler avec lui... Lorsqu'on aime ses films, si on est un tant soit peu lucide, on éprouve assez vite la possibilité de s'insérer dans l'univers d'un auteur. Sans très bien savoir pourquoi, j'ai eu l'impression qu'il y avait place pour une actrice française dans le monde

tel qu'Hartley le décrit. Peut-être parce que son cinéma n'est pas ancré dans la réalité américaine, ou alors il l'est, mais de manière décalée, et c'est dans ce décalage que j'ai cru percevoir un espace dans lequel je pouvais me loger. »

L'envers du décor : parvient au bureau de Hal Hartley un fax émanant d'un agent important demandant l'adresse de Hartley, Isabelle Huppert – entre parenthèses : « the french actress » – désirant en effet lui écrire. Prise ailleurs, ou tête en l'air, la secrétaire oublie le fax sur le bureau. Quelques jours plus tard, le regard de Hartley tombe dessus.

« Qu'est-ce que c'est que ça ? »

« Oh, un truc qui est arrivé par fax, une actrice française qui vous cherche. »

« Tu es folle ? Tu sais qui c'est ? »

Dans la demi-minute qui suit, Hartley prend contact avec l'agent de Huppert. La rencontre a lieu à Paris, après le Festival de Cannes 1992 où Hartley présente *Simple Men*. N'ayant jamais fait mystère de son admiration pour Godard, Hartley est intrigué par l'idée de travailler avec une actrice qui peut lui raconter son dieu de première main. « Je connaissais bien entendu son travail avec Godard, dit-il, mais aussi avec Pialat et Chabrol, j'avais des réserves sur Madame Bovary, mais il y avait des moments où... wow ! – elle faisait un truc totalement inattendu, elle n'avait peur de rien. »

Hartley a déjà en tête son personnage : une jeune femme se disant à la fois nonne, nymphomane et vierge. Dans son loft près de Wall Street, il se met à écrire. En musique. Étant cinéaste indépendant donc fauché, Hartley compile sur cassettes des disques compact qu'on lui prête. « Et chacune porte un nom, précise-t-il. L'an dernier, je relisais Herman Hesse; sur la bande « Hesse », il y a Beethoven, Górecki, The Clash, du Lou Reed première époque. Curieusement, la bande « Isabelle » contient beaucoup de groupes rock, du rock alternatif, du downtown new-yorkais... » Ce n'est donc pas un mystère si l'action d'*Amateur* se déroule en grande partie à Soho, à TriBeCa, dans les boîtes de nuit et les clubs de l'East Village. « Il me fait jouer très vite, dit Huppert, plus vite que j'ai jamais joué, peut-être pour couper avec le « pensif européen », et le mien en particulier. »

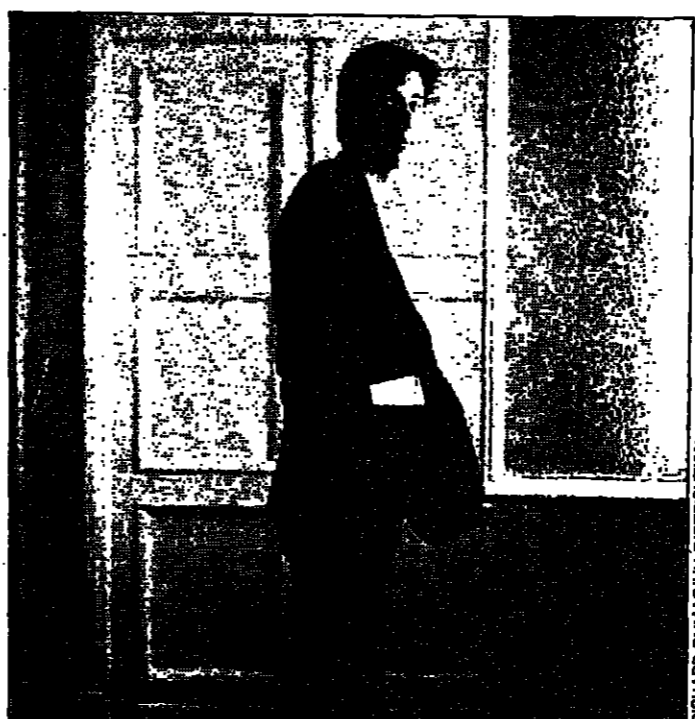
Hartley définit son film à la fois comme un film d'action et une comédie. Isabelle Huppert le qualifie de « thriller métaphysique » mais chacun est d'accord avec la définition de l'autre. Isabelle – le personnage porte le nom de l'actrice (« comme dans le *Saveur-qui-peut* de Godard », souligne Huppert) – est

une nonne qui a quitté le couvent pour accomplir la mission « que Dieu, elle le sent, lui assigne – mais elle ignore laquelle. Aussi, en attendant, joint-elle les deux bouts en écrivant des nouvelles pour un magazine porno. Elle rencontre Thomas (Martin Donovan, acteur-fétiche de Hartley), un amnésique errant dans les rues de New-York. « D'une certaine manière, il est aussi vierge qu'Isabelle, commente Huppert. Vierge de passé, vierge de sentiments. » C'est pour elle un premier signe. Sa mission s'accomplira au travers d'une jeune femme, Sofia (Elina Lowensohn), actrice dans des films pornographiques et épouse de Thomas. Mais auparavant, le trio sera poursuivi par les hommes de main d'un syndicat du crime international. « C'est un personnage qui donne la possibilité à Hartley de dire beaucoup de choses sur l'argent, sur l'amour, le travail, le pardon, la grâce. »

Hartley met la scène en place (« Notre séquence-ballet », commente-t-il à mi-voix). Sofia est affalée, attachée à un pilier. Penché sur elle, Kurt, un des tueurs à gages, s'apprête à lui arracher les ongles des pieds avec une pince. Tout en faux cuir (très *Loulou* de Pialat), Isabelle jait d'un placard, armée d'une perceuse qu'elle tient comme un pistolet. Le gangster relève la tête. Thomas surgit derrière lui, revolver au poing. Le gangster recule vers la droite, Isabelle et Thomas s'avancent comme pour le prendre en sandwich. Juchée sur rails, la caméra file à toute allure. Le tueur s'élançait sur une plateforme tout à fait à gauche, les deux héros le poursuivaient, l'homme de main trébuche et tombe par la fenêtre. Coupe.

Si le réalisateur qualifie *Amateur* d'hommage aux polars des années 50 et aux copshows télévisuels – « enfin, dit-il, comme les Frères Karamazov serait « simplement » une œuvre romanesque » – l'actrice parle plutôt d'une Dentellière comique, « un personnage séparé du monde, le regardant comme à travers une vitre – mais au lieu de tomber dans le pathos, cette mélancolie se traduit dans l'ironie et dans l'humour. Une Dentellière sortie du monde du silence, plongée dans l'univers des mois, qui invente, parle, agit, bouge tout le temps, et se transforme dans le contraire de ce qu'elle est – ou bien était-elle déjà potentiellement son propre contraire ? »

Godardophile, Hartley est aussi, dit Huppert, « très Godardien. Même mécanique dans sa direction des acteurs. L'histoire, que l'acteur a toujours le sentiment de raconter, l'est en fait par la caméra. Une caméra rarement de front, toujours



placée de telle sorte qu'elle vous vole l'histoire. Comme Godard, il veut que le dialogue, quand il y en a, file très vite. Le rythme ne vient pas d'une analyse psychologique pratiquée par l'acteur – notre première impulsion – il est imposé par une musique qu'il a lui dans sa tête. Plutôt que de faire émerger les sentiments, elle met en valeur le sens des mots, faisant ressortir le côté « maxime » des phrases. Les mots et le comportement prennent le pas sur la psychologie. »

Hartley tourne maintenant un monologue en voix faussement off, un de ces moments de commentaire suspendu qui ponctuent tout le film. « Étant romancière, explique Huppert, Isabelle se projette dans des situations romanesques. Elle se voit... en Barbarella. Comme si son fantasme devenait réalité, mais ici – et c'est rare – le changement se fait à vue. »

« C'est un film agressivement formel », commente Hartley. La joue appuyée contre la perceuse-revolver, visage presque à l'horizontale, entre portrait « hollywoodien » à la George Hurrell et l'Anna Karina des premiers Godard, tournant lentement sur elle-même, Huppert entame son monologue : « Avec une soif de sang désespérée, mais justifiable, dont elle s'était toujours imaginée incapable, Isabelle s'empara de la première arme (la perceuse change de main) qu'elle trouva. » Au fur et à mesure

des prises, sa voix se fait de plus en plus blanche.

« Avec Hal, comme avec Godard, dira-t-elle plus tard, j'ai le sentiment de jouer le moins possible. Dieu sait si je n'ai pas l'habitude d'en faire », mais là, j'en fais encore moins. Il est vrai que parfois, plus on exprime, moins on révèle. » « On doit à un scénario de le jeter par la fenêtre, enchaîne Hartley. A cause des acteurs. Une manière d'aller jusqu'au bord du précipice, puis d'esquisser un pas de plus. Certains naissent comme ça, d'autres l'apprennent. D'autres encore, comme moi, reconnaissent très vite qu'ils en sont incapables, mais demeurent fascinés par ceux qui osent. Je les mets simplement dans la bonne direction – c'est un excellent terme, « directeur ». Mais il y a des choses qu'on ne découvrirait jamais si on ne s'ouvrait pas à cette sensibilité particulière qu'ont les acteurs, à cette forme spécifique de générosité allée à un goût du sacrifice. »

Huppert reprend son monologue, les pieds tirebouchonnés pour éviter les à-coups dans le mouvement, restant hors champ, le corps presque en déséquilibre, la tête encore plus penchée, la joue appuyée contre la perceuse – une variation féminine de la pose de Sean Connery en James Bond : « Je pensais vaguement aux pin-up des calendriers qu'on trouve dans un garage, armées d'une perceuse ou d'un tournevis, dit Hartley. Et c'est en regardant Isa-

belle m'attendre, immobile, dans cette pose qui lui est venue naturellement, que ma conception de la scène a complètement changé. Dans le scénario, elle attaquerait le tueur avec sa perceuse; aujourd'hui, elle joue la séduction dangereuse. Il est beaucoup plus intéressant d'imaginer qu'un gangster, pourri jusqu'à la moelle, s'apprêtait à torturer cette malheureuse Sofia, puisse s'arrêter devant cette vision, juste assez pour que Martin puisse s'emparer du revolver. »

Le « commentaire suspendu » enfin en boîte, la scène d'action reprend. Elina Lowensohn (Sofia) est assise, terrifiée, sur la plateforme, Martin Donovan (Thomas) pose son revolver, Elina sursaute, Thomas monte dans l'ascenseur, Isabelle hésite. « C'est le premier vrai contact entre Isabelle et Sofia, personnage que j'ai « élu » entre tous, celle que je dois aider, sauver. Faut-il que les deux femmes se regardent, ou pas ? Dois-je lui toucher l'épaule ? »

Hartley ne sait pas, il sèche. Tout le plateau s'immobilise. (« Un petit passage à vide, une légère déperdition d'énergie, dira plus tard Isabelle Huppert. Il était 4 heures du matin ! Il s'est mis entre parenthèses pendant dix minutes, c'est tout. ») Toute l'équipe encourage de façon muette, le silence sur le plateau se fait pesant. Elina, tête penchée, n'ose bouger. « Je suis frappé par l'expérience d'Isabelle et sa compréhension intime du processus même du metteur en scène, dira Hartley. Elle s'est reculée, s'est assise, détendue, désengagée. Ce qui m'a libéré, m'a permis de comprendre qu'Elina, elle, n'avait pas besoin de bouger. »

L'économie de la scène s'en trouve altérée. Donovan fonce dans l'ascenseur, Isabelle le suit, elle revient, s'approche d'Elina, lui pose la main sur l'épaule, et l'entraîne vers l'ascenseur. Pour le plan suivant, la tension se relâche. « On avait un côté rock-band en dérive, dit Huppert. J'ai éternué, ça a été le fou rire, inextinguible – j'ai cru qu'on y passerait la nuit. On a quand même fini la scène. »

Juste à temps, avant le lever du soleil. Le producteur sourit (il n'y aura pas d'heures supplémentaires à payer). Du café, du champagne, de la bière et des gâteaux apparaissent sur la table. Une partie de l'équipe, épuisée, investit l'appartement (voisin) de Hartley. Personne ne dit rien, mais personne n'a envie de partir. Un week-end normal qui commence après une journée normale d'un tournage new-yorkais normal.

HENRI BÉHAR

هكذا من لطف

MUSIQUE

VOYAGE AUX SOURCES DE LA MUSIQUE AMÉRICAINE

Souvenirs des champs, chants de la mémoire

La réédition des albums enregistrés à la fin des années 50 dans les campagnes du sud des États-Unis par Alan Lomax permet de redécouvrir quelques trésors. Blues, gospel blanc et spirituels noirs, country music et folklore d'inspiration celtique, on y retrouve bien sûr les racines rurales de la musique américaine, mais aussi des témoignages d'un passé disparu.

JOHN A. LOMAX fut l'un des pionniers de l'exploration du patrimoine musical américain. Dès le début du siècle (il était né en 1875), il avait commencé à recueillir, pour le plaisir, les chansons des cow-boys du Texas. En 1910, il enregistra la première version de *Stagger Lee*, devenu depuis classique du folk, du blues, du rhythm and blues puis du rock and roll. Ces premiers enregistrements se faisaient sur cylindre. Avec l'apparition du 78 tours, John A. Lomax adopta les machines à graver qu'emportaient les maisons de disques. Fréquemment, les grands labels basés dans l'est des États-Unis envoyèrent des camions dans les villes du Sud. Attirés par la publicité, les musiciens des campagnes avoisinantes venaient graver quelques morceaux. Mais les limites de l'appareillage et le souci d'économies des maisons de disques leur interdisaient souvent de jouer dans les conditions auxquelles ils étaient habitués. La plupart des bluesmen ruraux enregistrés à l'époque par les maisons de disques se produisaient d'ordinaire accompagnés de petits orchestres dans les *juke joints*, mais les labels préféraient les enregistrer en solo.

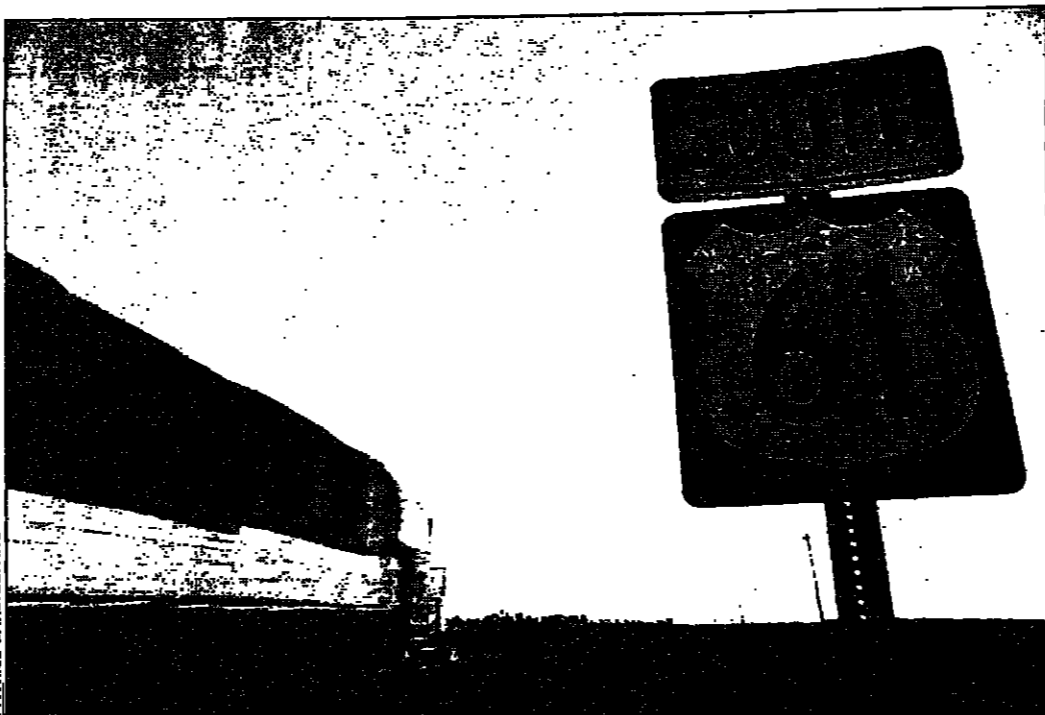
John A. Lomax, accompagné à partir des années 30 par son fils Alan, préféra apporter ses appareils à la campagne. Les projets de développement ruraux du New Deal s'accompagnaient d'initiatives culturelles : sous l'égide de la Bibliothèque du Congrès, les Lomax enregistrèrent à travers tous les États-Unis. Ils recueillirent les premiers enregistrements du jeune

McKinley Morganfield qui n'avait pas encore quitté le Mississippi pour devenir Muddy Waters et fonder le blues électrique urbain à Chicago. John A. Lomax obtint du gouverneur du pénitencier d'Angola, en Louisiane, qu'il libère le détenu Huddie Ledbetter. Lomax père assura le gouverneur qu'il ferait de Ledbetter son chauffeur. Sous le nom de Leadbelly, l'ancien détenu devint l'un des pères fondateurs du folk américain, l'auteur de chansons comme *Goodnight Irene* ou *Cottonfields*.

John A. Lomax mourut en 1948, après avoir été nommé directeur des archives folkloriques de la Bibliothèque du Congrès. Après la seconde guerre mondiale, Alan Lomax partit pour l'Europe, travaillant aussi bien en Espagne (les musiques qu'il y recueillirent inspirèrent les *Sketches of Spain* de Miles Davis et Gil Evans) qu'en Angleterre où il collabora avec Ewan McColl, musicien folk, auteur de *The First Time I Ever Saw Your Face* et père de la chanteuse Kirsty McColl.

Lorsqu'il rentra aux États-Unis, à la fin des années 50, Alan Lomax trouva une situation radicalement différente de celle qu'il avait laissée. Porté par la popularité de Leadbelly, Woody Guthrie et Pete Seeger, le mouvement folk touchait très largement la jeunesse urbaine. Lomax a écrit : « Il y avait dorénavant des centaines de chanteurs et des dizaines de groupes. Certains de ces jeunes folklores, qui dominaient la scène new-yorkaise, affirmant qu'on entendait plus de musique folk le dimanche après-midi sur Washington Square [au cœur de Greenwich Village] que dans toutes les campagnes d'Amérique. » C'est à ce moment qu'Ahmet et Nesuhi Ertegun, les deux immigrants turcs qui avaient fondé Atlantic, le meilleur label de rhythm and blues des États-Unis, proposèrent à Alan Lomax de reprendre la route afin de réaliser une nouvelle compilation de musiques rurales.

Au lieu de la vieille machine à graver des cires, Alan Lomax partit pour le Sud avec un vrai studio mobile, capable d'enregistrer en stéréo. Pendant l'été 1959, Lomax accompagna son pèlerinage de Blue Ridge Mountains, contreforts des Appalaches, au sud de la Virginie, aux monts Ozarks qui marquent un moment la frontière occidentale



Memphis - New-Orléans : « La grande route du blues », la Highway 61

des États-Unis avant le début de la ruée vers l'Ouest, poussant à l'est jusqu'aux îles côtières de Géorgie en passant, bien sûr par le « delta » du Mississippi, le triangle formé autour de la ville de Clarksdale par la rivière Yazoo et le fleuve, berceau de la culture du coton et du blues.

Des quatre-vingts heures réunies par Lomax, Atlantic tira sept albums 30 centimètres, réédités aujourd'hui en quatre CD. Ces cent cinq morceaux de musique, blues, cantiques, ballades, comptines, chants de prisonniers traçant un portrait imprévu du sud des États-Unis. C'est sans doute le second disque, consacré aux artistes liés à la tradition du blues, qui sera le plus immédiatement abordable. A l'occasion de ce voyage, Alan Lomax redécouvrit Mississippi Fred McDowell, qui chante ici plusieurs titres, accompagné sur *Shake'em on Down* par sa sœur, Fannie Davis, qui souffle sur un peigne recouvert de papier de soie. C'est à l'occasion de ces enregistrements que Fred McDowell accéda à la célébrité, jusqu'à

voir l'une de ses compositions, *You Gotta Move*, reprise avec une fidélité touchante par les Rolling Stones. Grâce à Lomax, il abandonna ses champs de coton pour se consacrer à plein temps à la musique.

L'histoire ne s'était pas arrêtée au cours des années 50 : dans les *juke joints*, la musique s'était électrifiée, comme dans les métropoles - Detroit ou Chicago. Avec Fred McDowell, Forrest City Joe Pugh, chanteur et harmoniste, se tailla la part du lion sur ce disque consacré au blues : assez proche des pères fondateurs (Robert Johnson, Charlie Patton) dans sa violence et sa simplicité, il a été quand même influencé par les *Chicagoans*. Il représente la dernière survivance du blues rural. En 1959, la grande migration des Noirs vers le Nord, déclenchée par la mécanisation de la cueillette du coton à partir de 1944, touche à sa fin.

Des millions de Noirs ont quitté le Sud pour les villes industrielles ou la Côte ouest. Les communautés rurales que visite Lomax ont passé de devenir des anachro-

nismes. Ce sentiment de voyage dans le temps est encore plus frappant lorsque l'on écoute les morceaux interprétés par la famille Young : sur une rythmique de tambours que l'on croirait venus de la brousse d'Afrique occidentale, Ed Young joue d'un pipeau de roseau. Cette musique semble avoir traversé l'Atlantique sans dommage, être restée à l'écart des métissages, une impression encore plus marquée sur *Come On Boys, Let's Go To The Ball*, le morceau de Sid Hemphill qui joue d'une flûte de Pan rudimentaire. Hemphill, comme les Young, venait de petits villages du nord du Mississippi, un peu à l'écart du delta proprement dit.

Les îles côtières de Géorgie avaient abrité les premières grandes plantations de coton. Lors de l'effondrement de l'esclavage, les cultures s'éloignèrent à l'intérieur des terres, et les anciens esclaves restèrent seuls sur les îles, ce qui leur permit de préserver des traditions qui avaient disparu sur le continent. Lomax y enregistra plusieurs gospels d'une spontanéité

et d'une sauvagerie presque déconcertante tant ils sont éloignés de la vision civilisée du gospel que donnent les formations actuelles, avec leurs polyphonies raffinées.

Cette sauvagerie se retrouve dans la partie « blanche » du disque consacré aux musiques sacrées : le sermon du révérend I.D. Black, mi-hurlé, mi-chanté lors d'une célébration dans une église baptiste fondamentaliste éclaira un peu les origines de cette frénésie inquisite qui a caractérisé le rockabilly dès le début. Les allers-retours entre culture africaine et européenne sont d'ailleurs l'un des traits dominants de cette compilation. Aux chants de travail des bagnards du pénitencier de Parchman répondent les souvenirs de Neil Morris, un montagnard des monts Ozark. Avant d'interpréter *Jesse James*, une ballade, le chanteur se souvient que son grand-père lui a raconté avoir abrité le hors-la-loi lorsque se route le conduisait par l'Arkansas, animé du même mépris pour la loi et l'ordre que les forçats de Parchman.

La quasi-totalité de la place accordée à la musique des Blue Ridge est occupée par les Mountain Ramblers, un groupe de virtuoses (guitare, banjo, violon) basés à Galax (Virginie) que Lomax découvrit lors de son voyage. Dans les très copieuses et très passionnantes notes qui accompagnent ce coffret, Lomax ne fait pas mystère de son désir de voir les Mountain Ramblers accéder au succès commercial que les *folkies* de la ville connaissaient alors. C'était sans doute une légère erreur de jugement. Le poli des interprétations des Ramblers ne permet pas toujours de les distinguer de la plupart des groupes de bluegrass, alors que parmi les *folkies* quelques-uns, à commencer par Bob Dylan, devaient rapidement ajouter quelques pièces maîtresses au répertoire américain. Mais s'ils surent le faire, ce fut en grande partie grâce aux trésors que leur avaient livrés les Lomax.

THOMAS SOTINEL

★ *Sounds of the South*, un coffret de 4 CD Carrère/Atlantic 7 82496-2

LA SÉLECTION

Cinéma

Films nouveaux

La Chambre 108, de Daniel Moosmann, avec Roland Giraud, Jean Carmet, Grace de Capitani, Jean Barney, Catherine Cyler. Français (1 h 30).

Les Trois Luxembourg, de (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Le Balzac, de (45-61-10-60) ; Cible écumoire, de Pierre Salvadori, avec Jean Rochefort, Marie Trintignant, Guillaume Depardieu, Patricia Chou, Charlie Nelson, Olga Poliakoff. Français (1 h 27).

Ciné Beaubourg, handicaps, 3 (42-71-52-36) ; Gaumont Hautes-Seines, handicaps, 6 (36-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 36-68-75-75) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; 36-65-71-38) ; Gaumont Opéra Français, 9 (36-68-75-55) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; 36-65-71-33) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13 (36-68-75-55) ; Gaumont Alsia, 14 (36-65-70-42) ; Les Montparnasse, 14 (36-65-70-42) ; Gaumont Convention, handicaps, 15 (36-68-75-55) ; Pathé Wepler II, handicaps, 18 (36-68-20-22).

Denis la Malice, de Nick Castle, avec Walter Matthau, Mason Gamble, Joan Plowright, Christopher Lloyd, Jean Thompson, Robert Stanton. Américain (1 h 35).

VO : Forum Horizon, handicaps, 1 (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; U. G. C. Odéon, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-72) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-68-75-55) ; George V, THX, 8 (45-62-41-46 ; 36-65-70-74).

VF : Rex, 2 (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; U. G. C. Montparnasse, 6 (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; George V, THX, 8 (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Paramount Opéra, handicaps, 9 (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; U. G. C. Gobelins, 13 (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Miramar, 14 (36-65-70-39) ; Mistral, 14 (36-65-70-41) ; U. G. C. Convention, 15 (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; U. G. C. Maillot, handicaps, 17 (40-63-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Clichy, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96 ; 36-65-71-44). Je m'appelle Victor, de Guy Jacques, avec Jeanne Moreau, Micheline Presle, Julien Guiomar, Dominique Pinon, Claudio Bucella, Brigitte Bémol. Français (1 h 42).

Gaumont Les Halles, 1 (36-68-75-55) ; Gaumont Hautes-Seines, 6 (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra Français, 9 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Bastille, handicaps, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

Ménasse, de Mathieu Kassovitz, avec Julie Mauduech, Hubert Kounde, Mathieu Kassovitz, Vincent Cassel, Tadek Lokinski, Jany Holt. Français (1 h 35). Gaumont Les Halles, handicaps, 1 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; U. G. C. Biarritz, 8 (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; U. G. C. Opéra, 9 (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, handicaps, 11 (43-57-90-81) ; U. G. C. Gobelins, 13 (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Pathé Wepler II, 18 (36-68-20-22).

La Part des téniers, de George A. Romero, avec Timothy Hutton, Amy Madigan, Julie Harris, Michael Rooker, Robert Joy, Kent Broadhurst. Américain (2 h). Interdit -16 ans. VO : Forum Horizon, handicaps, 1 (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; U. G. C. Danton, 6 (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-68-75-55) ; U. G. C. Normandie, 8 (43-63-16-16 ; 36-65-70-82). VF : Rex, 2 (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; Bretagne, 6 (36-65-70-37) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31 ; 36-65-70-18) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, handicaps, 13 (36-68-75-55) ; Mistral, handicaps, 14 (36-65-70-41) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96 ; 36-65-71-44). Un, deux, trois, soleil, de Bertrand

Blier, avec Anouk Grinberg, Marcello Mastroianni, Myriam Boyer, Olivier Martinez, Jean-Michel Noirey, Claude Brasseur. Français (1 h 44).

Gaumont Les Halles, 1 (36-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55) ; Rex, handicaps, 2 (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Hautes-Seines, 6 (36-68-75-55) ; La Pagode, 6 (47-05-12-15 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Champs-Élysées, handicaps, 8 (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; 36-65-71-33) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis, 13 (36-68-75-55) ; Gaumont Alsia, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Kinoparadise, handicaps, 15 (43-06-50-50 ; 36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; U. G. C. Maillot, 17 (40-68-00-16 ; 36-65-70-61) ; Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22).

Reprises

Marriage à l'italienne, de De Sica, avec Sophia Loren, Marcello Mastroianni, Mariù Tolo, Aldo Puglisi, Tecla Scarnò, Gianni Ridolfi. Italien, 1964 (1 h 35).

VO : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

Festivals

La Nuit du court métrage, à la Vidéo-thèque de Paris. Le 19 août, projection de dix courts métrages sur écran géant, avec, notamment, les *Visiteurs du square*, de Robert Doisneau, *Une histoire d'eau*, de Jean-Luc Godard et François Truffaut, *Une soirée mondaine*, d'Henri Diamant-Berger, *Alger la Blanche* de Cyril Collard... À partir de 22 h 30 sur le parvis de l'église Saint-Eustache. Gratuit.

Théâtre

Paris

L'Eloge de la folie, d'après Erasme. Mis en scène et interprété par Laurence Février. Mardi, mercredi, vendredi à 21 heures. Jeudi à 19 heures. Samedi à 18 heures et 21 heures. Artistique-Athénaïens. 75 F à 150 F. Tél. : 48-06-36-02. Les Palmes de M. Schutz, de Jean-Noël Fenwick. Mise en scène de Gérard Cailieux. Avec Ninou Fratellini, Jean-Paul Bordes, Franck-Olivier Bonnet, Michèle Bardollet, Patrick Zard et Claude d'Yd. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures et dimanche à 16 heures. Théâtre de la Michodière. 50 F à 240 F. Tél. : 47-42-95-22.

Régions

Nexon, Capitale du cirque (jusqu'au 28 août) : le cirque Fratellini dressa son chapiteau. Stages internationaux des arts du cirque, rencontres cinématographiques des films de cirque, deux expositions (« Le clown et les jonnets » : « Le cirque », photos de Pierre Eliax)... Tél. : 55-58-28-44.

Musique

Classique

Paris-Ile-de-France

Musique en l'île à Paris (jusqu'au 31 août). Les 18 et 19, le *Stabat Mater*, de Pergolèse. Les 21, 22 et 24 août, le *Requiem*, de Mozart. Réservations : 40-30-10-13. Senanx, Festival de l'Orangerie (jusqu'au 26 septembre) : le 21, *Variations Goldberg*, de Bach, par Pierre Racz (piano). Le 22, *Winterreise*, de Schubert, par

Udo Reinemann et David Selig (baryton et piano). Tél. : 46-60-07-79. Fax : 69-46-26-04.

Régions

Festival de musique de Menton (du 2 au 30 août) : le 20, Vivaldi (*Symphonie*), Mozart (*Concerto pour piano*), Ciaffardini (*Prélude*), Haydn (*Symphonie n° 49*) avec l'Orchestre de chambre de Lituanie, sous la direction de Saulius Sondeckis. Le 23, Beethoven (six *Bagatelles*, *Sonate en mi bémol majeur*), Bartok (*Sonate*), Schubert (*Sonate en ut mineur*) par Deszo Ranki, piano. Tél. : 93-57-82-22 et 93-57-57-00.

Les Nuits du Théâtre antique d'Orange (jusqu'au 25 août) : le 20, la *Neuvième Symphonie* de Beethoven par les Chœurs et les Solistes de la Capella de Saint-Petersbourg et le Royal Philharmonic Orchestra sous la direction de Yehudi Menuhin (21 heures). Tél. : 90-34-63-00. Fax : 90-34-15-67.

Festival du Périgord noir, Saint-Léon-sur-Vézère (jusqu'au 28 août) : le 19, Brahms et Dvorak, concert de l'Académie, avec Sigmund Nissel (violin), Martin Lovett (violoncelle) et les Quatuors en résidence à 21 heures. Le 20, Giovane Quartetto Italiano et François Cessac recitant les *Sept Paroles du Christ* en croix, œuvres nées d'une conférence de Marc Vignal (21 heures). Le 21, les Solistes de l'Opéra de Nice-Côte d'Azur et l'Orchestre philharmonique de Nice interprétant la *Canterina* et *L'isola disabitata*, de Haydn à 21 h 30 au château de Hautefort. Le 22, Mozart, Haydn et Schubert, récital d'Elly Ameling, (soprano) et Dalton Baldwin (piano) à 18 h 30 au château de Hautefort. Tél. : 53-51-95-17.

Été musical de Pontivy (jusqu'au 27 août) : le 20, Schubert, Schumann, Brahms, Wolf, Strauss, récital de chant avec Mitsuko Shirai (soprano) et Hartmut Moll (piano). Tél. : 97-25-00-33. XV^e Semaines musicales de Quimper (jusqu'au 21 août) : le 21, musique allemande du XVII^e siècle par l'ensemble baroque Les Cyclopes, à l'Orangerie de Lanniron (21 heures). Tél. : 98-95-15-25.

Le Monde ÉDITIONS

PLANTU

LE DOUANIER SE FAIT LA MALLE

20 ANS DE DESSINS SUR L'EUROPE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

EXPOS

Le monde

Le monde... (textes descriptifs des expositions)

Le monde... (textes descriptifs des expositions)

Le monde... (textes descriptifs des expositions)

Le monde... (textes descriptifs des expositions)

LA SEMAINE

Art

Art... (textes descriptifs des expositions)

Art... (textes descriptifs des expositions)

Art... (textes descriptifs des expositions)

EXPOSÉ A LA FONDATION PIERRE GIANADDA (SUISSE)

Le mouvement instantané de Degas

Analytique, thématique, précise, une exposition Degas qui rassemble des- sains, peintures, sculptures, révèle sa méthode de travail. Bonds, arabesques, roulés-boulés témoignent de la priorité donnée par le peintre au mouvement.

LOUISINE HAVEMEYER, riche américaine, amie de Mary Cassatt et collectionneuse d'œuvres de Degas, demanda à ce dernier pourquoi il dessinait et peignait tant de danseuses. « Parce que c'est, madame, la seule façon pour moi de redécouvrir le mouvement des Grecs », lui répondit-il. Dans son laconisme, la réplique situe Degas à sa place - à mi-chemin entre le Parthénon et l'Opéra, entre les Panathénées et le ballet de Robert le Diable. Il sait, pour l'avoir tenté en vain, qu'il ne servirait à rien de recommander les Grecs, de jouer au contemporain de Praxitèle, d'abuser des effets de toges et d'amphithéâtres. Les tutes ont remplacé les toges, les musées-halls sont les amphithéâtres de l'époque. Il faut être moderne, le peintre de la vie moderne selon Baudelaire et Huysmans.

Il ne faut pas oublier les Grecs pour autant. Il ne faut pas oublier les corps de marbre et de bronze que leurs sculpteurs faisaient mouvoir le long des frises et sur des socles. Il ne faut pas négliger les peintres des vases - ces vases qu'Ingres a collectionnés. L'art selon Degas n'est, ne peut naître qu'à la conjonction, au point d'intersection de l'actuel et de l'inchangé, de la vie parisienne à la fin du dix-neuvième siècle et de l'idéal antique à l'apogée du cinquième siècle. A ces références, il ajoute l'Italie du Quattrocento et des Vénitiens, l'Allemagne de Cranach, l'Océanie de Gauguin.

Classique, Degas ? Moderne ? Ni l'un ni l'autre. Il est trop intelligent pour se contenter d'un simple mot, trop sceptique pour adhérer à un programme. Autour de lui, les académiques, élèves exsangues d'Ingres, les réalistes à la Courbet et les impressionnistes - ses amis - s'affrontent et se méprisent. Leurs doctrines sont

inconciliables, leurs œuvres ennemies, leurs haines têtues. Degas n'en a cure : il est des organisateurs de la première exposition impressionniste dans l'atelier de Nadar en 1874 et se réclame cependant d'Ingres et de son enseignement. Il achète toiles et aquarelles de Cézanne et de Gauguin - et encore des Delacroix, des Ingres, des Greco, des estampes japonaises. Adolescent, il a copié Velasquez, Giorgione, Signorelli et Benozzo Gozzoli - ce qui ne le retient pas de peindre ses contemporaines et de dessiner dès les années 60 jockeys et danseuses en se gardant du pastiche comme de la peste. Quand il figure Eugénie Fiocre à l'Opéra, il n'imité ni le style de Velasquez ni celui de Gozzoli - il veut égaler leur franchise, la justesse de la représentation, le naturel du trait et de la touche. Il leur demande des leçons de justesse et de vérité, pas des leçons de technique. En août 1867, il écrit dans un carnet : « Ah ! Giotto, laisse-moi voir Paris et toi, Paris, laisse-moi voir Giotto ! »

Pourquoi Paris et Giotto et les Grecs ? Pour extraire du moderne ce qui l'apparente à l'ancien, pour conserver de l'antique ce qui en demeure dans le moderne ; pour dessiner, peindre et modeler ce qu'ont de commun la ménade et la ballerine, le coursier de Florence et le pur-sang de Chantilly, la nymphe qui se baigne dans les eaux du Scamandre et la Parisienne qui se lave dans son tub. Quoi ? Le mouvement, l'éternel mouvement, l'infini variété des mouvements du corps humain et du cheval - torsions, crispations, tensions, étirements, flexions, basculements, glissades, pas chassés, sauts, courses.

Questions de méthode

Il n'y a que cela dans l'exposition d'aujourd'hui, organisée et pensée par Ronald Pickvance pour la Fondation Gianadda - des bonds, des arabesques, des galops et des roulés-boulés. Autour des bronzes au complet, elle réunit dessins, études préparatoires, pas-



« Jockey penché en avant et debout sur la selle », gouache, 1866-1869.

sels, quelques huiles et quelques monotypes choisis de façon à étudier les méthodes de travail de l'artiste. Sur un peintre célèbre et que l'on croit connu, elle révèle des éléments nouveaux et dispose des œuvres rarement montrées dans l'ordre d'une logique démonstrative. Répartie en quatre chapitres - chevaux, danseuses, femmes à la toilette, prostituées - elle donne de Degas une vision analytique, non moins précise que la vision exhaustive des rétrospectives habituelles. Lui qui ne laissait guère ses amis pénétrer dans son atelier, le voici sur le motif, motif animal ou féminin, motif qu'il observe

d'abord et figure ensuite, le plus souvent de mémoire. Il commence par des dessins au crayon ou au fusain, dessins qu'il rature, reprend, annote, ombre de gris et rehausse de blanc. Ces études traitent tantôt de la composition entière, un groupe de danseuses contre un décor, chevaux au paddock, tantôt d'un détail, articulation d'une épaule, courbe d'un dos, position des jambes d'une femme qui s'accroupit dans la baignoire de son tub, position exacte des pattes d'un étalon qui fait volte-face. Innombrables, elles décrivent moment après moment, variation après variation, les figures successives d'un

mouvement, le plus complexe possible. Pour ces recherches, Degas use à l'occasion de la photographie comme d'un auxiliaire documentaire. Ces éléments s'agrègent ensuite. D'un fragment de corps, Degas glisse au corps entier. Il colle des bandes de papier afin d'agrandir son support au fur et à mesure que la figure croît et gagne en densité. Il additionne aux lignes des stries et des gribouillages qui précisent le modelé des volumes, les éclairages, le grain de la peau ou du pelage. Ces dessins, généralement colorés, sont de grande taille et exécutés avec une vigueur qui tient plus du geste fouetté de Delacroix que des souples courbes ingresques.

Fixer le galop

La sculpture intervient à ce moment-là. Degas modèle en cire les poses des ballerines, de manière, semble-t-il, à fixer de façon irréfutable et définitive un état du galop ou du saut, un équilibre instable enfin stabilisé. Ces poupées ont été fondues en bronze après la mort de leur auteur. Elles y ont perdu de leur légèreté et de leur souplesse. Le métal fige en écailles et masses ce que la cire avait laissé dans un état de plasticité mieux accordé aux sujets - mais il a préservé de la destruction ces sculptures d'un artiste qui ne se voulait pas sculpteur, éléments essentiels de sa méthode d'analyse du mouvement et de sa représentation.

De ces figures à des scènes nombreuses, le passage s'accomplit selon l'ordre d'une construction d'ensemble. Autour d'un corps, Degas crée de l'espace, suggère un décor de scène ou de paysage grâce à l'arabesque d'une ballerine, une tenture ou un plancher, introduit une deuxième figure que la première cache à demi, puis d'autres. Il ne recherche pas les groupes trop nombreux et se soucie fort peu de psychologie narrative. Les visages apparaissent à peine, fort inutiles dans des œuvres où gestes et anatomies suffisent à définir un milieu, un caractère et un sentiment. Ainsi des monotypes sur des scènes de maisons closes. Ni

obscènes ni grivoises, ils doivent au clair-obscur en noir et blanc et au modelé admirable des corps leur force d'expression incroyablement intense, si intense que Picasso en fit collection à la fin de sa vie.

Dans les travaux « aboutis » - comme si les études ne l'étaient pas - le pastel et l'huile enveloppent alors le dessin, tendent des plans sur son armature et le font tourner dans la lumière changeante de la salle de bains ou du café-théâtre. Degas crayonne en couleurs, frotte, gratte, dissout, pose la couleur du bout des doigts, sème des empreintes digitales sur la toile, écrase et étale la matière avec un chiffon. Il macule, salit, reprend - sans pour autant détruire la composition. Dans les années 1890 et 1900, la couleur se fait pulvérulente. Les hachures s'entrecroisent et tissent une sorte d'étoffe granuleuse et épaisse. Les danseuses russes en 1894, les groupes de danseuses datées de 1902 ou 1904, poussent à son paroxysme la dispersion des touches.

Elle brouille à demi la vision, les silhouettes deviennent fantômes ou nudes, mouvantes cependant, flottantes, d'une étrange légèreté. On croirait que la trace de leur déplacement s'inscrit seule sur la feuille ou le calque, à la manière d'une empreinte. Alors, dans ces œuvres tardives, telle l'admirable *Sortie de bain* de 1907, la peinture se fait toute entière mouvement. Au mépris des conventions, au mépris des contours et de la couleur locale, le pastel saute et fait des boucles sur le carton comme la ballerine sur la scène. L'immobilité, la fixité, les fausses certitudes d'une vision arrêtée sont désormais interdites. Degas peint le passage, rien d'autre. Autant dire qu'il a capturé le temps. Il a retrouvé « le mouvement des Grecs », instantané et éternel.

PHILIPPE DAGEN

* Fondation Pierre Gianadda, rue du Forum, 1920 Martigny, Suisse ; tél. : (19) 41-26-22-39-78. Jusqu'au 21 novembre tous les jours de 9 heures à 19 heures. L'exposition s'accompagne d'un remarquable catalogue, modeste d'analyse historique et de clarté (360 pages, 230 illustrations, 35 francs suisses).

DE LA SEMAINE

Festival international de La Roque-d'Anthéron (jusqu'au 22 août). Le 18, le *Pélerinage de la rose*, de Schubert, par le Chœur national de Lyon sous la direction de Bernard Tétu (18 heures) ; Rachmaninov, Scriabine, Medtner, par Nikolai Demidenko (piano) au parc du château à 21 h 30. Le 19, Couperin par Christophe Rousset (clavessin) à l'abbaye de Silvacane (18 heures) ; André Watts au piano (21 h 30). Le 20, Schubert par Stanley Hoogland (piano-forte) à 18 heures ; Bach, Haydn, par l'Orchestre austro-hongrois Liszt de Budapest, sous la direction d'Adam Fischer (21 h 30). Le 21, Brahms, Schumann et Berlioz, par le Chœur national de Lyon sous la direction de Bernard Tétu (18 heures) ; l'intégrale des *Préludes* de Rachmaninov, par Moura Limpany (piano) à 21 h 30. Le 22, Soler, Scarlatti, Cabezón, Ximenez, le clavier en Espagne de 1550 à 1780, par Bob Van Asperen (18 heures) ; Bach, Poulenc, par Elisabeth Leonskaja (piano) avec l'Orchestre austro-hongrois Liszt de Budapest sous la direction d'Adam Fischer à 21 h 30. Tél. : 42-50-51-15 ou 42-50-51-16.

Festival de la Vézère, château de Saillat (jusqu'au 21 août) : récital de piano de François-René Duchabail qui interprète Chopin et Liszt à 20 heures. Tél. : 55-23-25-09.

Opéra de Vichy (jusqu'au 2 octobre) : le 18, Bizet, *Mercutio et Balthazar*, par Marie-Annick Nicolas (violin) avec l'orchestre Sallier, sous la direction de Tamas Pal. Le 22, la *Princesse du cirque*, avec l'orchestre Sallier, sous la direction de Tamas Pal, mise en scène de Marya Angyal. Tél. : 70-59-90-50.

Chanson et musiques du monde

Paris, New-Morning, Août tropical : les 18 et 19, musique cubaine avec le groupe Fuego Deseda. Le 20, salsa vénézuélienne avec les Watuni. Le 21, Jane Manson accompagnée par les Mariachi Mezcal. Le 22, chansons corse avec Féli. Le 24, les Calmans (salsa). Tél. : 45-97-07-06.

Arts

Paris

Malcom Morley au Centre Pompidou, galeries contemporaines (jusqu'au 19 septembre) : première rétrospective consacrée à cet artiste américain, on l'on découvre à travers ses peintures, sculptures et aquarelles, toutes les phases de la carrière de ce peintre mythique. Tél. : 44-78-12-33.

Guerrit Rietveld au Centre Pompidou, galerie du CCI (jusqu'au 27 septembre) : une cinquantaine de pièces de mobilier et plus de 200 photos, dessins, plans... pour la première rétrospective de l'œuvre de cet architecte et concepteur de mobilier, créateur de la célèbre chaise rouge et bleu. Tél. : 44-78-12-33.

Jean Pungny, Musée d'art moderne de la Ville de Paris (jusqu'au 22 août) : cette exposition propose de redécouvrir cet artiste malconnu ayant occupé, notamment, un rôle de premier plan dans l'avant-garde russe du début du siècle. Tél. : 40-70-11-10.

Takis, Galeries nationales du Jeu de paume (jusqu'au 17 octobre) : rétrospective des principales sculptures de cet artiste grec avec notamment ses célèbres statues, répliques et télescopiques. Tél. : 47-03-12-50.

Régions

Albi, John-Franklin Koeling : jusqu'au 26 septembre : cofondateur de la revue *Cinéma* avec Jean-Robert Arnaud en 1952, ce peintre américain termine à Albi sa rétrospective itinérante. Tél. : 63-54-14-09.

Alès, Jean Dubuffet au Musée Pierre-André Benoit (jusqu'à la mi-septembre) : une exposition des peintures et sculptures illustrant les différentes phases de l'activité de Dubuffet. Autre originalité : la présentation de la correspondance et des ouvrages réalisés entre Dubuffet et Pierre André Benoit. Tél. : 66-86-98-69.

Aix-en-Provence, Egon Schiele et Elvira Bach : le musée Granet accueille, jus-

qu'au 31 août, 90 aquarelles et dessins de Schiele, pour la plupart inédits. Elvira Bach, artiste allemande, expose au pavillon Vendôme puis au Musée des tapisseries jusqu'à la fin de l'été. Tél. : 42-26-02-93.

Antibes, Calder (jusqu'au 27 septembre) : gouaches, dessins, mobiles, bijoux, tapisseries et maquettes de statuettes. Tél. : 93-34-91-91.

Cabris-en-Provence, Giacometti (jusqu'au 26 septembre) : une exposition de dessins inédits et des planches de *Paris sans fin* au Musée Edgar-Melik. Tél. : 42-25-42-81.

Canas, Victor Brauner (jusqu'au 30 octobre) : la Malmaison présente cet été un hommage à Victor Brauner, l'un des maîtres du surréalisme. Tél. : 93-38-55-26.

Colmar, Variation sur la crucifixion (jusqu'au 26 septembre) : autour du retable d'Issenheim, c'est plus de 80 œuvres d'artistes du XX^e siècle qui rendent hommage à Grünewald. Tél. : 89-20-15-50.

Dijon, Saint-Petersbourg à Dijon (jusqu'au 28 septembre) : l'âge d'or flamand et hollandais des collections de Catharine II s'exposent à Dijon. Tél. : 80-74-52-70.

Erreux, exposition Jean-Paul Riopelle (jusqu'au 30 septembre) : l'exposition regroupe une vingtaine de peintures et une suite de sculptures du peintre franco-canadien Jean-Paul Riopelle. Tél. : 32-31-52-29.

Fontaine-de-Vauluse, Boumeester (jusqu'au 9 septembre) : l'œuvre de Christine Boumeester revisite le temps de cette exposition, où se mêlent aussi les tableaux de Kandinsky, Picabia, de Staël. Tél. : 90-20-24-00.

Labège, Kazuo Shiraga (jusqu'au 26 septembre) : ce peintre et moine bouddhiste qui défraya la chronique japonaise dans les années 50 avec les autres membres du célèbre groupe Gutai, tire son inspiration des dieux du panthéon japonais, Kannon et Fudo. Selon l'antique tradition qui veut que l'homme soit un intermédiaire qui puise sa force à la fois du ciel et de la terre, Shiraga peint avec ses pieds, suspendu à une corde. Tél. : 61-39-29-29.

Lunéville, de la Tour (jusqu'au 27 septembre) : sous le titre « Un saint Sébastien dans une nuit », le Musée du château de Lunéville revisite l'œuvre d'un des plus grands peintres du XVII^e siècle européen. Tél. : 83-76-23-57.

Margaux, Pierre Beraglio : (jusqu'au 30 octobre) hommage à Bacchus dans ce château qui abrite des haut-médios avec une vingtaine d'œuvres dans le cuivre constituant une articulation entre l'extérieur et l'intérieur. Tél. : 56-58-83-90.

Marseille, Cézair (jusqu'au 12 septembre) : œuvres de 1947 à 1993. Marseille fête l'enfant du pays avec une rétrospective. On y voit les *Vénus* classiques en fer soudé, les *Compressions* de voitures, les *Expansions*. Tél. : 91-62-21-17.

Marseille, Claes Oldenburg : In the Studio, au Musée Cantini : une exposition légère et pleine d'humour, à base d'œuvres graphiques *Méjots* et *Frites architecturales*. Tél. : 91-62-21-17.

Metz, La réalité magnifiée (jusqu'au 26 octobre) : présente des œuvres flamandes (Bruegel de Velours, Rubens, Van Dyck, Jordens) appartenant à des collections particulières, aux musées de Bruxelles, d'Anvers ou de Vervier. Bon nombre d'entre elles sont pour la première fois en France. Tél. : 87-70-10-18.

Montpellier, Grand Siècle (jusqu'au 5 septembre) : peinture française du XVII^e siècle des collections publiques françaises : maniérisme, caravagisme, « bamboccades », classicisme et grande peinture d'histoire. Deux tableaux seulement appartiennent aux collections du Louvre. Tél. : 67-66-06-34.

Mouans-Sartoux, L'espace libéré (jusqu'au 21 novembre) : pour cette exposition qui donne une nouvelle dimension de l'art concret, des artistes tels Robert Barry, Michel Vergux ou Fred Sanback prennent d'assaut le lieu magique du château de Mouans. Tél. : 93-75-71-50.

Nîmes, L'ivresse du réel (jusqu'au 31 août) : l'exposition inaugurale du tout nouveau musée de Nîmes retrace l'aventure de l'objet, qui est devenu un phénomène majeur dans l'art du XX^e siècle. Tél. : 66-76-35-35.

Oron, Curios et Mirabilia, collection du château d'Oron (jusqu'au 31 décem-

bre) : Jean-Hubert Martin, le maître de ce haut lieu chargé d'histoire, a passé commande à des artistes contemporains. Ceux-ci se sont bien amusés autour du thème des cabinets de curiosités. Tél. : 49-96-57-42.

Orléans, Henri Gandier-Brezka (jusqu'au 19 septembre) : le Musée des beaux-arts organise la première rétrospective de ce sculpteur grâce aux prêts des plus grands musées. Cette exposition rassemble esquisses, dessins et bien sûr ses sculptures. Tél. : 38-53-39-22.

Le milieu du monde : (jusqu'au 30 septembre) un choix résolument contemporain d'artistes qui ont pour point la Méditerranée : Absalon, Alberola, Betti, El Baz, Hadjichalich, Hassan, Basilevic, Mangalos, Sarkis, Zush. Tél. : 67-74-37.

« Il Segno Arte », Michelangelo Pistoletto : trois lieux d'exposition pour un même artiste. A Rochecorbon (jusqu'au 26 septembre), des œuvres récentes côtoient les plus anciennes, de la *Venus degli Stacci* aux *Objets in meno* en passant par les *Volumi*. A Thiers (jusqu'au 30 septembre) le signe prendra des formes multiples autour de la pierre de lave de Volvic ; sur l'île de la Vassivière (jusqu'au 26 septembre) c'est un arbre qui sert de pièce maîtresse à cette exposition. Tél. : 73-80-26-56 (Thiers). Tél. : 55-45-10-16 (Rochecorbon). Tél. : 55-69-29-31 (Vassivière).

Les Sables-d'Olonne, Haptisch, la

caresse de l'ail (jusqu'au 30 septembre) : l'haplique est l'apanage de l'art du dessin qui crée parfaitement les formes et reproduit les volumes du bas-relief. Œuvres de Marcel Duchamp, Yves Klein, Aristide Maillol, Pablo Picasso, Claude Viallat. Tél. : 51-32-01-16.

Uzés, Gide et ses peintres (jusqu'au 29 août) : Uzès honore aujourd'hui la mémoire de son Prix Nobel, à travers les peintres qui l'ont connu, portraituré, illustré : Bonnard, Jacques-Emile Blanche, Georges Braque et Zorn Walter. Tél. : 66-22-70-56.

Photographie

Lectoure, l'été photographique (jusqu'au 23 août) : photos de sculptures de Rodin par le Slovène aveugle Evgen Bavcar. On pourra aussi voir *J'irai courir le monde*, d'Alain Turpat et *Berlin, no man's land*, de Jean-Claude Mouton. Tél. : 62-68-83-72.

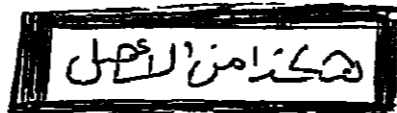
Limoges, Joachim Mognar (jusqu'au 3 octobre) : l'été Joachim Mognar sera l'été d'une exposition panoramique avec William Wegman, Lynne Cohen et Douglas Huebler. Tél. : 55-77-08-98.

Montpellier, Imagins (jusqu'au 4 septembre) : trente-cinq photographes du monde entier : Tom Catany et Ouka Lele (Espagne), Graciela Irubide (Mexique), William Klein (Etats-Unis), Max Pam (Australie), Abbas (Iran) et Martine Franck (France). Tél. : 67-60-43-11.

Votre Table ce Soir

Choumieux
SANTO
et CONFIT DE CANARD
Tous les jours jusqu'à minuit
Dimanche service continu de 12 h à minuit.
Bouquet de 10 à 110 pers. Soirée champagne.
n° 79, rue St-Christophe (75) Tél. 47-22-42-75

TY COZ 48-78-42-93/34-61
35, rue St-Georges
POISSONS - CRUSTACÉS
FRUITS de MER
Menu de la Mer, le soir, 170 F
CRÊPES - GALETTE
F/dim., lundi soir
JUN, JUILLET, AOUT F/sam.



CULTURE

RENCONTRES DU THEATRE MEDITERRANÉEN à Hammamet

Utopies au bord d'une mer

Entre cultures maghrébines et latines,
un festival qui cherche son identité

HAMMAMET (Tunisie)

de notre envoyée spéciale

En dehors du soleil, du sable velouté, il existe à Hammamet un centre culturel auquel est accolé un théâtre en plein air et, par voie de conséquence, un festival, qui s'est tenu du 6 au 14 août. Pendant toute l'année, le centre accueille des artistes. Ils viennent y travailler dans la sérénité, un peu comme à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. Mais ici, ce n'est pas la méditation des moines qui a marqué le lieu, c'est le raffinement d'un esthète fortuné nommé Sebastian.

Aujourd'hui, vingt-cinq bungalows blancs aux portes cloutées de noir sont disponibles pour les artistes. La maison du maître, les jardins immenses et somptueux, font partie des curiosités touristiques recommandées, le péristyle autour de la piscine abrite le soir un restaurant haut de gamme. Certains le regrettent, mais quoi, il faut bien vivre, les subventions ne peuvent en aucun cas suffire à l'entretien du centre - dirigé depuis 1991 par Raja Fahrat, homme de théâtre formé au Piccolo Teatro de Milan et à l'université Paris-III - encore moins à l'organisation du festival, fondé en 1964. Le théâtre a été construit par Chemetov, sur les conseils de René Allio - scénographe avant d'être metteur en scène. Le plateau en demi-cercle est bordé d'arbres et d'alcôves rectangulaires, sur plusieurs étages. Les gradins de pierre peuvent contenir entre 1 200 et 1 400 spectateurs. Le théâtre est fait pour le style épique, la danse, les musiques.

« Le festival a d'ailleurs longtemps été jumelé avec celui de Montreux, explique Raja Fahrat. Mais, à sa naissance, il répondait à l'utopie d'une culture universelle, les rencontres entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et le Sud. A

Hammamet se retrouvaient effectivement des personnalités. Parmi d'autres, Jean-Marie Serreau, Roger Planchon sont venus, et Maurice Béjart, Alvin Ailey... Ils constituaient un cercle qui chaque été se reformait - et se reformait... » Sont venues les années 80, le creux de la vague. Un creux qui correspondait aux choix du pays. C'était le temps de la Tunisie arabe et musulmane, d'un repli, d'une claustration. D'autant que l'espace culturel maghrébin est un lieu. L'Algérie a ses problèmes, le Maroc connaît surtout des aventures personnelles, il n'y a pas entre nous de véritable synergie.

La fin de Molière
« en djellabah »

« Jusqu'à présent, le théâtre tunisien s'est montré passif. Nous avons accueilli les uns et les autres, nous voulons désormais agir, échapper à l'obsession de l'autonomie, reconnaître nos modèles, les choisir, nous en servir. Ce qui nous manque, ce sont les textes : notre théâtre s'édifie sur des adaptations et traductions plus ou moins avouées. Nous ne voulons plus de Molière en djellabah, de Shakespeare vaguement déjanté. Il nous faut abandonner progressivement la cannibalisation du répertoire pour parler de la réalité sociale. Cette année - qui est celle des premières Rencontres du théâtre méditerranéen - s'est tenu un colloque, avec les metteurs en scène présents, plus Michel Simonot, Robert Abraché, Richard Martin... sur le thème : « Peut-on encore jouer le texte de l'autre ? Si le Nord parle au Sud, le Sud peut-il parler au Nord ? ». Nous avons organisé en collaboration avec l'Institut du théâtre méditerranéen, qui réunit une douzaine de pays, et que dirige Jose Moleon. »

La « culture méditerranéenne » est l'utopie d'aujourd'hui. Mais, pour Hammamet, cette culture est

avant tout latine. Plus que vers le Maghreb ou la Méditerranée orientale, les rencontres lorgnent vers l'Ouest. Les hommes de théâtre tunisiens établissent des contacts et des échanges avec la France - avec Marseille évidemment - un peu avec l'Italie, avec l'Espagne. Via Jose Moleon et son Institut, cela pourrait s'étendre aux troupes d'Amérique latine qui, tout naturellement, se tournent vers Madrid pour s'ouvrir au monde.

Pour l'heure, le public du festival, presque uniquement composé de Tunisiens - les touristes se contentent du soleil et du sable - n'a montré aucun empressément envers les Européens - un Arlequin vénitien par Carlo Bosso, Kalo, sorte de récit gitan par Maurice Durozier, plus une compagnie espagnole, la Zaranda.

Le théâtre universitaire de Meknès a présenté *Et si le silo explosait*. Tous les gradins étaient occupés pour *Familia*, de Fadhil Jabri, exemple d'écriture collective originale basée sur la réalité sociale. Et pour Lamine Nhandi qui, sur des textes de Moncef Dhoubi, parle lui aussi de la réalité à travers un personnage comique : celui du pauvre type qui rate tout - il arrive sur scène, vouté, portant une grosse corde pour se pendre, sans rien pour l'accrocher, et commence ses malheurs... Le 13 août, trois comédiennes, trois chanteuses, plus une pianiste française ont célébré une fête nationale, celle dédiée aux femmes, à leur protection et à leurs droits - droit au mariage civil, au divorce, à la responsabilité familiale, interdiction de la polygamie et de la répudiation. Encore une fois tous les gradins étaient occupés, par des familles entières, hommes compris, qui prenaient en chœur les chansons anciennes de Mounira Dhaoui.

COLETTE GODARD

CINÉMA

La madone des HLM

Suite de la première page

Sa silhouette chaplinesque ne quittera pas l'écran un seul instant - ni sans doute, plus tard, nos mémoires - suivons Victorine, elle nous guidera à la périphérie de toutes nos impuissances.

A la marge de la grande ville, il y a Victorine, sa faim légitime d'un bonheur calibré, sa mère folle

d'eux par malheur est tué, il peut ressusciter sous la caresse universelle d'une maman noire, symbole d'une Afrique exilée aux larges bras, au vaste cœur. Seulement voilà, dans la banlieue de Victorine, les miracles n'ont lieu qu'une fois.

Un, deux, trois, soleil, fable tonique, comédienne et tragique, remarquable exercice de dérapage



Marcello Mastroianni dans « Un, deux, trois, soleil ».

(Myriam Boyer), si seulement elle pouvait mourir, elle le lui dit, je voudrais que tu meures, maman, il y a son père, le vieil émigré qui rêve d'autres soleils, noyé dans les reflets d'or d'apéritifs anisés (Marcello Mastroianni), il y a sa virginité bradée à un collectif de grands niais, au fond d'une vieille auto, il y a la maîtresse (Denise Chalem), qui se fait un peu violer par ses élèves, mais pas beaucoup parce qu'elle est consentante, il y a son amoureux, Petit-Paul, le doux voleur qui tombera pour un magnétoscope sous les balles sécuritaires d'un beau emblématique (Claude Brasseur). Il y a aussi Maurice, son mari qui a tellement une tête de mari (Jean-Michel Nory).

Dans la banlieue de Victorine, les flics ont peur d'un rien, et pour un rien tirent sur les mômes de toutes les couleurs, mais si l'un

contrôle, fleuve d'amour canalisé par une haute compétence stylistique, jamais sordide, parfois sublime et souvent irritant, est un film qui ne laisse pas le choix. Il demande, il exige qu'on l'aime - comment pourrait-il en être autrement tant son propos est généreux, irréfutable ? Tant son analyse sociale, politique, du « mal des banlieues » apparaît sentimentale-ment correcte, pertinente, malgré les libertés prises et revendiquées avec le réalisme, avec la réalité. A la fin, Victorine dit : « On va les niquer les tristes figures ». Il y a un peu de chantage affectif là-dedans. Les tristes figures seraient donc ceux qui résisteraient, même à peine, à *Un, deux, trois, soleil* ?

Ceux qui oseraient être vaguement agacés par les loulous, les bistrotiers, les émigrés, causant comme elle dit qu'ils causent, Mar-

guerite (Duras), ceux qui causent pas, genre : « Les gens y croient n'importe quoi », à quoi on répond : « On dit pas croquer. » C'est vrai, mais ça sent un peu trop « la critique » comme dit Marguerite (Duras) dans *Pluie d'été*.

Ceux qui se permettraient de penser que l'auteur narratif, la destruction du récit, ne sont pas des nouveautés chez Blier, qu'il avait déjà ce don il y a trente ans, *Hiller, connais pas*, il y a vingt ans, *Les Valseuses*, et de plus en plus, *Merci la vie*, que cette fois il semble plus appliqué, moins spontané, presque trop habile en croisé de la tendresse. Ceux qui ne craindraient pas de dire : oui, Anouk Grinberg est unique, mais il ne faudrait pas qu'elle se mette à jouer en solo, atteignant cette zone dangereuse où la performance risque de basculer vers le numéro, où la perfection du pathétique étouffe le naturel dans l'immensité permanente d'un sanglot. *Un, deux, trois, soleil*, c'est comme Anouk Grinberg, ça bouillonne et ça énerve, on voudrait y « croquer » tout le temps, à ce torrent d'amour qui déferle, qui ruisselle, et on ne peut pas. Pas tout le temps. Ça passe ou ça casse. Mais évidemment, quand ça passe...

Quand Victorine arbore son premier sourire blanc comme une assurance sur la vie, quand Jean-Pierre Marielle veille à l'avenir de son nocturne petit chapardeur comorien, quand les morts qu'on a aimés reviennent sur terre, gentiment, alors, là, c'est vraiment magique, pour nous, ces choses-là sont si difficiles, pas pour le cinéma. Quand la musique est un rêve harmonieux de métissage aussi, Khaled et Bruckner, accordés. Quand Mastroianni paraît surtout, dans sa grâce tributante, dans sa fatigue définitive et légère, se trompant de porte, se trompant d'enfants, disant : « Je suis un homme qui a perdu sa maison... »

Alors, comme ils disent, ce putain de film, vous l'aimez ou vous ne l'aimez pas ? Mais bien sûr qu'on l'aime, à la fin, ce film heureux sur le malheur, ce film vivant sur la mort, ce film amoureux sur l'amour.

DANIEL HEYMANN

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis mercredi 18 août figure page 10.

CARNET DU Monde

Naissances

Véronique et Patrick DACIER sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Alexandra,

le lundi 16 août 1993.

10, boulevard d'Aulnay, 93250 Villemonais.

Barbara STEIN

vous annonce qu'elle est née le 15 août 1993, à 7 h 26.

5, rue du Général-Lanzenac, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Sous un ciel d'été de Berlin,

Féline Héloïse,

est née le samedi 24 juillet 1993.

Lon GERSTNER, née Barbara Schmittler, Günther GERSTNER.

Krumme Strasse 50, D-10627 Berlin, 17, rue Falguère, 75015 Paris.

Décès

- Le 12 août 1993, s'est éteint dans la paix du Seigneur

Pierre BRAVO,

ingénieur général de l'armement (génie maritime) c.r., officier de la Légion d'honneur, chevalier du Mérite maritime, médaille de l'Aéronautique.

De la part de

Ses enfants, Jacqueline et Bernard Boidon, Jacques et Nicole Bravo, Alain et Chantal Bravo, Pierre-Jean et Monique Bravo, Anne-Marie et Didier Chagnaud, De ses petits-enfants, Et des familles Bravo, Carvioni, Jauffret, Louis, Méan et Reynaud.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, à Fréjus (Var).

Dans la prière, associations son épouse,

Odette CICOTTO,

décédée en janvier 1980.

« Le soir venu, Jésus dit : Passons sur l'autre rive. »

39, rue La Fayette, 75009 Paris.

- Irène Corradin a la douleur de faire part du décès de son amie,

Marie-France BRIVE, historienne et militante du mouvement ouvrier et du mouvement de libération des femmes (1945-1993).

« La mort nous sépare. Ma mort ne nous réunira pas. C'est ainsi ; il est déjà beau que nos vies aient pu si longtemps s'accorder. » (Simone de Beauvoir).

« Inévitable, indomptable, c'est contre toi, O mort, que je m'élève. » (V. Woolf).

13, rue de la Colombe, 31000 Toulouse. 5, rue Chateaudun, 31000 Toulouse.

- Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses gendres, Inger, Ole et Ahmet, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M^{me} Brigitte IKIZEK,

née Joergensen,

survenue le 1^{er} août 1993, à son domicile, dans sa soixante et unième année.

La messe de funérailles a été célébrée le 7 août, en l'église Humlebaek Kirke, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, dans la plus stricte intimité.

36, rue Daniel-Baron,

95870 Bezons.

- Quimper. La Baule. Paris.

Nous avons la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Jean NOUAILLE,

née Madeleine Hervé, survenue à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à l'hôpital Lescannec, à Quimper.

Ses obsèques seront célébrées jeudi 19 août 1993, à 10 heures, en l'église de Locmaria, à Quimper, suivies de son inhumation au cimetière du Montparnasse, vendredi 20 août, à 9 heures.

De la part de M^{me} Yves Nouaille, sa belle-fille, Anne et Armelle, ses petites-filles, Robert et Henri, ses frères, Et toute sa famille.

PF Etienne, 7, rue Tol-Al-Laër, 29000 Quimper. Tél. : 98-95-81-81.

- Le docteur Ghislain Potier et M^{me}, ses enfants, Camille, Romain, Justine, Clémence, ses petits-enfants, M^{me} Odette Casarmona-Vandeville, sa belle-sœur, M. et M^{me} Jean-Pierre Potier, ses neveu et nièce, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alfred POTIER,

conseiller d'Etat honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite,

survenue à Neuilly-sur-Seine, le 17 août 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 20 août, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue de Roule, suivies de l'inhumation au cimetière Saint-Roch, de Valenciennes, dans la sépulture de famille, vers 14 h 15.

9, rue du Capitaine-Rouveure, 27200 Vernon.

« Nous, sans eux, pourrions-nous être ? »

Rainer Maria Rilke.

- Le 19 août 1983,

Françoise GRAÏC,

née Toul,

nous quitte.

Nous pensons à elle.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

ADMISSION AUX GRANDES ÉCOLES

Ecole navale

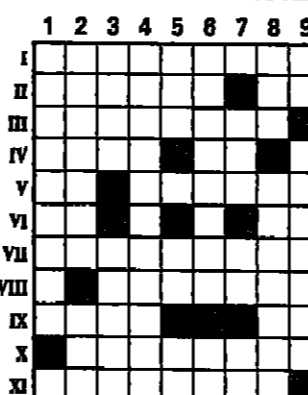
(par ordre de mérite)

Yannick Bostu, François Desvignes, Guillaume Pinget, Henri Argenson, Cyril Palfay Aubin de Jaurias, Loïc Jacob, Tanguy Descazes, Gustave Ricard, Guénolé Créachcadec, Laurent Mochar de Gramont, Céline Bodard, Xavier Batilo, Jean Pérenne, Jérôme Grivelet, Frédéric Morio, Yves André, Pierre Fabre, Jérôme Gaudry, Christophe Pidi, Florence Rivière, Olivier Thomas, Mackara Oak, Alban Tardif de Moiré, Rémi Thomas, Frédéric Le Du, Vincent Parès, Pierre Suleau, Rémi Lecor, Sandra Seichpine, Pierre Sirolli, Frédéric Zitta, Laurent Fontana, Yves-Pierre Pillet, Mayeul du Merle, Sébastien Pallaro, Xavier Coquel, Fabrice Ravignon, Guillaume Grégoire,

Sébastien Henry, Martin Heusse, Stéphane Lelong, William Lemaire, Laurent Riou, Julien Dutu, Philippe Cayse, Matthieu Dejour, Jean Provencal, Ludovic Pitois, Xavier Tootz, Djany Rabaud, Frédéric Prévoist-Alard, Thomas Verdes, Cyril Chau, Vincent Barbey, Xavier Breitel, Christian Debat, Philippe Le Gac, Priscilla Lucien, Raphaël Pourny, Yves Simon, Olivier Le Guen, Gonzalo Garcia, Joffrey Guerry, Benoît Lescanne, Denis Desquibes, Jean-Marc Lemoigne, Sébastien Pau, Philippe Nuria, Olivier Bezombes, Pierre-Armand Lemoine, Lionel Fournier, Philippe Gaucher, Xavier de Laforcade, Renaud Piboutteu, Cyrille Garcia.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6108



HORIZONTALEMENT

1. Peut être un tendre contact ou un choc brutal. - 2. Femme de... ménage. Tête de série. - 3. Fabrique d'enveloppes. - 4. Evoque un certain train. Terme de comparaison. - 5. Article étranger. Est inéquitable. - 6. Pronom. Abréviation. - 7. Traite les affaires en bressant du liquide. - 8. Cocher. - 9. Voiture électrique. Symbole. - 10. Les forces de la nature. - 11. Coiffée comme une fillette.

VERTICALEMENT

1. Entraîne un acquiescement. - 2. Plus elles sont carrées et mieux on peut les faire rouler. Organe. - 3. Donne de l'huile ou se fait avec du beurre. Coupe de cheveux. - 4. Formes d'écritures anciennes. - 5. Cru. Manifestation sonore. Lettre. - 6. Digne d'un empereur. Un peu de sel. - 7. Antique infantile. Note. A donc été suffisamment portée. - 8. Se laisse enfler par le premier venu. Instrument. - 9. Préposition. Traités avec beaucoup de précaution.

Solution du problème n° 6107

Horizontalement

1. Cartouche. - 2. Allas. Ail. - 3. Rille. Cœur. - 4. Tailisman. Gl. - 5. Osée. Or. Gel. - 6. Tubulaire. - 7. Cassolette. - 8. Hi l'eres. Ans. - 9. Elu. De. Enta.

Verticalement

1. Cambriolage. - 2. Aloï. Obéir. - 3. Rille. Cœur. - 4. Tailisman. Gl. - 5. Osée. Or. Gel. - 6. Tubulaire. - 7. Cassolette. - 8. Hi l'eres. Ans. - 9. Elu. De. Enta.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 19 AOÛT

« Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle. Une promenade hors du temps (premier parcours), 10 h 30, 1, rue du Louvre (L.-A. Lavigne).

« Des hauteurs de Passy aux jardins du Trocadéro », 14 h 30, métro Passy (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Hauller).

« Jardins et ruelles méconnus du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M^{me} Cazes).

« La mairie du septième arrondissement, dans l'ancien hôtel de Villars, et son quartier », 15 heures, 116, rue de Grenelle (Monuments historiques).

« Le parc des Buttes-Chaumont : une réussite de l'urbanisme du Second Empire », 15 heures, sortie métro Botzaris (Monuments historiques).

« Les passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminine. Exotisme et dépaysement assurés (deuxième parcours), 15 heures, 3, rue de Palestro (Paris surfoit, L.-A. Lavigne).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'église Saint-Sulpice et les cryptes interdites au public », 15 heures, porte principale de l'église, place Saint-Sulpice (Paris et son histoire).

LES CHA

Michael

Américain, Michael... 2. 300 mètres en... 3. 400 mètres en... 4. 500 mètres en... 5. 600 mètres en... 6. 700 mètres en... 7. 800 mètres en... 8. 900 mètres en... 9. 1000 mètres en... 10. 1100 mètres en... 11. 1200 mètres en... 12. 1300 mètres en... 13. 1400 mètres en... 14. 1500 mètres en... 15. 1600 mètres en... 16. 1700 mètres en... 17. 1800 mètres en... 18. 1900 mètres en... 19. 2000 mètres en... 20. 2100 mètres en... 21. 2200 mètres en... 22. 2300 mètres en... 23. 2400 mètres en... 24. 2500 mètres en... 25. 2600 mètres en... 26. 2700 mètres en... 27. 2800 mètres en... 28. 2900 mètres en... 29. 3000 mètres en... 30. 3100 mètres en... 31. 3200 mètres en... 32. 3300 mètres en... 33. 3400 mètres en... 34. 3500 mètres en... 35. 3600 mètres en... 36. 3700 mètres en... 37. 3800 mètres en... 38. 3900 mètres en... 39. 4000 mètres en... 40. 4100 mètres en... 41. 4200 mètres en... 42. 4300 mètres en... 43. 4400 mètres en... 44. 4500 mètres en... 45. 4600 mètres en... 46. 4700 mètres en... 47. 4800 mètres en... 48. 4900 mètres en... 49. 5000 mètres en... 50. 5100 mètres en... 51. 5200 mètres en... 52. 5300 mètres en... 53. 5400 mètres en... 54. 5500 mètres en... 55. 5600 mètres en... 56. 5700 mètres en... 57. 5800 mètres en... 58. 5900 mètres en... 59. 6000 mètres en... 60. 6100 mètres en... 61. 6200 mètres en... 62. 6300 mètres en... 63. 6400 mètres en... 64. 6500 mètres en... 65. 6600 mètres en... 66. 6700 mètres en... 67. 6800 mètres en... 68. 6900 mètres en... 69. 7000 mètres en... 70. 7100 mètres en... 71. 7200 mètres en... 72. 7300 mètres en... 73. 7400 mètres en... 74. 7500 mètres en... 75. 7600 mètres en... 76. 7700 mètres en... 77. 7800 mètres en... 78. 7900 mètres en... 79. 8000 mètres en... 80. 8100 mètres en... 81. 8200 mètres en... 82. 8300 mètres en... 83. 8400 mètres en... 84. 8500 mètres en... 85. 8600 mètres en... 86. 8700 mètres en... 87. 8800 mètres en... 88. 8900 mètres en... 89. 9000 mètres en... 90. 9100 mètres en... 91. 9200 mètres en... 92. 9300 mètres en... 93. 9400 mètres en... 94. 9500 mètres en... 95. 9600 mètres en... 96. 9700 mètres en... 97. 9800 mètres en... 98. 9900 mètres en... 99. 10000 mètres en... 100. 10100 mètres en... 101. 10200 mètres en... 102. 10300 mètres en... 103. 10400 mètres en... 104. 10500 mètres en... 105. 10600 mètres en... 106. 10700 mètres en... 107. 10800 mètres en... 108. 10900 mètres en... 109. 11000 mètres en... 110. 11100 mètres en... 111. 11200 mètres en... 112. 11300 mètres en... 113. 11400 mètres en... 114. 11500 mètres en... 115. 11600 mètres en... 116. 11700 mètres en... 117. 11800 mètres en... 118. 11900 mètres en... 119. 12000 mètres en... 120. 12100 mètres en... 121. 12200 mètres en... 122. 12300 mètres en... 123. 12400 mètres en... 124. 12500 mètres en... 125. 12600 mètres en... 126. 12700 mètres en... 127. 12800 mètres en... 128. 12900 mètres en... 129. 13000 mètres en... 130. 13100 mètres en... 131. 13200 mètres en... 132. 13300 mètres en... 133. 13400 mètres en... 134. 13500 mètres en... 135. 13600 mètres en... 136. 13700 mètres en... 137. 13800 mètres en... 138. 13900 mètres en... 139. 14000 mètres en... 140. 14100 mètres en... 141. 14200 mètres en... 142. 14300 mètres en... 143. 14400 mètres en... 144. 14500 mètres en... 145. 14600 mètres en... 146. 14700 mètres en... 147. 14800 mètres en... 148. 14900 mètres en... 149. 15000 mètres en... 150. 15100 mètres en... 151. 15200 mètres en... 152. 15300 mètres en... 153. 15400 mètres en... 154. 15500 mètres en... 155. 15600 mètres en... 156. 15700 mètres en... 157. 15800 mètres en... 158. 15900 mètres en... 159. 16000 mètres en... 160. 16100 mètres en... 161. 16200 mètres en... 162. 16300 mètres en... 163. 16400 mètres en... 164. 16500 mètres en... 165. 16600 mètres en... 166. 16700 mètres en... 167. 16800 mètres en... 168. 16900 mètres en... 169. 17000 mètres en... 170. 17100 mètres en... 171. 17200 mètres en... 172. 17300 mètres en... 173. 17400 mètres en... 174. 17500 mètres en... 175. 17600 mètres en... 176. 17700 mètres en... 177. 17800 mètres en... 178. 17900 mètres en... 179. 18000 mètres en... 180. 18100 mètres en... 181. 18200 mètres en... 182. 18300 mètres en... 183. 18400 mètres en... 184. 18500 mètres en... 185. 18600 mètres en... 186. 18700 mètres en... 187. 18800 mètres en... 188. 18900 mètres en... 189. 19000 mètres en... 190. 19100 mètres en... 191. 19200 mètres en... 192. 19300 mètres en... 193. 19400 mètres en... 194. 19500 mètres en... 195. 19600 mètres en... 196. 19700 mètres en... 197. 19800 mètres en... 198. 19900 mètres en... 199. 20000 mètres en... 200. 20100 mètres en... 201. 20200 mètres en... 202. 20300 mètres en... 203. 20400 mètres en... 204. 20500 mètres en... 205. 20600 mètres en... 206. 20700 mètres en... 207. 20800 mètres en... 208. 20900 mètres en... 209. 21000 mètres en... 210. 21100 mètres en... 211. 21200 mètres en... 212. 21300 mètres en... 213. 21400 mètres en... 214. 21500 mètres en... 215. 21600 mètres en... 216. 21700 mètres en... 217. 21800 mètres en... 218. 21900 mètres en... 219. 22000 mètres en...



«J-J-K»

Premier vrai moment d'émotion pour le public allemand, mardi 17 août à Stuttgart, dans les tribunes des championnats du monde d'athlétisme : Sabine Braun, née à Essen dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne, est en tête de l'heptathlon après six épreuves. Grâce à ses performances au saut en hauteur, aux lancers du poids et du javelot, elle a sept points d'avance sur l'Américaine Jackie Joyner-Kersey avant l'ultime épreuve, le 800 m.

Pour gagner la médaille d'or, l'Allemande ne doit pas concéder à l'Américaine plus d'une demi-seconde au terme des deux tours de piste. Pendant 600 m, cela semblera possible. En dépit des encouragements frénétiques de la foule, Sabine Braun ne pourra cependant résister à la double accélération de l'Américaine qui passe la ligne avec plus de 3 secondes d'avance sur sa rivale.

Avec un total de points (6837) inférieur de près de 300 à celui qu'elle avait réalisé pour décrocher son premier titre mondial à Rome en 1987, Jackie Joyner-Kersey, trente et un ans, gagne donc à Stuttgart la médaille d'or qui lui avait échappé aux précédents championnats du monde de Tokyo en raison d'une blessure à la cheville, contractée lors du concours (gagné) de saut en longueur.

Bien que sur le déclin (son record du monde établi en 1988 est de 7291 pts), dans une spécialité qui ne l'est pas moins depuis le renforcement des contrôles antidopage, «J-J-K», qui est dans le civil entraîneur adjoint de basket-ball à l'Université de Californie (UCLA), parachevait ainsi un formidable palmarès, élaboré depuis les premiers championnats du monde, en 1983 à Helsinki : deux titres mondiaux, deux médailles d'or olympiques et une d'argent à l'heptathlon, plus deux titres mondiaux et une médaille d'or olympique et une de bronze à la longueur.

Le public ne pouvait en vouloir à pareille championne, qui reçoit une formidable ovation. Mais à l'applaudimètre c'est la Jamaïcaine Merlene Ottey qui batit tout le monde lors de la remise des récompenses du 100 m dames : les spectateurs lui ont attribué de courir la victoire que les juges ne lui avaient pas accordée la veille, tout en ayant ramené le temps de Gail Devers au sien (10 s 82).

de nos envoyés spéciaux
à Stuttgart
ALAIN GIRAUDO
et **JÉRÔME FENOGLIO**

Les résultats du 17 août

Dames

400 m (m : 47 s 60) : 1. J. Miles (E.-U.), 49 s 32 ; 2. N. Kaiser-Brown (E.-U.), 50 s 17 ; 3. S. Richards (Jam.), 50 s 44.
800 m (m : 1 min 55 s 43) : 1. M. Mutola (Moz.), 1 min 55 s 43 ; 2. L. Gurina (Rus.), 1 min 57 s 10 ; 3. E. Kovacs (Rou.), 1 min 57 s 92.
Heptathlon (m : 7 291 pts) : 1. J. Joyner-Kersey (E.-U.), 6837 pts ; 2. S. Braun (All.), 6797 pts ; 3. S. Buraga (Bie.), 6635 pts ; ... 14. N. Teppe (Fra.), 6037 pts.

Messieurs

400 m (m : 43 s 29) : 1. M. Johnson (E.-U.), 43 s 65 ; 2. B. Reynolds (E.-U.), 44 s 13 ; 3. S. Kitor (Ken.), 44 s 54.
800 m (m : 1 min 41 s 73) : 1. P. Ruto (Ken.), 1 min 44 s 71 ; 2. G. D'Urso (Ita.), 1 min 44 s 86 ; 3. B. Kionochellah (Ken.), 1 min 44 s 89.
Disque (m : 74,08 m) : 1. L. Riedel (All.), 67,72 m ; 2. D. Shevchenko (Rus.), 66,90 m ; 3. J. Schuk (All.), 66,12 m.
(Entre parenthèses, le record du monde de la discipline et la nationalité des concurrents.)

Le 400 mètres messieurs

Michael Johnson, l'anticonformiste

L'Américain Michael Johnson est devenu champion du monde du 400 mètres en devançant son compatriote Harry Butch Reynolds et le Kenyan Samson Kitor. En 43 s 66, il a établi la meilleure performance mondiale de l'année, la troisième meilleure temps de l'histoire du tour de piste.

Si ses avant-bras ne tournaient pas comme des manivelles affolées, Michael Johnson paraîtrait immobile. Ses genoux ne daignent pas s'élever au-dessus du sol, son buste est figé, comme enfoncé dans un corset, son visage à la Eddy Murphy se désintéresse des clameurs qui l'enlacent. L'Américain se laisse courir, assis sur ses jambes, comme si là-bas, au bout de son long corps, ses pieds tricoisaient fortuitement des foulées de gamins. Il se plaît à ressembler à tout sauf à un coureur. Mardi soir, cette statue ambulante a pourtant bouclé un des tours de piste les plus rapides de l'histoire. En se gaussant des canons du sprint, en ricanant des lois de la pesanteur, Michael Johnson a réussi un de ses plus beaux pieds de nez.

Car au long d'une carrière désordonnée, fertile en coups de théâtre, ce Texan de vingt-cinq ans a toujours adoré malmenier la logique. Il n'aurait même pas dû se trouver là. C'est le 200 mètres qui l'a fait vedette, en lui accordant deux années d'invincibilité et en lui offrant son premier titre de champion du monde. Mais, faute de concurrence, il s'y ennuie et ne manquait jamais une occasion pour faire savoir le peu d'estime qu'il portait à cette distance hybride. «Le 100 mètres et le 400 mètres sont les disciplines reines, disait-il. Le 200 mètres n'est qu'un truc coincé entre les deux. Les spécialistes du 100 mètres sont les hommes les plus rapides du monde, tandis que le 400 mètres est une course de gars costauds.»

Pour s'échapper de ce demi-tour prison, Michael Johnson ne pouvait pas faire comme les autres. Il a refusé de couper ses efforts en deux pour suivre le troupeau des sprinters sur la plus courte des distances. Il a choisi de les redoubler pour se hisser jusqu'au 400 mètres. En comptant sur sa pointe de vitesse pour sortir de

l'embouteillage de vedettes qui engorge le tour de piste. «J'en avais marre de ce vieux cliché, expliquait-il (1). Un coureur de 200 mètres devait aussi faire le 100, un coureur de 400 n'était bon qu'à ça.» Michael Johnson avait lancé sa carrière hors des sentiers battus et s'amusait des regards incrédules. L'anticonformiste n'avait-il pas déjà passé un diplôme de gestion pour s'occuper lui-même de son magot, sans passer comme tout le monde par ces anges gardiens envahissants que sont devenus les agents ? Ne s'est-il pas ingénié à exaspérer les stars du Santa-Monica Track Club, garçons sages aux plans de carrière si bien ordonnés, qui ont toujours voulu expulser sa différence des relais de l'équipe américaine ?

Le plan céleste de Harry Butch Reynolds

Mardi, le massacreur d'idées reçues n'aura pourtant pas réussi à bouleverser un mythe. Michael Johnson avait laissé entendre qu'il espérait battre le record du monde de la spécialité. Il a échoué de moins de trois dixièmes, au bout de sa course de guinguo. Dans son, quelques mètres derrière ses débâchements, le propriétaire du record surveillait son bien, sans pouvoir le défendre. Il avait réussi ces 43 s 29 cinq ans jour pour jour avant cette finale de Stuttgart. Il en avait fait la pierre angulaire d'une carrière bâtie patiemment.

Car là où Michael Johnson se plaît à brouiller les pistes, là où il se dessine une carrière et un style en zig-zag, Harry Butch Reynolds a toujours rêvé d'un parcours rectiligne. L'Américain mystique cherchait ainsi à respecter la volonté divine. «Je sens que je suis l'Élu de Dieu, clamait-il en 1989. Qu'il m'a choisi pour marquer l'histoire du 400 mètres. Et je veux laisser une trace telle dans l'athlétisme que l'on ne se souviendra pas de dire qu'Harry Butch est le grand coureur de 400 mètres de l'histoire. Je veux me situer au niveau d'un Carl Lewis.» Harry Butch Reynolds avait commencé à réaliser méthodiquement le plan céleste. Troisième aux championnats du monde de 1987, puis deuxième aux Jeux olympiques de 1988, l'athlète de l'Ohio s'apprêtait à toucher les dividendes de sa progression sous la

forme d'une médaille d'or annoncée.

Mais la ligne droite s'est brisée net contre une mauvaise affaire de dopage. Butch Reynolds avait été contrôlé positif aux stéroïdes anabolisants, lors d'un meeting à Monaco en août 1990. Sa course limpide s'est brouillée d'un doute. Ses yeux clairs ont dû soutenir la noirceur des soupçons. Et l'athlète autoprogrammé pour le succès a dérivé dans les méandres d'un interminable feuilleton judiciaire. «J'avais l'impression que la terre se dérobait sous mes pieds, que l'on m'avait volé tous mes projets. Je n'avais plus qu'à me battre pour sauver mon honneur.» Deux fois, les tribunaux civils américains ont cassé les sanctions de l'IAAF, la fédération internationale. Deux fois, l'autorité de l'athlétisme mondial a confirmé la suspension de l'athlète pour deux ans. Après Ben Johnson, au côté de Karin Krabbe, Harry Butch Reynolds, soutenu par sa fédération, était devenu l'autre grand, l'autre symbole de la politique de répression menée par l'IAAF.

L'imbroglio ne s'est - particulièrement - dénoué qu'en début de saison, lorsque l'athlète a retrouvé les pistes, une fois sa peine purgée (2). Et à Stuttgart, pour son premier grand rendez-vous mondial, Harry Butch Reynolds espérait trouver sa rédemption, se laver dans une victoire des soupçons qui continuent à le suivre. Il avait annoncé sa volonté de se venger des avances que lui avait imposées Primo Nebiolo, président de l'IAAF, en franchissant la ligne le premier. Il pensait renouer ainsi les fils de son histoire, reprendre sa quête de la consécration. Son style élégant de coureur qui a appris à lever haut les jambes, qui connaît les mérites des longues foulées, aura seulement buté contre un grand escroquette à la course iconoclaste, qui aime à semer son désordre dans les plans trop bien agencés.

J. F.

(1) Dans l'hebdomadaire américain Sports Illustrated.

(2) Un tribunal américain, estimant que le contrôle de Butch Reynolds avait donné lieu à des vices de procédure, a condamné l'IAAF à lui verser 27 millions de dollars de compensation, que l'institution refuse de payer.

DOSSARD

Maurice Houvion, sculpteur de perchistes

Derrière les lunettes, le visage de Maurice Houvion s'est renforcé. La parole, tout à l'heure si enjouée pour raconter sa perche, s'est faite plus rare. En contrebas de la tribune où l'entraîneur national commence à bouillir, les perchistes français sont en train de dégaucher leur début de concours de qualification. Même Jean Galfione, le plus prometteur d'entre tous, vient de rater son premier essai.

Maurice Houvion vit ces concours comme une torture, l'exact négatif des raisons qui le poussent à continuer à entraîner, à près de soixante ans. La distance abolit les relations si intimes d'une séance d'entraînement. La complexité ne passe plus qu'à travers quelques signes, une version sportive du langage des sourds-muets. Les sauts ratés, les moindres imperfections irritent son œil d'artiste. Le plaisir du travail quotidien au bord des sautoirs de l'INSEP est devenu douleur. «Ces compétitions représentent l'aboutissement d'années d'effort, dit-il. Et pourtant elles me miment. A Barcelone, je n'ai pas pu rester après le concours des Jeux olympiques, dit-il. J'étais physiquement vidé par l'échec. J'ai mis des semaines à m'en remettre.»

Plusieurs générations de champions

Un jour, Maurice Houvion s'est rendu compte que son sport était en train de dévorer sa vie. Il s'est ouvert une porte pour lui échapper quelques instants. «Il fallait que je trouve un dérivatif pour ne pas me laisser engouffrer», il s'est mis à sculpter. Mais la perche n'est jamais très loin. Dans sa main, le bois prend parfois la forme d'un athlète en train de s'élever vers une barre. Maurice Houvion reste avant

200 m dames et 400 m haies messieurs

Le mannequin et l'horloger

Championne du monde et championne olympique sur 400 m, la Française Marie-José Pérec tente sa chance sur 200 m jeudi 19 août. Mardi, elle s'est qualifiée pour les demi-finales avec le deuxième temps, tandis que Stéphane Diagana, quatrième aux Jeux de Barcelone, accédait à la finale du 400 m haies avec le cinquième temps.

Le stade Gottlieb-Daimler qui abrite les championnats du monde d'athlétisme s'est transformé mardi soir 17 août, dans les travées attribuées aux journalistes français, en un petit Clochemerle-sur-Neckar. On s'injurait, on était à deux doigts d'en venir aux mains. Au centre de cette querelle de village gaulois : Marie-José Pérec, la plus adulée, la plus médiatisée des championnes nationales, celle que la presse sportive suit comme les Grimaldi le sont par Paris-Match.

Silence d'or

Harcelée de questions sur une blessure qui risquait d'hypothéquer ses chances de médailles dans le 200 m, la championne du monde 1991 et olympique 1992 du 400 m avait fini par menacer de mordre l'envoyé spécial du Figaro s'il s'approchait encore d'elle à l'issue des premières séries éliminatoires. Aussitôt, la corporation, qui, à tort ou à raison, estimait ne pas avoir eu son compte de petites phrases édictées de boycottage la jeune femme. Au terme de la deuxième série d'éliminatoires, elle devait donc se regrouper dans le tunnel qui conduit les athlètes aux vestiaires et la laisser passer sans lui poser la moindre question.

La fausse indifférence comme puérile punition. Le responsable des relations avec la presse de la Fédération française d'athlétisme s'efforça d'arrondir les angles. Il obtint de la championne qu'elle sorte de son mutisme grognon. Quelques micros se tendirent pour recueillir des impressions essouffées. C'est pour cela qu'on commença à s'enguirlander, au nom des grands principes, de la solida-

rité, des auditeurs, de la confraternité. Presse écrite contre presse radio. Une bataille de marmottes de l'information, une volée de tartes à la crème journalistique.

Heures de bouclage serrées, moyens de transmission capricieux, les envoyés spéciaux aux championnats du monde ont trouvé dans cette mauvaise querelle un exutoire à leur tension du moment. Le calme revenu, chacun était prêt à convenir de la futilité de la babillo. Qu'elle parle ou qu'elle ne parle pas, cela ne changeait pas grand-chose : Marie-José Pérec n'a rien à dire, au sens philosophique. Ses gestes, ses silences, ses absences, ses courses, tous les faits qui en font une fée, sont comme le cri primal, un réflexe vital qu'on provoque par une bonne claque sur les fesses. Il suffit donc de la regarder pour l'entendre, pour la comprendre. Elle est le mannequin de sa vie. En la voyant défilier, on peut rêver.

Le rêve ! L'essence du journalisme sportif, l'essence du reportage, la myrte des dieux du stade... Fait-il rêver Stéphane Diagana qui parle tant et si bien, qui est fort poli, qui est tellement cultivé ? Bien qu'il soit de père sénégalais et de mère française, voilà bien un garçon de couleur auquel la police de Charles Pasqua ne penserait pas demander sa carte de séjour en suspectant le clandestin, ni auquel le maire de Toulouse refuserait un mariage avec une gentille blonde par crainte de célébrer une union blanche.

Stéphane Diagana a des yeux d'enfant de chœur en aube rouge et surplis de dentelle comme les aiment les traditionalistes. Il s'exprime avec la mesure d'un diplômé de Sciences-Po qui passe le grand oral de l'ENA. On ne le colle pas facilement. Il sait ce que fabrique dans l'espace la sonde Hubble. Il sait même que les Américains ont baptisé ainsi ce satellite myope en l'honneur d'un de leurs plus grands astronomes du début du siècle.

Une réflexion inquiète sur le futur

On peut aussi lui demander où il se situe en politique (plutôt à gauche et contre le Front national), comment il appréhende la situation internationale (la mondialisation lui semble inéluctable), ou bien ce que l'athlétisme lui rapporte (contrats et primes diverses bout à bout, 30 000 francs par mois). On aura une réponse.

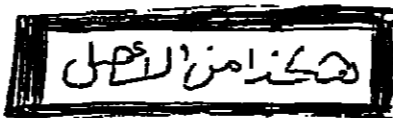
Stéphane Diagana, le bon élève, le gendre idéal. Ce n'est pas un chroniqueur de nuits blanches, un évadé de l'entraînement, un insoumis à l'autorité. Il a le regard clair, franc. C'est comme cela que Fernand Urtebeise aime les champions qu'il entraîne, ouverts, bien dans leur peau et dans leur tête. Une façon à lui, un peu zen, de concevoir la haute compétition : la performance serait au bout de l'équilibre, cette position du corps entre le corps et l'esprit qui pourrait appeler le bonheur. Cela n'est pas fait pour déplaire à Stéphane Diagana. Il a le goût des systèmes de pensée complexes, de la réflexion inquiète sur le futur.

Savoir pour anticiper. Pas besoin de beaucoup le pousser pour qu'il mette son 400 m haies en équation. En fonction de la puissance aérobie du sujet et du nombre de foulées qu'il est capable de faire jusqu'à la huitième haie, puis jusqu'à la dernière, quel est son chrono idéal en supposant les autres variables maîtrisées, mouvement des bras, inclinaison du buste, assiette générale sur l'obstacle ? En potassant la question à fond, Diagana est parvenu à descendre en quatre fois le vieux record de Jean-Claude Nallet à 48 s 08 et entre-temps à prendre une belle quatrième place aux Jeux olympiques de Barcelone.

Après un an de calculs supplémentaires, est-il parvenu avec Fernand Urtebeise à trouver la solution pour monter sur le podium à Stuttgart ? A les entendre, on croirait des mathématiciens du dimanche, s'acharnant sur le grand théorème de Fermat, celui dont la démonstration a résisté trois siècles aux plus beaux esprits. Il faudrait bien tout ce temps, en effet, pour que Diagana parvienne à approcher le chrono monstrueux de l'Américain Kevin Young, ses 47 s 99 de paradis artificiel.

Cette pendule-là, Diagana n'a pas les moyens de la mettre à son heure. Horloger de sa vie, il sait qu'il sera inéluctablement en retard à son rendez-vous de champion. Fort heureusement il en a pris d'autres, sans doute moins héroïques, mais tout aussi passionnantes.

A. G.



ÉCONOMIE

BILLET

Des chômeurs entrepreneurs

L'augmentation du chômage peut avoir, paradoxalement, des effets positifs inattendus. Les démarches infructueuses pour retrouver un emploi, de plus en plus de chômeurs créent leur entreprise. Selon les statistiques du ministère du travail, ils ont été 13 % plus nombreux à demander une aide spécifique (l'ACCRE ou aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise) en 1992. Ils contribuent ainsi à enrayer la baisse globale des créations d'entreprises enclenchée en 1988. On leur doit 20 % des immatriculations enregistrées par l'INSEE pour l'année écoulée. Signe des temps, les chômeurs créateurs sont de plus en plus qualifiés. La part des techniciens, cadres et ingénieurs, est passée de 26 % entre 1986 et 1989, à 38 % en 1992.

Certes, qui dit création, ne dit pas forcément emploi assuré. Une étude sur les défaillances d'entreprises publiée mercredi 18 août par l'INSEE vient opportunément le rappeler. Les dépôts de bilan ont augmenté en 1992 de 9,1 %. Ce taux, inférieur à celui des années précédentes (12,4 % en 1991, et 12,9 % en 1990), a concerné près de trois cent mille personnes, salariées ou non, en 1992 : en quatre ans, plus d'un million ont été touchés. Or les entreprises jeunes sont les plus fragiles : 56 % des défaillances enregistrées en 1992 sont le fait de firmes n'ayant pas encore célébré leur cinquième anniversaire.

Mais il est rassurant de constater que le statut et les secteurs choisis par les créateurs-chômeurs sont parmi les moins vulnérables. Ainsi les deux tiers d'entre eux créent des entreprises individuelles, qui, selon l'INSEE, résistent beaucoup mieux au dépôt de bilan que les SARL ou les SA. En outre, deux secteurs d'activité regroupent depuis 1990 plus de 60 % des entreprises créées ou reprises par des chômeurs. Il s'agit des services marchands et du commerce. Deux secteurs dans lesquels le nombre des défaillances est nettement inférieur à la moyenne des entreprises défaillantes, soit 3 % selon l'INSEE.

Bien qu'aucune statistique précise n'ait été élaborée sur ce sujet, il semble ainsi que les entreprises créées par des chômeurs aient les mêmes chances de succès que les autres.

ANNIE KAHN

Plusieurs sociétés condamnées pour licenciements abusifs

L'hôtellerie de luxe parisienne remet en cause les avantages salariaux de ses employés

Un an après la condamnation en appel du groupe Taittinger à verser environ 20 millions de francs de rappels de salaires à quelques centaines d'employés du Concorde-La Fayette à Paris et deux mois après une autre condamnation infligée à l'hôtel Ritz, quarante-neuf anciens salariés du Prince-de-Galles viennent, à leur tour, d'obtenir gain de cause auprès de la cour d'appel de Paris : la société britannique Marquis Hotels Ltd Partnership devra leur verser une provision de plus de 6 millions de francs d'indemnités et de dommages et intérêts. L'employeur devrait se pourvoir en cassation.

En l'espace de quelques années, les employeurs des grands palaces parisiens se sont, l'un après l'autre, préoccupés de réduire leur masse salariale. Pour ce faire, ces derniers ont non seulement dénoncé, parfois irrégulièrement, les accords d'entreprise prévoyant des indemnités de licenciement très avantageuses. Mais ils ont surtout décidé d'abandonner un usage vieux de plus de soixante ans, instauré par la loi Godart - du nom d'un député amoureux d'une femme de chambre - qui permet de rémunérer au pourcentage du chiffre d'affaires le personnel en contact avec la clientèle et de remplacer cet usage par des salaires fixes toujours inférieurs.

Dans de rares cas, la transition s'est faite en douceur, autour d'une table de négociations, comme dans les Mériidien. Mais, fréquemment, l'opération s'est terminée devant les tribunaux, les salariés refusant une réduction jugée trop importante de leurs salaires.

Aujourd'hui, l'affaire du Prince-de-Galles, racheté en 1992 par le groupe Sheraton à l'américain Marriott, apporte un nouvel éclairage sur ces conflits. En 1988, la direction de l'hôtel dénonce les accords et ouvre des négociations. Face à l'échec des discussions, l'employeur impose une nouvelle politique salariale en avril 1990, instaurant des salaires fixes inférieurs de 30 % à 40 % aux rémunérations antérieures.

Quarante-neuf salariés refusent. La direction les licencie pour motif économique, sur la base de leur nouvelle rémunération égale au SMIC.

Devant le conseil de prud'hommes, les licenciés soutenus par la CFDT obtiennent 2,3 millions de francs de rappels de salaires et d'indemnités. Mais ils veulent aller plus loin en démontrant que leur licenciement n'a pas de motif économique réel. Selon eux, les pertes ont été artificiellement créées par un montage qui permet de faire revenir tous les profits vers la société mère, grevant ainsi les résultats de l'hôtel dont le chiffre d'affaires était, lui, en augmentation. Le conseil de prud'hommes ne suivra pas les salariés dans leur argumentation.

En revanche, la cour d'appel, saisie par les salariés licenciés, la reprend à son compte. « Les magistrats estiment qu'il n'y avait pas de motif économique suffisant pour modifier aussi substantiellement le contrat de travail », commente M. Bruno Deledalle, avocat des salariés. Selon la cour, le rapport d'expertise demandé par le comité d'entreprise fait notamment apparaître que « l'entreprise hôtel Prince-de-Galles ne constituait alors que l'un des éléments d'une réorganisation » ; que des travaux de rénovation y ont été réalisés pour 84 millions de francs grâce à des emprunts dont les charges étaient « anormalement élevées » et que des « sommes très élevées » ont été prélevées sur le budget de l'entreprise pour « la contrepartie d'appareils pas clairement ». Par ailleurs, la situation de l'entreprise était « manifestement saine ». Enfin, l'employeur n'a pas « sérieusement négocié ». Une mission d'experts-comptables devra déterminer, d'ici avril 1994, le montant des sommes restant dues aux salariés. La CFDT se félicite de cet arrêt qui, selon elle, « va stopper les intentions des employeurs de passer les salaires du pourcentage au fixe dans des conditions inacceptables ».

Pour M. Deledalle, les magistrats, en accordant environ dix mois de salaires de dommages et intérêts, ont permis de rétablir l'équilibre des forces. Mais, en attendant, les salariés ont subi six jours (sur sept) et se contentent d'inciter le patronat à discuter dans les branches avec les syndicats en prévoyant un calendrier, sur le même principe que les négociations sur les bas salaires lancées en 1990 par Michel Rocard.

Outre que la faiblesse de l'influence syndicale ne permet pas de garantir que l'application du plan quinquennal se soldera par des négociations et des accords équilibrés, le talon d'Achille de cette opération est qu'elle ne peut, par la force des choses, garantir à coup sûr un quelconque effet sur l'emploi. Ces derniers mois, le CNPF a déjà eu l'occasion de faire savoir au gouvernement qu'il n'entendait pas s'engager sur des objectifs précis en matière d'embauches.

Par ailleurs, le gouvernement s'est inspiré d'une suggestion du rapport Mattéoli en proposant de compenser (à condition que l'UNEDIC y contribue également) une partie des pertes de rémunérations subies par les salariés dont l'entreprise serait contrainte de réduire pendant dix-huit mois son activité. Cette forme d'extension du chômage partiel, applicable si les effectifs sont maintenus, traduit une forme de partage solidaire du travail mais peut aussi inciter les employeurs à une certaine facilité.

Apparemment, le principe d'une remise en cause de certains acquis n'est pas contesté par grand monde dès lors qu'il s'agit de remettre à flot la « Sécurité » ou de préserver l'emploi, comme l'illustre l'apparition d'accords de partage du travail dans quelques entreprises. Il en va autrement lorsqu'il s'agit de se pencher sur des dispositifs hautement symboliques - auxquels paraît réservé le label « acquis sociaux » - tels le SMIC ou le repos dominical, alors même que ces deux « monuments » sont, dans les faits, largement contournés.

La multiplication des formules

Un débat faussé

De toute évidence, les partenaires sociaux ne paraissent pas capables de forger un tel « new deal » social, qui ne peut passer que par la pratique du « donnant donnant ». Pour le patronat, il s'agit d'obtenir davantage de flexibilité sans devoir pour autant s'engager sur un volume de créations d'emplois ; alors que les syndicats, dont la sphère d'influence tend à se rétrécir aux salariés du secteur public, sont trop souvent arc-boutés sur des revendications traditionnelles.

Néanmoins, les ambiguïtés du gouvernement placent M. Balladur dans une position centrale, entre ceux qui lui reprochent de prôner « le strict respect des acquis sociaux » tout en dégratant certains d'entre eux au nom de la lutte pour l'emploi, et ceux, plus nombreux dans la majorité, qui réclament que l'on aille beaucoup plus loin dans la flexibilité.

JEAN-MICHEL NORMAND

Malgré de nouveaux records à Londres et New-York

Les Bourses mondiales demeurent vulnérables

L'Europe, à l'exception du Royaume-Uni, ne voit toujours pas la fin de la récession en dépit du « sacrifice » du système monétaire européen (SME). Le Japon, impuissant face à l'envoie du yen, envisage un énième plan de relance. La crainte d'un retour de l'inflation aux États-Unis pourrait entraîner une remontée des taux d'intérêt. Mais la planète financière n'en a cure. Mardi 17 août, les Bourses de New-York, Londres et Hongkong ont atteint de nouveaux sommets historiques. Paris, Amsterdam, Madrid et Bruxelles avaient battu des records la semaine dernière et Zurich, au début du mois. Francfort s'approche à grands pas de ses plus hauts niveaux et Tokyo a effectué depuis le début de l'année un rétablissement spectaculaire avec une hausse supérieure à 20 %. Un paradoxe dont les marchés financiers sont coutumiers, mais qui inquiète.

Par nature, les boursiers anticipent les évolutions économiques. L'optimisme dont ils font preuve aujourd'hui un peu partout dans le monde pourrait être considéré comme encourageant. Il apporte en tout cas de l'eau au moulin des gouvernements pour qui le plus dur est passé. Mais l'euphorie et la spéculation ne sont pas sans danger. Les sommets atteints, souvent pour des raisons très différentes, par les plus grandes places financières mondiales les rendent aujourd'hui très vulnérables. La distorsion est grande, surtout en Europe continentale, entre la tenue des cours et les performances réelles des entreprises.

L'économie mondiale dont la convalescence s'amorce tout juste aux États-Unis et au Royaume-Uni ne peut pas se payer le luxe d'une correction boursière majeure, sans parler d'un krach. Au-delà des conséquences financières immédiates et de la mise à mal des processus de privatisations engagés un peu partout dans le monde, l'impact psychologique serait désastreux. On n'en est pas encore là, mais le pari pris depuis le début du mois, notamment par les investisseurs américains, qui ont acheté massivement des actions françaises, anglaises et allemandes semble particulièrement risqué.

Il jouent un scénario idyllique « à l'anglaise » de baisse rapide des taux d'intérêt et de redémarrage sensible de l'activité l'an prochain. Un peu à l'image de ce qu'ils croient s'être passé outre-Manche après la sortie de la livre du SME, il y a un an. L'économie britannique se porte de mieux en mieux. Le décrochage du sterling a permis une baisse considérable des taux. La reprise de l'activité - amorcée avant ces assoupissements - s'est traduite par une augmentation du déficit budgétaire. La croissance est repartie - même si elle semble un peu s'essouffler aujourd'hui - et la Bourse a gagné plus de 30 % en douze mois.

Le risque d'une déception

Pourquoi un tel scénario ne se reproduirait-il pas en France et dans le reste de l'Europe ? A partir du moment où le lien de la plupart des monnaies européennes avec le deutschemark devient plus lâche avec la création d'un système monétaire européen à marges « très larges », la politique monétaire retrouve en théorie comme principale fonction le soutien de la conjoncture et non plus la défense de la devise. Dans cette logique, les banques centrales européennes devraient embolter le pas à la Réserve fédérale américaine et à la Banque d'Angleterre, qui ont massivement baissé le taux de l'argent respectivement en 1990 et en 1992 afin de sortir de la récession.

Mais les choix des gouvernements et des banques centrales européennes semblent beaucoup moins radicaux. La France n'est pas disposée à sacrifier le franc, quitte à ce que la baisse des taux soit relativement lente. Après s'être précipités, les investisseurs, notamment anglo-saxons, pourraient être déçus et repartir aussi brutalement qu'ils sont venus. Le rythme de baisse du taux de l'argent pourrait être jugé très insuffisant et les craintes d'un prolongement de la récession risquent de réapparaître. D'autant que la baisse du taux de l'argent à court terme n'est pas une garantie de reprise rapide. La marge de manœuvre en France et en Allemagne des politiques budgétaires et fiscales est faible et la reprise américaine plutôt molle.

Enfin, même si le taux de l'argent se réduit progressivement, les marchés d'actions sont avant tout sensibles à l'évolution des taux à long terme (obligataires). Et, dans ce domaine, l'essentiel du chemin a déjà été fait. Les taux à dix ans sont revenus depuis janvier de 8 % à moins de 6,5 % en France, de

7,2 % à 6,5 % en Allemagne, de 8,2 % à 7,2 % au Royaume-Uni et de 7,4 % à 6,5 % aux États-Unis pour les taux à trente ans. Voilà qui explique pour une bonne part les hausses et les records des principales Bourses mondiales. Mais le potentiel de baisse des taux obligataires est aujourd'hui faible en Europe et inexistant outre-Atlantique.

Révision à la baisse

Du côté des entreprises et des bénéfices, la situation est particulièrement sombre. Les marchés pourraient en prendre brutalement conscience avec l'annonce dans les prochaines semaines des résultats semestriels. D'ores et déjà, à force de réviser à la baisse leurs prévisions tous les mois, les analystes financiers s'attendent à un recul de l'ordre de 5 % des profits des entreprises françaises cette année, après une chute de 20 % l'an dernier !

En Allemagne, la situation n'est pas meilleure. Selon le cabinet d'analyse Associés en finance qui établit une synthèse des estimations des bureaux d'étude, les bénéfices devraient baisser en moyenne cette année de 14 % outre-Rhin. Pour 1994, en revanche, les prévisions de croissance des bénéfices dépassent en France comme en Allemagne les 30 %. Mais, il y a un an et demi, les estimations étaient du même ordre pour 1993 !

Aux États-Unis, le contexte est totalement différent, mais Wall Street, qui donne le ton à l'ensemble des places mondiales et qui bat record sur record, reste fragile. La reprise est réelle. La Bourse américaine a tiré parti de la baisse des taux obligataires et du redressement des résultats des entreprises, mais elle risque de subir de plein fouet un éventuel durcissement de la politique monétaire américaine devant le risque d'un retour de l'inflation.

ÉRIC LESER

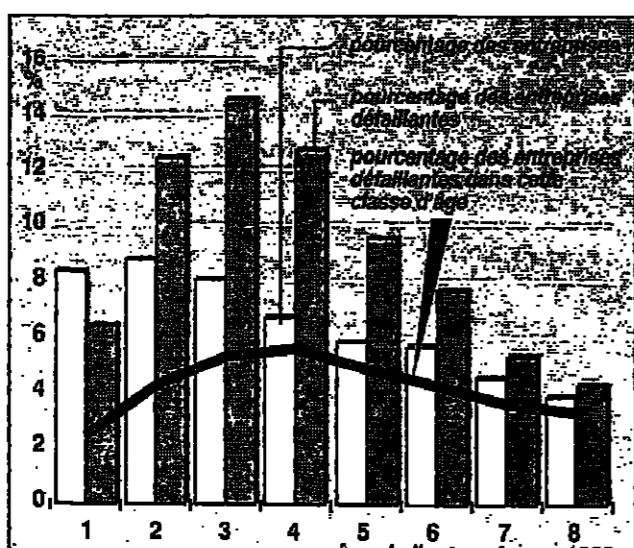
M. Balcerowicz s'étant retiré Jacques de Larosière seul candidat à la présidence de la BERD

Jacques de Larosière, actuel gouverneur de la Banque de France, est désormais le seul candidat à la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Après l'ancien président du conseil italien Giuliano Amato, l'ancien ministre des finances polonais, Leszek Balcerowicz, s'est retiré de la course mardi 17 août. Le résultat de l'élection au poste laissé vacant en juillet par la démission de Jacques Attali devait être officiellement rendu public jeudi 19 août.

Dès l'annonce de cette démission de Jacques Attali, accusé de mauvaise gestion de l'institution internationale chargée d'épauler l'Europe centrale et orientale dans sa transition vers l'économie de marché, le nom de M. de Larosière avait circulé, aux côtés, entre autres, de ceux de Henning Christophersen, commissaire européen de nationalité danoise, de M. Amato et de M. Balcerowicz. La France, qui revendiquait la nouvelle présidence de la BERD, a obtenu gain de cause auprès de ses partenaires de la CEE - actionnaire majoritaire de la Banque - et des États-Unis.

M. de Larosière, qui gouverne la Banque de France depuis 1987, a occupé le poste de directeur général du Fonds monétaire international (FMI) entre 1978 et 1987.

Les entreprises les plus récentes sont les plus fragiles



remarque : les entreprises de plus de 8 ans, non représentées sur le graphique, représentent 48% des entreprises et 27% des défaillances, seules 1,7% d'entre elles ont connu une défaillance en 1992.

Les entreprises jeunes sont les plus fragiles. Les entreprises ayant trois années d'existence (soit 8 % de l'ensemble des entreprises) représentent près de 15 % des entreprises défaillantes ; 6 % d'entre elles ont déposé leur bilan en 1992.

Source : Insee et BODACC

ÉCONOMIE

Pour enrayer la baisse des cours mondiaux

Les producteurs de café créent un nouveau cartel

Après deux réunions infructueuses, à Managua (Nicaragua) et San-Salvador (Salvador), les vingt principaux producteurs de café d'Afrique et d'Amérique centrale et latine ont finalement conclu un accord, mardi 17 août à Kampala (Ouganda), créant un cartel susceptible de redresser les cours de la matière première. « Nous avons accepté d'adopter une rétention de 20 % de nos exportations à compter du 1^{er} octobre », indique le communiqué publié par les ministres.

La saison de production du café commence en octobre, et l'entrée en vigueur de la déclaration de Kampala devrait permettre de stabiliser les cours. La tonne de café s'échangeait à 1 400 dollars à la mi-juin, son cours a subi une chute importante, et s'établissait à 1 100 dollars ces derniers jours. La Colombie et le Brésil, les deux premiers producteurs mondiaux, sont

chargés dans un premier temps de coordonner la régulation des exportations. Une réunion se tiendra à Brasilia les 23 et 24 septembre, afin de formaliser l'existence du nouveau cartel, dénommé Association des pays producteurs de café (ACPC, selon le sigle anglais).

Jusqu'en 1989, les cours du café étaient régulés par le système de quotas de l'Organisation internationale du café (OIC) et, depuis cette date, les tentatives de réorganisation des relations entre producteurs et consommateurs ont été nombreuses. Selon les déclarations faites à l'Agence France-Presse par le ministre ougandais de l'industrie et du commerce extérieur, Richard Kaijuka, la mise en œuvre de l'accord devrait permettre de ramener les exportations mondiales de 5 milliards de tonnes à 3,6 milliards, pour une demande s'établissant à 4,2 milliards environ.

Une protestation contre les marges des intermédiaires

Des melons gratuits au pied de la tour Montparnasse

Une cinquantaine de jeunes producteurs, venus du Tarn-et-Garonne, du Gers, du Lot et du Lot-et-Garonne, ont distribué gratuitement, mardi 17 août, 20 tonnes de melons au pied de la tour Montparnasse, à Paris. Une opération du même type se déroulait aussi dans la cité toulousaine.

Rassemblés autour d'un camion frigorifique, les agriculteurs, casquette verte et T-shirt blanc aux couleurs des Centres départementaux des jeunes agriculteurs (CDJA), ont tenu à sensibiliser les consommateurs face à la faiblesse des cours.

Selon leur porte-parole, Jacques Bessède, « la situation n'est plus viable pour longtemps » : évoquant l'insaisissable question des marges bénéficiaires que s'octroient les intermédiaires (expéditeurs, centrales d'achat, petite et grande distribution) au cours du circuit de commercialisation.

Un tract distribué en même temps que les fruits ironisait sur

la situation difficile que traverse les producteurs de melon : « Nous le vendons 1 franc, au bord du champ. Mais votre prochain melon, combien allez-vous l'acheter ? 10 francs... 15 francs... ou plus ! »

La plupart des 4 500 exploitants de melons de la région Midi-Pyrénées vont devoir « mettre la clé sous la porte, si quelque chose n'est pas fait rapidement », selon leur porte-parole. L'avenir du cantaloup charentais nécessiterait en effet une réorganisation complète de la filière de distribution.

Une délégation de représentants des CDJA a été reçue, le jour même, au ministère de l'Agriculture. Par ailleurs, les représentants des producteurs régionaux ont entrepris des négociations avec les principaux acteurs du réseau de distribution, « pour sauver une situation de plus en plus invivable pour les producteurs ».

EN BREF

■ Les Docks de France détiennent 95,95 % de l'Alsacienne de supermarchés. - Les Docks de France (Mammouth, Atac...) détiennent 95,95 % du capital de l'Alsacienne de supermarchés (SASM) après l'offre publique d'achat (OPA) lancée au mois de juin. Mardi 17 août, le conseil d'administration de l'entreprise a procédé à l'émission de 1 133 468 obligations convertibles destinées à rémunérer les porteurs de parts d'ALCO (holding de contrôle de la SASM) ainsi que les actionnaires qui ont apporté leurs titres à l'OPA. Les actionnaires recevront 1 670 F, auxquels viendront s'ajouter deux obligations convertibles Docks de France de 590 F nominales portant jouissance au 1^{er} janvier 1993 et rapportant un intérêt annuel de 5,30 %. Ce rachat permet aux Docks de France de constituer un groupe pesant plus de 44 milliards de francs de chiffre d'affaires.

■ Les codes postaux allemands viennent de changer. - Un numéro vert (05-90-41-18) et un service Minitel (3615 code Allemagne) ont été mis en place pour informer sur les nouveaux codes postaux allemands. Ceux-ci ont, en effet, été entièrement modifiés. Les anciens, datant de 1961, étaient devenus inutilisables à la suite de la réunification de l'Allemagne puisque des codes identiques existaient à l'Est et à l'Ouest.

■ National Westminster Bank : la grève de la filiale française a été reconduite mardi 17 août. - Les salariés de la filiale française de la National Westminster Bank, en grève mardi 17 août, ont décidé de reconduire leur mouvement de vingt-quatre heures en vingt-quatre heures pour protester contre la fermeture de la totalité des activités en France de la deuxième banque de dépôts britannique. La plupart des dix succursales françaises de NatWest Bank SA ont fermé leurs guichets mardi, à l'exception de celles de Lille et de Bordeaux, qui font l'objet de négociations pour leur éventuelle reprise.

■ Les étiquettes des produits américains respecteront le système métrique à partir du 1^{er} février 1994. - Les étiquettes des produits américains seront libellées à partir du 1^{er} février 1994 dans le système métrique, tout en gardant les mentions en gallons et autres pouces actuellement en vigueur aux Etats-Unis. Aux termes d'une loi de 1992, publiée dans le journal officiel (Federal Register) du mardi 17 août à Washington, la Commission fédérale pour le commerce impose aux producteurs de faire figurer sur les emballages des produits les mesures métriques en vigueur dans la grande majorité des pays du monde. - (AFP)

Un entretien avec le PDG de Sucres et Denrées

« Il y a beaucoup d'argent à gagner en Russie » nous déclare Serge Varsano

La faillite récente du groupe Intergra témoigne des difficultés rencontrées par le négoce international pour mener des relations stables et fructueuses avec l'ancienne Union soviétique. Sucres et Denrées (SUCDEN), premier négociant mondial de sucre, a pourtant choisi d'intensifier ses échanges avec Moscou. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, son PDG, Serge Varsano, explique sa nouvelle donne du commerce avec les Républiques de l'Est.

« Vous venez d'ouvrir un bureau à Moscou. N'est-ce pas risqué après la faillite d'Intergra ? »

« La faillite d'Intergra est due au changement de régime. Le groupe Doumenc était marqué par une couleur politique. Il ne s'est pas implanté à Moscou pour s'adapter à l'évolution du marché russe. La grande différence avec Intergra est que SUCDEN n'a aucune couleur politique. Nous sommes très techniques, on fait des montages compliqués pour vendre et acheter des produits, mais on ne passe jamais par la politique pour boucler nos affaires. Aujourd'hui, il est certain qu'avec le marché libre, la technique l'emporte sur le politique ; il n'y a plus de politique en Russie. »

« Pourquoi cette présence renforcée à Moscou puisque vous aviez déjà une situation privilégiée sur ce marché ? »

« Nous avons effectivement une place prépondérante puisque en 1992, nous avons échangé, pour le compte de la Russie, 3 millions de tonnes de sucre cubain contre 14 millions de pétrole russe. Mais dans l'ancienne Union soviétique, l'achat et la vente des matières premières étaient régis par un organisme d'Etat, Brodington. Aujourd'hui, celui-ci ne recouvre plus l'ensemble du marché. On peut négocier avec un monopole à partir de Paris, mais quand vous avez d'un côté vingt ou trente exportateurs de pétrole, de l'autre quarante ou cinquante importateurs de sucre, il faut inventer une structure sur place, accessible à tous ces clients, en sachant bien que chaque client est un problème. Il faut faire face à un éparpillement à la fois des sociétés - beaucoup d'entre elles ont des licences pour importer et exporter - des régions et des usines qui peuvent elles-mêmes acheter leur sucre. »

L'Ukraine, la Roumanie...

« On dit pourtant la Russie insolvable ? »

« Il y a beaucoup d'argent en Russie. La Russie est pauvre mais les Russes sont riches. L'année dernière, nous avons vendu cinq cent mille tonnes de sucre et il n'y a pas eu un seul défaut. Les Russes paient en roubles et c'est à nous de faire la conversion des roubles en dollars. Le rouble est transférable tous les jours en dollars, dans des quantités importantes ; les risques de change, dans l'heure ou dans la journée, sont réels mais c'est notre métier. Ce transfert ne pose plus qu'un problème aujourd'hui : il faut connaître les banques dans l'ensemble assez prospères. L'année dernière, il y avait des adjudications deux fois par semaine, le risque était important ; maintenant, les banques pratiquent le change permanent. Les cotations, il est vrai, bougent toutes les heures mais il suffit de prendre des marges de protection pour ne pas perdre trop d'argent. »

« Votre activité dans l'ex-URSS se limite-t-elle à la Russie ? »

« Non. L'Ukraine aussi est importante pour nous car elle possède des capacités de raffinage de l'ordre de 3 millions de tonnes. Dans le passé, elle recevait la presque totalité des sucres d'origine cubaine (sucre roux). 80 % des besoins russes étaient transformés en Ukraine. Par ailleurs, cette république produit elle-même du sucre mais pas suffisamment. Sucres et Denrées importe donc du sucre cubain pour le compte de cet Etat. Après raffinage sur place, le bureau de Moscou le vend sur le marché russe. Et puis, on a des programmes de transfert de techno-

logie française car les usines sont obsolètes. Nous cherchons à améliorer leur productivité sucrière. Cette année, nous venons de signer un contrat de 30 millions de francs dans ce sens. Le risque ukrainien est couvert par l'assurance COFACE. Nous avons des projets du même type avec la Russie et le Kazakhstan. »

« Comme en Roumanie ? »

« Exactement. Cela s'est très bien passé entre 1990 et 1992, mais ce système ne peut marcher que si les pays rentabilisent leurs investissements en structurant et en protégeant leur industrie. Car produire mieux et plus ne sert à rien si on est confronté à un marché mondial où les prix sont la plupart du temps plus bas que sur le marché local. Laisser pénétrer le sucre blanc est suicidaire. La Roumanie a augmenté sa production et parallèlement ouvert le marché à l'importation. Les gens qui s'étaient endettés dans ces investissements n'étaient plus compétitifs car des petits importateurs écoulent du sucre blanc de mauvaise qualité. C'est le dilemme de tous ces pays : soit on protège le marché intérieur avec des prix du sucre relativement élevés, et c'est une mesure inflationniste, mais on produit localement et l'on dépense des devises pour produire au lieu d'importer ; soit on laisse le marché se remplir de sucres d'autres origines, très bon marché, le consommateur a accès à un sucre peu coûteux, mais cela tue l'industrie locale. »

« Quels sont vos projets avec ce pays pour cette année ? »

« Cette année, on négocie avec les Roumains mais sur des bases claires. On sera ravi de leur vendre

de la technologie, ou du sucre, mais pas les deux à la fois. »

« Quel intérêt avez-vous à vendre de la technologie ? Vous savez bien qu'à terme, une fois l'objectif de productivité atteint, vous perdrez votre client. »

« Nous répondons à la demande ; on colle à la réalité du pays. Si nous ne le faisons pas, d'autres le feront. Vendre de la technologie ou vendre du sucre, c'est pareil. Et l'ingénierie est un métier très rentable. La France, de surcroît, est bien placée pour le faire. »

« Prendre moins de risques »

« Pourquoi, selon vous, les choses ne se passent-elles pas pour les céréales comme pour le sucre ? Les céréales sont indispensables et pourtant les Américains semblent plus soucieux de vendre que les Russes d'acheter. Comment expliquez-vous ce phénomène ? »

« Le sucre blanc se consomme en l'état. Les céréales passent obligatoirement par des structures de transformation, donc des organismes d'Etat. Les Américains sont prêts à fermer les yeux pour octroyer un crédit qui ressemble à un don. Mais la banque russe du commerce extérieur ne peut pas considérer ce crédit comme tel. Elle demande donc à l'importateur d'Etat de déposer une provision de roubles, au cas où les Américains demanderaient plus tard un rem-

boursement du crédit. C'est là que se situe le quiproquo. Les Russes importent moins car ils espèrent aussi que la production locale va augmenter. Les importations gouvernementales de sucre roux ont, comme pour les céréales, diminué de moitié, mais pour le sucre, le privé a pris le relais de l'Etat. »

« Vous semblez avoir rompu avec la stratégie des coups spectaculaires, conforme à votre réputation. »

« Le barter [troc] que nous avons monté avec la Russie est la plus grosse opération de l'histoire du négoce et, grâce à cela, nous sommes restés leaders sur le marché du sucre. Nous avons l'intention de persévérer dans ce sens. Les « coups » sont toujours nécessaires. Seulement, nous les espérons, car nous les répercutons plus et nous les présentons aux banques. Cela permet de prendre moins de risques. »

« ... et perdre de la rapidité. Ne supprimez-vous pas l'effet de surprise ? »

« La période a changé. Avant, le contexte était beaucoup plus concurrentiel, nous devions nous montrer plus rapides, plus agressifs. Maintenant, il ne reste plus que Man, à Londres, Marc Rich, et, dans une moindre mesure, Cargill. Ils sont encore plus prudents que nous, nous restons les plus imaginatifs, les plus dynamiques. »

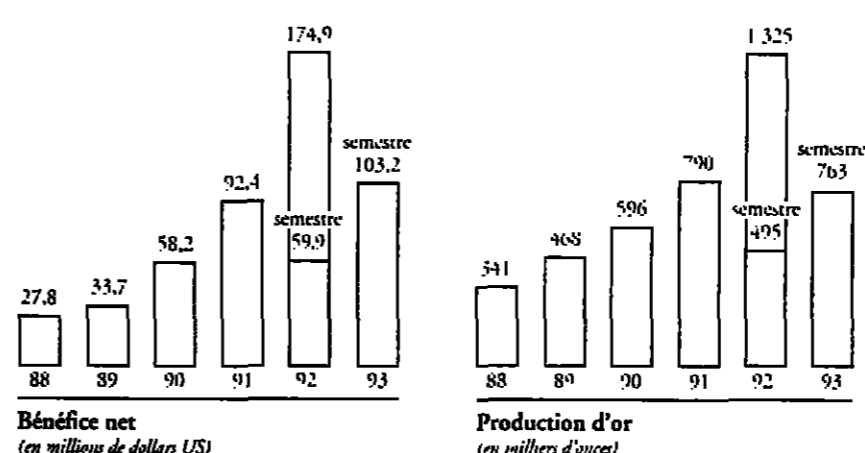
« Mais un dynamisme assagi ? »

« Oui, nous allons poursuivre dans le dynamisme assagi. »

Propos recueillis par MARIE DE VARNEY

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AMERICAN BARRICK



FORTE CROISSANCE AU PREMIER SEMESTRE 1993

American Barrick Resources Corporation annonce une hausse importante de sa production d'or, de son bénéfice net et de sa marge brute d'autofinancement au premier semestre 1993. La performance exceptionnelle de la mine de Goldstrike, la réduction des coûts de production et la politique de couverture de Barrick ont contribué à ces très bons résultats semestriels.

	1 ^{er} semestre 1993	1 ^{er} semestre 1992	variation en %
Chiffre d'affaires	319,3	197,0	+62
Bénéfice net	103,2	59,9	+72
Marge brute d'autofinancement	153,0	92,0	+66
Production d'or (en onces)	762 665	495 237	+54
Coût de production par once (en dollars US)	172	184	-6

Barrick continue à bénéficier d'un système de couverture souple et sans équivalent. La société a pu ainsi vendre, au premier semestre 1993, son or au prix moyen de 410 US \$ l'once, alors que le prix moyen de l'or Comex ressortait à 345 US \$ l'once pour la même période.



AMERICAN BARRICK RESOURCES CORPORATION

هكمان لعل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 18 AOUT

Liquidation : 24 août
Taux de report : 12,00

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0,98 % (2157,19)

VALEURS					Réglement mensuel					VALEURS					VALEURS				
Dernier cours	Différence	%	Dernier cours	%	Dernier cours	Différence	%	Dernier cours	%	Dernier cours	Différence	%	Dernier cours	%	Dernier cours	Différence	%	Dernier cours	%
100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00

Comptant (sélection)										Sicav (sélection)									
VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours	Différence	%	VALEURS	Cours	Différence	%
Obligations				Étrangers				Actions				Actions				Actions			

Marché des Changes					Marché libre de l'or					LA BOURSE SUR MINUTE					Matif (Marché à terme international de France)				
Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 17/08	Cours des billets	Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 17/08	Cours préc.	Cours 17/08	Cours préc.	Cours préc.	Cours 17/08	Cours préc.	Cours 17/08	Cours préc.	Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours
100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

36-15
TAPEZ LE MONDE
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
46-62-72-67



Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



appartements ventes

4^e arrdt
Hôtel-de-Ville
DUPLEX PLEIN CIEL
NEUF VUE SOLEIL
116 m² + 52 m² terrasse.
superbe réception.
3 ch + 3 b. + bureau.
2 accès indépendants
par asc. aux 5^e et 6^e étages
solaires au 7^e étage.
finitions à votre choix
4 790 000 F + Parking
45-72-80-80

6^e arrdt
SAINT-BENOIT
EXCEPTIONNEL
2 P. + verdure, calme
750 000 F Excl. env. d'ent.
Tél. 44-18-80-83

9^e arrdt
MADELEINE
CHAMBRE 165 000 F.
6 m. carré 42-66-36-83

11^e arrdt
Père Napoléon 30 m². Cb. env. d'ent.
ég. l'at. Bon CA. ces
250 000 F avec fac. M. Guy
44-75-32-35

15^e arrdt
80 GARIBOLDI
STUDIO coin cas. b. env.
vue sur INVALIDES.
480 000 F CASSIL RIVE
GAUCHE 45-66-43-43

18^e arrdt
200 m² env. jardin en 2 appts
communiants. 2^e ét. asc.
4 500 000 F T. (1) 43-44-48-10

92
Hauts-de-Seine
Studio confort rénové
18 m² - 250 000 F
Studio, imm. récent 1978.
32 m² - 380 000 F
3 P. 65 m², imm. récent.
vue dégagée 890 000 F
Immo Marcadet 42-61-51-51

ASNIÈRES, 150 m pl. Voltaire.
4, studio 22 m² équipé. Cave.
Cuis. m. b. WC. env. idéal 1^{er}
achat ou invest. T. 60-83-47-43

Province
Perrignon (65) v. app. F 3
3^e dernier ét. 32 m², cuis.
équip., s. d. b. cave, park.
privé. Prix: 380 000 F.
Tél. (1) 40-99-06-74 (Rip.).

bureaux
MADELEINE, BUREAUX
61 m², 10 170 F/mois.
41 m², 8 330 F/mois.
PARTENA - 47-42-07-43

Locations
MADELEINE, BUREAUX
61 m², 10 170 F/mois.
41 m², 8 330 F/mois.
PARTENA - 47-42-07-43

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services 43-55-17-50

fonds de commerce

Locations
LOCAUX TTES ACTIVITÉS
19^e, 20^e arrdt. 50 à 300 m².
b. aux 9 ans, sans reprise
PARTENA - 47-42-07-43

boutiques
BOULIQUES des surfaces.
10, 13, 14, 15, 17, 19 arrdt.
PARTENA - 47-42-07-43

Locations
BOULIQUES des surfaces.
10, 13, 14, 15, 17, 19 arrdt.
PARTENA - 47-42-07-43

maisons individuelles
ILE DE RÉ
St-Martin-de-Ré, particulier
vend maison de ville rénovée.
comprendant rez-de-chaussée :
entrée, salle à manger, cuisine
équipée, salon, wc, étage :
deux pds chambres, salle de
bains, jardin, pièce pierres
apparentes avec cheminée.
plus studio indépendant avec
salle de douche.
Téléphone : 45-51-19-98
et (16) 48-09-05-77

villas
CAP D'ANTIBES
Ville récente 150 m² hab.
sur terrain de 1 470 m²
Tennis. Bonnes prestations
à rafraîchir - esprit mer
Prix : 4 000 000 F
18-82-05-95-80
16-83-67-62-67.

pavillons

77 CHÈLLES
part. vd pav. 100 m² hab.
+ r d jardin 5/500 m² terrain
ensoleillé, calme, env. rénové
neuf en 82. Ps 1 200 000 F
Tél. : 60-08-18-22

ARGENTEUIL
Pavillon dans quartier calme.
Proche gare
(15 minutes Saint-Lazare).
Écoles et commerces.
Sur 250 m² de terrain
sans vis-à-vis.
3 chambres, salle de bains.
Garage, sous-sol aménagé
(baignoire + sauna).
Abit. de jardin.
Prix : 875 000 F.
Tél. : 38-80-43-86
après 18 h 30.

S.O. 30 km nord PAU, prop.
agréable et caract. 400 m²
hab. 17 pds princ. et 11 ch.
+ dépendances, 2,5 hectares
pelouse arborée, poss. jusqu'à
5 ha, pisc. fronton. Dc. prop.
Tél. : (16) 58-04-70-62

maisons de campagne
Ordré, vd mais. à rest. mura
+ tolt. b. état. 90 m², hab.
2 niv., 20 km sud Valence.
150 000 F. Tél. : 75-40-01-82

immobilier information
VOUS VENDEZ
un appartement avec ou
sans confort. Adressez-vous
à un Professionnel FRAM
Immo Marcadet 42-61-51-51
Fax 42-65-55-55

locations meublées offres

Paris
17^e, PORTE MAILLOT, 2 PCHS
Kichen, écopée, douche, wc.
vue dégagée, près gare de L.
garden. Loyer 3 375 ch. c.
CASSIL - 45-66-43-43

propiétés
Part. vend moulin à Dordive.
Prox. A6, 90 km de Paris.
Rivière sur 4 ha de terrain.
Héls. princ. : 400 m² sur
2 niv., 1 salon : 110 m².
1 coll. équip. 5 ch. + 3 s.
d'eau. 1 salle de billard.
1 billard, piscine couverte,
tennis, m. de garden. Prix :
4 000 000 F (justifié).
Tél. : (16) 38-62-74-18

Région parisienne
Mais-Aggs, 220 m² et ch. 2 km Euro
Dravay, 2 s. d. b., 5 ch. T. (1)
80-04-57-54. (16) 40-01-84-39

locations non meublées demandes
Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

Paris
EMBASSY SERVICE
rech. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
(1) 47-20-30-05

L'AGENDA

Spécialités

régionales (vin)

Directement du vigneron
à votre table
un vin à découvrir

MONTLOUIS-SUR-LOIRE

A.D.C.
Sec. demi-sec. moelleux.
Méthode champenoise.
Plus, millésimes dispo.
Tarifs sur demande.

L. CHAPEAU
15, r. des Altes-Hausse
37270 Montlouis-sur-Loire
Tél. : (18) 47-50-60-64

9^e MADELEINE, beau studio.
5^e ét., imm. stand 4 000 h.
ch. - PARTENA 42-66-36-53

9^e MADELEINE, beau studio.
5^e ét., imm. stand 4 000 h.
ch. - PARTENA 42-66-36-53

CONVENTION, 3 PIÈCES.
sur cour. 2 ch. b. b. b.
asc., garden. Loyer 4 700 F
+ charges 800 F - CASSIL
RIVE GAUCHE 45-66-43-43

3 h de Paris par TGV
METABIEF (25)
CHAMPIONNAT DU MONDE
VTT 13 AU 19 SEP.

Location à proximité
studio indép. et ch. b.
en parcs ou 1/2 ans.
ambiance familiale et conviviale
chez un sélectionné
olympique, nat. et intern.
(18) 81-49-00-72

JF 24 ans, 1982, DEA DT.
eff. opt. fiscale/stages
9 mois à Air France, env.
étude not., BNP/TTX :
Visto 4, Word 5, Wordstar,
eng. cour., aff.
notions/rach. poste
juriste d'entr. 43-50-08-88

H. 33 ans, ing. informaticien.
pilote prof. hélic. sans
affaires, hommes, trépas.
brioleur, ch. poste bras
droit ou employé serv.
divers, étud. tes propos.
Tél. : (1) 43-70-81-45 (Rip.).

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

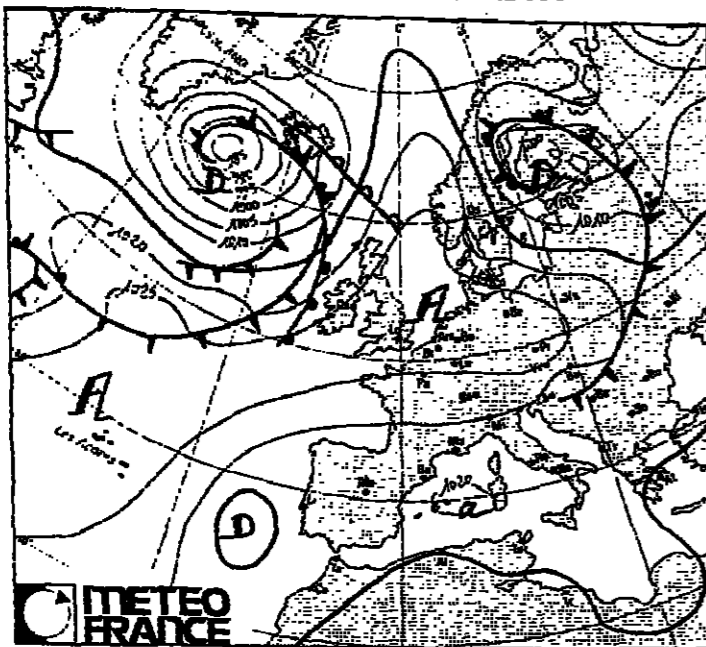
Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre enveloppe, afin de
transmettre votre dossier dans les
meilleurs délais.

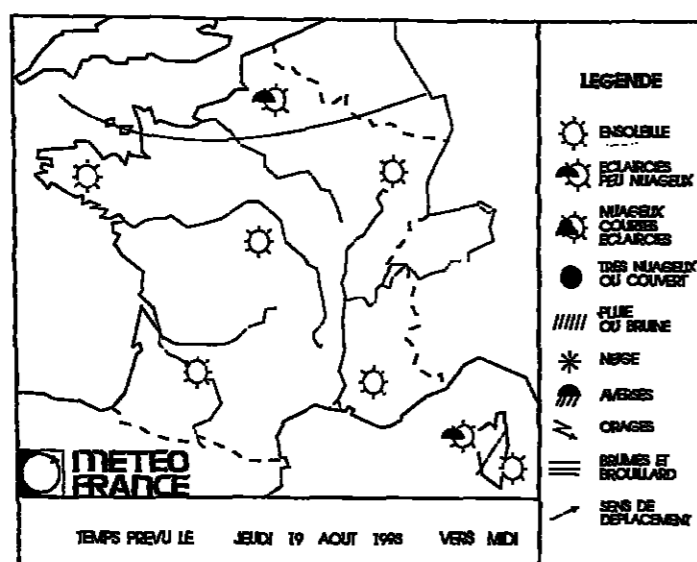
Dans le cas d'une annonce domi-
ciliée au « Monde Publicité », il est
impératif de faire figurer la réfé-
rence sur votre

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 AOÛT À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 19 AOÛT 1993



Jeudi : l'été continue. - Le soleil dominera toujours sur le pays et les conditions anticycloniques persistent. A signaler tout de même des bancs de brouillard ou de nuages bas du nord de la Bretagne à la Normandie et au Nord-Picardie, le matin. Dans la journée, il ne persistera plus que quelques nuages discrets sur ces régions. Le vent de nord-est sera encore parfois modéré sur les régions du nord-ouest du pays.

Les températures maximales ne changent pas beaucoup : encore un peu de fraîcheur sur le nord du pays, avec 11 degrés à 13 degrés en moyenne, mais quelque 7 degrés à 9 degrés au minimum en Champagne-Ardenne ; 13 degrés à 15 degrés sur les régions centrales du pays, 16 degrés à 19 degrés dans le Sud-Ouest et 19 degrés à 22 degrés en Méditerranée.

L'après-midi, les températures seront souvent supérieures aux normales : 19 degrés à 21 degrés près des côtes de la Manche, 25 degrés à 29 degrés au nord de la Loire, jusqu'à 30 dans le Nord-Est et 30 degrés à 35 degrés sur les trois quarts sud du pays (le plus chaud étant pour les régions de l'intérieur).

PRÉVISIONS POUR LE 20 AOÛT 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 17-8-1993 à 18 heures TUC et le 18-8-1993 à 6 heures TUC

FRANCE			ÉTRANGER		
ALGER	30	16	ALGER	31	24
ARAD	32	18	AMSTERDAM	20	9
BELGRADE	32	19	ATHÈNES	28	14
BORDAUX	34	18	BANGKOK	34	28
BRESCIA	30	16	BARCELONE	29	20
CADIX	22	11	BELGRADE	35	17
CHATELAIN	31	16	BELLEVILLE	20	10
CHATELAIN	31	16	BRUXELLES	21	10
CHATELAIN	31	16	LA CAIRE	34	22
CHATELAIN	31	16	COPENHAGUE	18	9
CHATELAIN	31	16	DALIA	31	26
CHATELAIN	31	16	GENÈVE	30	16
CHATELAIN	31	16	ISTANBUL	30	20
CHATELAIN	31	16	JERUSALEM	30	19
CHATELAIN	31	16	LES ANJES	28	12
CHATELAIN	31	16	LONDRES	22	12
CHATELAIN	31	16	LUXEMBOURG	23	12
CHATELAIN	31	16	MADRID	28	15
CHATELAIN	31	16	MARRAKECH	32	19
CHATELAIN	31	16	MEXICO	26	13
CHATELAIN	31	16	MILAN	31	15
CHATELAIN	31	16	MONTECARLO	28	19
CHATELAIN	31	16	MOSCOW	26	16
CHATELAIN	31	16	NAGASAKI	30	18
CHATELAIN	31	16	NEW DELHI	34	28
CHATELAIN	31	16	NEW YORK	28	19
CHATELAIN	31	16	OSLO	18	9
CHATELAIN	31	16	PARIS	31	19
CHATELAIN	31	16	PRAGUE	20	10
CHATELAIN	31	16	RIYADH	30	20
CHATELAIN	31	16	ROME	30	20
CHATELAIN	31	16	SEVILLE	34	21
CHATELAIN	31	16	SINGAPOUR	32	24
CHATELAIN	31	16	STOCKHOLM	17	9
CHATELAIN	31	16	SYDNEY	28	12
CHATELAIN	31	16	TOKYO	28	12
CHATELAIN	31	16	TORONTO	23	20
CHATELAIN	31	16	VARSOVIE	24	12
CHATELAIN	31	16	VIENNE	33	22
CHATELAIN	31	16	VIENNE	30	17

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Ombres

EN une soirée, on a pu se rendre compte, concrètement, à quel point la télévision avait changé et combien les rapports entre médias et personnalités s'en sont trouvés bouleversés. La simultanéité de l'entretien exclusif de Bernard Tapie diffusé par TF 1 et de l'hommage rendu par cette même chaîne à Pierre Desgraupes pourrait servir de terrain aux travaux des historiens de la communication. On a d'abord vu un Bernard Tapie bronzé, en polo bleu, bondissant sur le canapé où il était installé, répondre avec la vivacité et la gouaille qui sont sa marque à un journaliste pugnace, qui ne s'en laissait pas conter, même s'il lui était difficile

de caser ses questions dans le flot d'explications de l'industriel à propos de « l'affaire Mellick » et de contrer ses attaques contre les médias.

TF 1 montrait ensuite, en préliminaire à son hommage à Pierre Desgraupes, un des entretiens qu'il eut avec Jacques Chaban-Delmas, à l'époque où celui-ci était premier ministre. Filmés en noir et blanc, à distance respectueuse l'un de l'autre, dans l'ambiance feutrée d'un bureau de la République, l'entretien entre ces deux hommes cravatés donnait une idée de la rupture entre deux époques.

Le noir et blanc étaient les teintes dominantes des archives de l'Institut national de l'audiovi-

suel (INA) choisies par les différentes chaînes pour rendre compte du décès de l'un des leurs.

Comme si l'empreinte laissée par Pierre Desgraupes sur le petit écran devait se réduire uniquement aux émissions des années 50-60. « Lectures pour tous », « Cinq colonnes à la Une » ou « En votre âme et conscience ». En dépit de ce raccourci, qui eut le mérite de ranimer le goût de nos madeiroises télévisées, dont le fameux portrait de Gaston Dominici, on sut gré aux télévisions de ne pas célébrer le décès de Pierre Desgraupes avec trop d'emphase. Et à TF 1 de rendre compte avec une belle honnêteté du parcours de cet homme du service public qui porta

très haut « la vertu républicaine », selon l'expression de Claude Sautet rapportée par France 2.

L'ancien PDG d'Antenne 2 eut sans doute bougonné devant le partam de personnalités politiques et médiatiques appelées à célébrer son indépendance affichée et sa générosité cachée. Peut-être aurait-il même eu l'envie de noter, dans l'un des deux petits carnets qu'il portait toujours sur lui, cette phrase de l'un de ses livres dont il faisait sa règle d'interviewer : « Je crois que personne n'est clair, moi le premier. Ce qui me passionne, c'est d'aller pêcher dans cette ombre, qui est la mienne en même temps que celle des autres. »

YVES-MARIE LABÉ

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 18 août

TF 1

20.45 Téléfilm :

LE DÉGRIFIÉ ARTIREC

LA SOLUTION ANTI-CRISE

MOQUETTE LESSIVABLE

49^F/50

ARTIREC habille sols et murs à prix dégriffés. 5 dépôts en reg. parisienne PARIS 12^e : 4, bd de la Bastille 43-40-72-72 (voiturier)

Poker d'amour à Las Vegas (2^e partie).

22.30 Sport : Boxe. Championnat du monde WBC des poids légers à Guadalajara (Mexique) : Miguel Angel Gonzalez (Mexique)-David Sampedro (États-Unis) ; Championnat d'Amérique du Nord des poids super légers : David Sampedro (États-Unis)-Hector Lopez (Mexique) ; Hommage au Madison Square Garden de New-York : Combat international poids plume au Madison Square Garden : Kevin Kelley (États-Unis)-Adolpho Castillo (Mexique).

23.35 Documentaire : Histoires naturelles.

0.30 Journal et Météo.

FRANCE 2

20.50 Jeu : Fort Boyard. Animé par Patrick Laffont et Cendrine Dominguez. Avec l'équipe de Madinina (recherche médicale sur les lésions de la moelle épinière).

22.25 Première ligne. Tercet lyrique. 2. Minaire de fond, documentaire d'Yves Jeannou et Serge Le Péron.

20.45 Météo.

20.50 Série : Navarro. Bille de sang, de José Dayan.

22.25 Série : Les Dessous de Palm Beach. Linge très sale.

23.20 Sport : Athlétisme. Résumé des épreuves de la journée.

23.55 Journal et Météo.

FRANCE 2

16.30 Série : L'Équipée du Poney Express.

17.20 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : qualifications du saut en longueur messieurs et du 1 500 m messieurs ; demi-finales des 200 m messieurs et dames, des 100 et 110 m haies ; finales du disque dames, des 400 m haies dames et messieurs, de la perche.

20.00 Journal et Météo.

20.50 Documentaire : Notre télévision. De Pierre Tchernia. 6. Les Buttes-Chaumont, avec Jean-Christophe Averty, Marcel Bluval, Roger Carat, Jacques Chancel, Alain Daccas. Hommage à Pierre Desgraupes. Présenté par Pierre Tchernia, avec des personnalités invitées et des documents d'archives.

22.30 Cinéma : La Mort en direct. ■■■■ Film français de Bertrand Tavernier (1979).

0.30 Journal et Météo.

FRANCE 3

16.30 Variétés : 40-à l'ombre.

18.25 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information.

20.05 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : qualifications du 10 000 m dames ; décaathlon (400 m) ; finale du 200 m dames.

21.40 Cinéma : Les Loups de haute mer. □ Film américain d'Andrew V. McLaglen (1980).

FRANCE 3

20.40 Feuilleton : Le Roi Mystère. La Dent creuse, de Paul Planchon, d'après Gaston Leroux, avec Christopher Bowen, Orazio Orlando (3^e épisode).

22.05 Journal et Météo.

22.35 Série : Les Mystères de l'Ouest. La Nuit des bagnards, de Robert Sparr, avec Robert Conrad, Ross Martin.

23.25 Magazine : Aléas. Présenté par Jacques Serrier. Le docteur et les deux abeilles, de François Edé ; L'Évangile selon Pimpeneau, de Jean-Pierre Roudette ; Retraites dansantes, de Geneviève Bastid ; Le jeune homme riche, de Patrice Chagnard.

0.20 Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.

21.00 Cinéma : Navy Seals, les meilleurs. ■ Film américain de Lewis Teague (1990).

22.45 Flash d'informations.

22.55 Cinéma : Marie, justice criminelle. ■ Film américain de Roger Donaldson (1989, v.o.).

0.40 Cinéma : Mourir à Madrid. ■■ Film français de Frédéric Rossif (1962).

ARTE

20.40 Opéra : Le Couronnement de Poppée. De Claudio Monteverdi. Mise en scène de Michel Hampe. Avec Patricia Schuman, Richard Croft, Kathleen Kuhlmann, Jeffrey Gell, Harry Peeters, le Concerto Köln, dir. René Jacobs.

23.15 Documentaire : Au-delà de la compassion. A propos du traitement des victimes de tortures, de Michael Koclin.

0.10 Magazine : Intérieur nuit.

Jeudi 19 août

TF 1

16.45 Club Dorothée vacances.

18.05 Série : Chips.

18.55 Série : Premiers baisers.

19.25 Série : Hélène et les garçons.

20.00 Journal et Météo.

20.35 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : les épreuves de la journée ; finale du 200 m dames.

20.45 Météo.

20.50 Série : Navarro. Bille de sang, de José Dayan.

22.25 Série : Les Dessous de Palm Beach. Linge très sale.

23.20 Sport : Athlétisme. Résumé des épreuves de la journée.

23.55 Journal et Météo.

FRANCE 2

16.30 Série : L'Équipée du Poney Express.

17.20 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : qualifications du saut en longueur messieurs et du 1 500 m messieurs ; demi-finales des 200 m messieurs et dames, des 100 et 110 m haies ; finales du disque dames, des 400 m haies dames et messieurs, de la perche.

20.00 Journal et Météo.

20.50 Documentaire : Notre télévision. De Pierre Tchernia. 6. Les Buttes-Chaumont, avec Jean-Christophe Averty, Marcel Bluval, Roger Carat, Jacques Chancel, Alain Daccas. Hommage à Pierre Desgraupes. Présenté par Pierre Tchernia, avec des personnalités invitées et des documents d'archives.

22.30 Cinéma : La Mort en direct. ■■■■ Film français de Bertrand Tavernier (1979).

0.30 Journal et Météo.

FRANCE 3

16.30 Variétés : 40-à l'ombre.

18.25 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information.

20.05 Sport : Athlétisme. Championnats du monde, à Stuttgart : qualifications du 10 000 m dames ; décaathlon (400 m) ; finale du 200 m dames.

21.40 Cinéma : Les Loups de haute mer. □ Film américain d'Andrew V. McLaglen (1980).

FRANCE 3

23.15 Journal et Météo.

23.45 Musique : Le Midem classique. Avec l'Orchestre symphonique français, dir. : Laurent Petitgand ; sol : Olivier Charrier, violon ; Hélène Grimaud, piano ; Andrea Criminelli, flûte ; Matt Haimovitz, violoncelle ; Paul Meyer, clarinette ; Sergueï Nakariakov, trompette ; Kari Svanavik, piano ; l'Ensemble vocal Gérard Bachet (chœurs de Fréjus).

1.15 Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

15.45 Cinéma : Ghoulies 3. □ Film américain de John Carl Buechler (1990).

17.15 Documentaire : L'Odyssée des eulakanes. De Mark Deebie et Victoria Stone.

17.35 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35

18.30 Série animée : Batman.

18.55 Le Top.

19.29 Série animée : Tam-tam.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.35 Cinéma : Archipel. ■ Film franco-belge de Pierre Granier-Deferre (1992).

22.15 Flash d'informations.

22.20 Cinéma : Désigné pour mourir. □ Film américain de Dwight H. Little (1980).

23.50 Cinéma : Cadence de combat. □ Film américain de Thomas J. Wright (1989).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Cinéma : L'Affaire est dans le sac. ■■ Film français de Pierre Prévert (1932).

17.45 Téléfilm : Made in Hollywood. De Bruce et Norman Yonemoto (v.o., rediff.).

19.00 Magazine : Rencontre.

19.30 Documentaire : Bonne Nuit.

19.45 Documentaire : About argent.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : Fous de soleil ! Soirée conçue par Jérôme Prieur, réalisée par Jean-Noël Cristiani.

20.41 Musique.

20.45 Cinéma : Les Orgueilleux. ■■ Film franco-mexicain d'Yves Allégret (1953).

Présenté par Philippe Raskmou. L'Europe à Bruxelles. Portrait : Limba ; L'an belge des années 80 ; Portrait : William Clift ; Image : Hervé Guibert ; Gros plan : Arno l'idiot savant.

M 6

20.35 Magazine : Ecolo 6.

20.45 Téléfilm : L'homme qui ne voulait pas mourir. De Lamberto Bava.

22.30 Téléfilm : Les Filles du KGB. De Don Taylor.

0.10 Magazine : Vénus.

0.35 Informations : Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.50 Dramatique. Le Réve des animaux rongeurs : quatuor, de Liliane Atlan (rediff.).

22.40 Musique : Avignon 1993. Musiques du Bassin méditerranéen.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 12 août lors du Festival Pablo-Casals de Prades) : L'Offrande musicale (extrait), de Bach, par Robert Aitken, flûte, Joël Pontet, clavier ; Andante et variations pour deux pianos, deux violoncelles et cor, de Schumann, par Michel Béroff et Christian Ivaldi, pianos, Arto Noras et Leo Wintand, violoncelles, Radovan Vlatkovic, cor ; Octuor pour cordes en mi bémol majeur op. 20, de Mendelssohn, par Dimitri Sidkovsky, Yoko Fujita, Boris Garitsky, Leonid Sorokov, violons, Ron Ephrat, Oleg Lav, altos, Arto Noras et Leo Wintand, violoncelles.

21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Ballade n° 3 en la bémol majeur op. 47, Sonate n° 3 en si mineur op. 58, de Chopin ; Préludes, de Rachmaninov ; Sonate-triad en ré mineur op. 11 n° 2, Dithyrambe en mi bémol majeur op. 10 n° 2, de Métnier, par Nikolai Domienko, piano.

0.35 Bleu nuit.

M 6

17.05 Variétés : Multitop.

17.35 Série : Rintintin Junior.

18.00 Série : O'Hara.

19.00 Série : Deux filles à Miami.

19.54 Six minutes d'Informations, Météo.

20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Météo 6.

20.45 Téléfilm : Le Virus assassin. De Ben Bolt.

23.00 Téléfilm : Les Cavaliers de l'enfer. D'Alan L. Stewart.

FRANCE-CULTURE

20.50 Dramatique. La Foi, l'Amour, l'Espérance, d'Odou von Horvath, texte français d'Henri Christophe (rediff.) ; à 22.03, Le Chien musicien, d'Hervé Royer (rediff.).

22.37 Musique : Avigno 1993. Musiques du Bassin méditerranéen.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 28 septembre 1992 lors du Festival de Berlin) : Doppelkonzert pour piano, timbales et deux orchestres à cordes, de Martinu ; Concerto pour alto et orchestre, de Bartok ; Symphonie n° 7 en ré mineur op. 70, de Dvorak, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. : Bernard Haitink ; sol : Tabasz Zimmermann, alto ; Philipp Moil, piano.

21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Sonate n° 30 en mi majeur op. 109, de Beethoven ; Fantaisie op. 116, de Brahms, par Hélène Grimaud, piano.

0.35 Bleu nuit.

